offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°9 • 3 EUROS • FÉVRIER 06

photo Sébastien Hibelot

CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE

Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

MATÉRIEL

Vous pouvez commander les autocollants
1 euro les 10
7 euros les 100
en nous écrivant à OLS, 21ter, rue Voltaire 75011 Paris
chèque à l'ordre de Spipasso

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003. Notre volonté est de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. Six principes fondent l'OLS :

1. Indépendance **2. Fédéralisme**
3. Assembléisme **4. Anti-autoritarisme**
5. Rupture **6. Appui mutuel**

L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au **mouvement révolutionnaire**. Elle est une structure parmi d'autres organisations, collectifs, comités existants à un moment donné. **L'organisation n'est pas une fin en soi** et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion. Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissons pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, notamment au travers de notre journal et lors de certains événements politiques, **nous refusons les logiques de représentation**. Dans une société fondée sur les apparences, **le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux sirènes du spectacle**.

Nous luttons plus particulièrement **contre l'apartheid social**, **les dominations** (sexisme, homophobie, exploitation économique…), **pour la liberté de circulation et d'installation**. Nous participons aux **luttes contre la précarité et le développement de la misère**, en essayant de proposer d'autres formes d'organisation sociale dans lesquelles le travail productif perdrait sa centralité.

Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à **briser l'autonomie du pouvoir**. Il ne doit pas être accaparé par une minorité, mais demeurer au sein de la société : il doit être socialisé.

Nous sommes partie prenante de l'**unification des mouvements libertaires** et de l'association avec toutes celles et ceux qui développent des **pratiques anti-autoritaires et anti-capitalistes**. Nous chercherons, au sein de cette constellation, à faire vivre « **l'alternative** ».

POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS

3 euros (+ 0,5 euros) par exemplaire, chèque à l'ordre de Spipasso, avec vos coordonnées à envoyer à :
OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

OFFENSIVE N°1
trimestriel | 36 p. | 3 euros
•Dossier **pour une critique radicale de la télévision**

OFFENSIVE N°2
trimestriel | 44 p. | 3 euros
•Dossier **la grève à réinventer**

OFFENSIVE N°3
trimestriel | 44 p. | 3 euros
•Dossier **l'emprise technologique**

OFFENSIVE N°4
trimestriel | 44 p. | 3 euros
•Dossier **Genre et sexualité**

OFFENSIVE N°5
trimestriel | 44 p. | 3 euros
•Dossier **Au service du public**

OFFENSIVE N°6
trimestriel | 44 p. | 3 euros
•Dossier **Homo publicitus**

OFFENSIVE N°7
trimestriel | 44 p. | 3 euros
•Dossier **Guerres contre-révolutionnaires**

OFFENSIVE N°8
trimestriel | 44 p. | 3 euros
•Dossier **Libérez les enfants !**

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001 Marseille.
06 77 54 39 74 ols@no-log.org.
http://offensive.samizdat.net

LES GROUPES DE L'OLS
OLS Paris 21ter, rue Voltaire
75011 Paris 06 17 43 19 90
ols.paris@no-log.org
OLS Chiapacans Marseille
c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

EN CONTACT
Var c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat 13001 Marseille
Toulouse 06 77 54 39 74
Caen matierebrute@yahoo.fr

Offensive Libertaire et Sociale s'inscrit dans une démarche internationaliste. Elle participe au réseau **Solidarité Internationale Libertaire (Sil)**, structure créée en 2001 et qui regroupe une vingtaine d'organisations anarchistes à travers le monde.

Contact **www.ils-sil.org**
En France **Sil-France**,
21ter, rue Voltaire, 75011 Paris

Offensive
émission de l'OLS
sur Radio Libertaire
89.4 Mhz (sur Paris)

En alternance avec l'émission anarcho-écolo **La Grenouille noire**, le vendredi tous les quinze jours **de 21h à 22h30**, OLS-Paris diffuse son émission consacrée aux luttes et interviews de militant-e-s et chercheur-se-s engagé-e-s sur les ondes de Radio Libertaire.

Edité par **Spipasso**
Imprimeur **IMB**
Directeur de publication
Gildas GRIMAULT
Commission paritaire
0406 P 11461
ISSN **1771-1037**
Diffusion
Co-errances,
45, rue d'Aubervilliers,
75018 Paris,
www.co-errances.org
contact@co-errances.org

Les articles d'Offensive ont été féminisés dans la mesure du possible. Lorsque, pour des raisons de temps, cela n'a pas été fait, les formulations générales sont à lire aussi bien au féminin qu'au masculin.

Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

Quand l'éducation devient marchandise 6-7
À propos du temps de cerveau disponible 8
Faire sa fête.../Biométrie 9
Quel regard sur le corps des femmes? 10-11
INAvouable privatisation? 12

DOSSIER

Culture de classe ou (in)culture de masse

Culture de masse contre culture populaire 14
La culture aux mains des multinationales 15
Du rôle des loisirs culturels... 16-18
La culture prolétarienne et sa négation 19-20
À propos de la littérature prolétarienne 21-23
Les athénées libertaires 24-25
La culture du vivre ensemble 26-27
L'expérience des centres sociaux 28-29
Bienvenue dans notre Quilombo! 30-31

Horizons
Les montagnards contre... 32-34
En bref ailleurs 35

Entretien
«Libération», de Sartre à Rothshild 36-39

Contre-culture
Livres 40-41
Musique 42
Arts vivants-ciné 43

Dossier du prochain numéro d'**offensive**
La science au service du pouvoir
à paraître en mai 2006

Édito

LORSQUE NOUS AVONS CRÉÉ OFFENSIVE, il y a maintenant plus de deux ans et demi, nous tenions à participer au développement de la pensée libertaire en créant un espace de débat. En réalisant un travail approfondi, il s'agissait aussi de se doter d'outils de réflexion pour la lutte. À l'origine d'un dossier comme «genre et sexualité» se trouvait notre engagement dans différents groupes féministes; le dossier «au service du public» a été nourri de nos expériences dans des collectifs de luttes de chômeurs ou pour les transports gratuits, et celui sur «l'emprise technologique» nous pousse aujourd'hui vers des luttes contre la biométrie et autres horreurs technologiques, etc.

Depuis la création d'Offensive, cet espace de débat se concrétise tous les trois mois par des coordinations hexagonales chargées de discuter et préparer le contenu du journal. La conception des prochains dossiers et le recueil d'idées pour les thèmes ultérieurs y occupent évidemment une place primordiale. En ouvrant cet espace (et donc le journal) au public, nous souhaitons qu'Offensive ne soit pas un organe émanant d'un cercle de réflexion fermé, mais puisse bénéficier des apports et connaissances de chacun-e. Nous ne voulons pas qu'Offensive soit la revue d'une organisation avec tous les calculs politiques que cela implique. Nous ne voulons pas non plus faire des séries de dossiers en nous instituant experts de telle ou telle thématique.

La mise en place d'un camping commun avec l'Organisation Communiste Libertaire (le prochain aura lieu durant l'été 2006) est pour nous aussi une étape permettant à la mouvance anarchiste et anarchisante, éclatée dans divers collectifs et organisations, de disposer d'un espace de confrontation et de débat. Renouveler la pensée libertaire, ce n'est pas jeter aux orties Proudhon, Kropotkine ou Malatesta: cela implique surtout de réfléchir aux évolutions sociales de notre époque.

Enfin, nous organisons régulièrement des débats pour présenter la revue, et pour recueillir les critiques, positives ou négatives, que les lecteurs ont à apporter. Bien évidemment, pour ouvrir le débat nous sommes prêts à nous déplacer là où nos militants ne sont pas présents.

Si vous souhaitez participer aux prochaines coordinations, au camping libertaire, organiser un débat, n'hésitez pas à nous contacter.

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N°_____.
Abonnement (12 euros) ☐ Abonnement de soutien (25 euros) ☐
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (20 euros) ☐
Abonnement à vie (10 euros/trimestre) ☐
(voir document demande de virement permanent à droite)

nom, prénom _____
adresse _____
_____
mail _____ téléphone _____

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous
nom, prénom _____
adresse _____
_____

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille**

Offensive a besoin de votre soutien sur le long terme, cela peut s'effectuer en opérant à une

DEMANDE DE VIREMENT PERMANENT

Document à renvoyer à votre banque en y joignant votre RIB.

Je vous prie de bien vouloir effectuer de mon compte bancaire vers le compte de Spipasso (éditeur de la revue Offensive), un virement trimestriel de 10 euros, le _____ de chaque trimestre, et ce à compter du _____ 2006,

au profit de Spipasso,

Etablisst	Guichet	n° Compte	Clé RIP
300041	00001	2884925U020	74

IBAN FR 96 30041 00001 2884925U020
BIC PSSTFRPPPAR

domicilié à
Chèques postaux de Paris
18, rue des favorites 75900 Paris Chèques

Fait le , à

Signature

Renvoyez nous le bulletin d'abonnement avec vos coordonnées.

photo Weck

PAS D'ACCORD POUR LE PARIS-DAKAR

À L'INITIATIVE du Collectif anti-Jeux olympiques, collectif issu de l'anticampagne menée contre la candidature de la ville de Paris pour accueillir les JO de 2012, des personnes ont mené trois actions et organisé un débat pour protester contre la course automobile. Voici le tract distribué à l'occasion :

«ARRÊTONS LE PARIS-DAKAR !
Depuis des années, le Dakar traverse à toute berzingue les villes et villages d'Afrique, une véritable caravane qui véhicule avec elle la vision du monde des pays riches : compétition, individualisme et pollution. Qu'il parte de Lisbonne comme cette année, de Clermont-Ferrand ou de Paris, le Dakar reste une compétition organisée par des sponsors français qui cache un brin de nostalgie du temps des colonies. Dans ce paysage où les habitant-e-s sont ravalé-e-s au rang de décor exotique pour individus en manque de sensations, plusieurs voix, notamment africaines, s'élèvent contre cette compétition d'un autre âge. Cette mentalité de colon apparaît clairement dans la façon dont les médias parlent des décès dus au Dakar. Ainsi, lorsqu'un pilote se tue pendant la course, le journal *L'Équipe* – qui appartient aux organisateurs de l'épreuve – y consacre trois pages. Lorsque, quelques jours plus tard, une fillette est écrasée par un véhicule du Dakar, seules quelques lignes lui sont dédiées, sans qu'on sache même son nom. Spectacle dangereux donc, – 23 morts (officiels) en 25 ans –, nous connaissons cette course avant tout par les médias, et surtout par la télévision. Les actualités sportives relatent les «exploits» de ces «aventuriers». D'ailleurs, les organisateurs l'ont placée au début du mois de janvier car, le football faisant relâche, il fallait combler le vide laissé par cette période creuse des calendriers sportifs et combler un manque à gagner. L'idéologie sportive poursuit alors son œuvre en nous disant que ces pilotes sont des héros, qu'il faudrait chaque jour se comporter comme eux, notamment au travail. Être des vainqueurs, des fonceurs, accepter la hiérarchie établie par la loi du plus fort, ne pas tendre la main au voisin mais plutôt l'écraser… Au plein milieu de nos villes, les propriétaires de 4 x 4 font vrombir leur bolide comme si la jungle urbaine nécessitait le même équipement que les sables du désert, se fichant tant des risques encourus par les piétons, que de la pollution et de l'appauvrissement des ressources énergétiques. Ne nous y trompons pas, le Dakar est une immense caravane publicitaire dont le but est de vendre toujours plus de véhicules pour un semblant «d'aventure citadine». Par exemple, la marque Lada Niva avait augmenté de 67 % ses ventes suite au rallye de 1983. Il y a peu, l'Enduro du Touquet a été arrêté pour protéger les dunes du littoral français. Les terres africaines ne semblent pas en valoir autant. En prenant pour terrain de sport des pays étrangers, les Occidentaux agissent comme des néocolonisateurs.»

ALTERNATIVE AU SYNDICAT OU SYNDICAT ALTERNATIF

C'EST la problématique du dossier du troisième numéro de **La Question sociale**. À noter de nombreuses interviews de militants syndicalistes, de la CNT et de SUD, notamment. Une manière de donner la parole à d'autres personnes que les porte-parole ou sociologues, qui sont plus souvent sollicités. Au prix de 7 euros, vous pouvez vous procurer la revue en écrivant au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

LES 100 ANS DE LA CHARTE D'AMIENS

La charte d'Amiens est considérée comme le texte fondamental du syndicalisme révolutionnaire et de l'autonomie ouvrière. La CNT organise, pour son 100e anniversaire, un colloque international les samedi 4 et dimanche 5 mars 2006. Rendez-vous à la bourse du travail de Saint-Denis, 5, rue Bobby Sands.

DÉCEMBRE 1995

NOS CAMARADES de l'Organisation communiste libertaire viennent de publier un excellent hors-série de leur revue, **Courant alternatif**, sur les grèves de décembre 1995. Il rappelle avec justesse la dimension exceptionnelle de cette grève, la plus grande depuis 1968. Pour l'OCL, elle reste un moment significatif dans ce qu'elle a pu ouvrir comme brèche : non, la lutte des classes n'est pas terminée ! Après une introduction regroupant des textes actuels, ce hors-série compile des articles écrits à l'époque où médias, syndicats et socialistes se font épingler.
Contact : OCL, c/o Clé des Champs, BP 20912, 44009 Nantes Cedex 1

DES LIBRAIRIES LIBERTAIRES

Les projets de librairies libertaires se développent ces dernières années dans tout l'Hexagone.
À Tours, un groupe de libertaires a besoin de votre soutien pour l'ouverture d'un local : **LA NICHE**, 14 rue du Plessis, 37520 La Riche ou par email à lanichelibrairie@yahoo.fr.
À Toulouse, une librairie dont la devise est «Éduquer pour révolter» a ouvert ses portes au mois de décembre, **LE CHAT NOIR TOULOUSAIN**. Cette librairie ouverte par les militant-e-s de la CNT locale organise des projections et des débats : 18 avenue de la Gloire, 31000 Toulouse
À Rennes aussi, le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste cherche à acheter un local pour «pérenniser l'implantation libertaire en Ille-et-Vilaine» : **LOCAL LA COMMUNE**, 9 rue Malakoff, 35000 Rennes ou www.farennes.org

PENSER LA LUTTE ANTI-NUCLÉAIRE

« Notre but n'est pas d'acquérir une "pseudo-représentativité" comme lobby, en multipliant les signatures ou les adhésions formelles, mais défendre des idées et une critique que chacun puisse s'approprier par lui-même. »
Cet extrait est tiré du texte de présentation de la Coordination contre la société nucléaire. Un bulletin d'une vingtaine de pages qui met en avant les différentes analyses des sensibilités présentes dans le groupe. Au sommaire de ce premier numéro, le texte de présentation, quelques brèves et plusieurs rubriques :
• activités, avec reproduction de tracts, comptes-rendus d'action ou de débats, etc. ;
• rencontres avec le compte-rendu de la dernière réunion générale de la coordination ;
• notes de lecture, avec le recensement de livres et brochures ;
• informations, avec une présentation d'une compilation de vidéos, etc. ;
• retour sur le passé, avec un communiqué du Carlos, Coordination de cercles anti-nucléaires radicaux des années 1970.
Nous vous livrons ici un extrait du texte de présentation de la coordination, qui définit parfaitement son positionnement politique.
« La base minimum d'accord pour la constitution de cette coordination fut le refus des buts et des méthodes du réseau Sortir nucléaire, qui dans la régression actuelle voudrait se présenter comme le mouvement antinucléaire et "la" voie réaliste pour une sortie à terme. À l'opposé du réseau-lobby, notre minimum d'accord implique :
• D'œuvrer pour une sortie immédiate et inconditionnelle du nucléaire, aussi légères que soient nos forces, et faibles les chances de voir se réaliser cette exigence – pourtant minimale devant la folie que constitue une prolongation de cette industrie, quelque forme qu'elle prenne.
• La défense impérative de notre indépendance et le refus de toute complaisance avec quelque appareil politique que ce soit – puisque aussi bien tous sans exception peuvent être qualifiés de nucléaristes et ont également œuvré activement pour imposer cette industrie à cette société.
• Un mode de fonctionnement basé sur la libre association, la prise de décision en commun et le contrôle strict de toute délégation de pouvoir. Bref, le refus de la séparation entre organisateurs et piétaille militante juste bonne à manifester devant les médias, voire entre dirigeants et activistes professionnels. »

Pour recevoir le bulletin ou être informé-e des dates de réunion, une adresse :
Coordination contre la société nucléaire, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

OUVREZ UN COMPTE, PAYEZ UN FLIC

La carte bancaire et l'ensemble des appareils électroniques sont de bons moyens de nous fliquer. Le Crédit Agricole Centre Loire a embauché des détectives privés pour retrouver ses débiteurs ! Ces derniers sont chargés d'informer la banque sur le niveau de vie du débiteur, de trouver ses coordonnées bancaires, etc. Ne vous demandez pas pourquoi vous payez des agios, c'est juste pour rémunérer le mec qui vous mate à la jumelle en face de chez vous…

« LA SOLIDARITÉ IMPLIQUE LE CONTRÔLE »

Dans la société du contrôle, tout justifie le contrôle. À tel point que le porte-parole de l'UMP, Chatel nous explique que « la solidarité implique le contrôle ». Allez savoir pourquoi ? Bientôt, ils nous expliqueront que « la liberté implique le contrôle ».

HOMOS ET MAGHRÉBINS DANS LE VISEUR

À ALBERTVILLE, les homos et les Maghrébins sont très dangereux. À tel point que la police municipale fichait des automobilistes selon ces deux catégories. Rien de très illégal, vu que le procureur avait classé l'affaire sans suite. Suite à l'acharnement d'association comme la Ligue des Droits de l'homme et d'une juge qui tient tête à sa hiérarchie, il est possible que certaines personnes soient condamnées. Mais, quel que soit le résultat, on se rappellera qu'au pays des Droits de l'homme, il est plus facile de ne pas les respecter que de les faire respecter.

AVEC L'ANPE, FAITES DISPARAÎTRE UN JEUNE…

LE GOUVERNEMENT est magique. Il arrive à faire disparaître un jeune, qui pourtant travaille tous les jours à vos côtés. C'est ce qu'explique une brochure de l'ANPE : « Il – le jeune – n'est pas comptabilisé dans l'effectif de votre entreprise jusqu'à son 26e anniversaire ». Le jeune « n'est pas dans l'effectif déclenchant de nouvelles obligations ». « Vous n'avez pas à vous acquitter de la participation au Fonds national d'aide au logement… » Rien à foutre des pauvres qui ont besoin de vivre en HLM ! Grâce au gouvernement, les patrons n'ont plus besoin d'être hors la loi, le gouvernement détourne la loi !

… ALORS QUE LE PROBLÈME DU LOGEMENT DEMEURE

Cette mesure est prise alors qu'il est de plus en plus difficile pour les ouvriers de se loger. En 1999, 40,4 % des ouvriers-employés réussissaient à acheter un logement, en 2004, ils ne sont plus que 33,8 %. Bien évidemment, ce sont les cadres – pourtant moins nombreux – qui acquièrent 32,2 % des logements contre 20,2 % auparavant. Bref, avec la hausse du prix des loyers, la question du logement est aujourd'hui un véritable problème social.

en bref

analyse LA MARCHANDISATION DE L'ÉCOLE VA BIEN PLUS LOIN QUE LA SEULE PRIVATISATION.

Quand l'**éducation** devient **marchandise**

L'ENSEIGNEMENT n'échappe pas à la vague néolibérale. Mais sa « marchandisation » prend une forme plus complexe que dans les autres secteurs. L'École n'est pas seulement appelée à se transformer en un vaste marché, sur lequel se ruent déjà des investisseurs en quête de placements rentables ; elle est surtout sommée de se « moderniser », d'adapter ses contenus et ses structures, afin d'assurer la flexibilité des travailleurs et des consommateurs. Mais cela risque bien de se faire au détriment de ses autres missions.

Depuis vingt ans, la violence des luttes concurrentielles conduit les décideurs économiques à répéter sans arrêt que l'École devrait mieux soutenir cette compétition économique. On manque de travailleurs qualifiés et les qualifications ne répondent pas à nos demandes, disent-ils. Plaident-ils donc pour un important investissement dans l'enseignement ? Pas du tout, car ils regrettent en même temps que notre système éducatif soit « trop coûteux ». Ce qu'ils réclament, c'est une « adaptation » de l'enseignement – de ses contenus, de ses structures – à leurs « besoins ». Or, ceux-ci sont dictés par deux caractéristiques de l'environnement économique.

> Les savoirs cèdent la place aux « compétences » : utiliser un ordinateur, communiquer, travailler en équipe, etc.

Premièrement : l'instabilité. L'accumulation des connaissances et la recherche de compétitivité produisent une accélération des bouleversements technologiques, avec leur cortège de faillites, de restructurations et de délocalisations. Prévoir l'avenir est de plus en plus difficile. Dans ces conditions, l'essentiel – aux yeux des employeurs – n'est pas de doter chacun de vastes connaissances, mais d'assurer l'adaptabilité des travailleurs-euses et des consommateurs-trices.

Deuxièmement, la dualisation du marché du travail. La « nouvelle économie » ne réclame pas que des informaticiens et des ingénieurs. On assiste au contraire à une explosion des emplois précaires, des emplois à faible niveau de qualification : vendeurs, gardes, agents d'entretien, remplisseurs de distributeurs de Coca-Cola, etc., représentent désormais 60 % des créations d'emplois. Dès lors, estiment les dirigeants de l'économie, il faut en finir avec l'idée de démocratiser les études.

L'ÈRE DE LA FLEXIBILITÉ

Les travailleurs-euses sont amené-e-s à évoluer dans un environnement de production qui change sans cesse. Or, la complexité croissante des techniques mises en œuvre rend la formation plus importante que jamais. Comment résoudre ce dilemme ? Par « l'apprentissage tout au long de la vie ». Cette doctrine n'a aucune ambition humaniste. Comme l'explique l'OCDE, elle « repose sur l'idée que la préparation à la vie active ne peut plus être envisagée comme définitive et que les travailleurs doivent suivre une formation continue pendant leur vie professionnelle pour pouvoir rester productifs et employables »[1].

Dans un tel cadre, la transmission de connaissances, l'acquisition d'une culture commune, ne sont plus jugées primordiales. Les savoirs cèdent la place aux « compétences » : utiliser un ordinateur, communiquer, travailler en équipe, etc. Il faut, explique en effet le Conseil européen, « accorder la priorité au développement des compétences professionnelles et sociales pour une meilleure adaptation des travailleurs aux évolutions du marché du travail »[2].

Il ne suffit pas que le travailleur soit flexible et compétitif, le système éducatif lui-même est également appelé à le devenir. Dès 1989, le puissant lobby patronal de la Table ronde des industriels européens écrivait que « les pratiques administratives sont souvent trop rigides pour permettre aux établissements d'enseignement de s'adapter aux indispensables changements requis par le rapide développement des technologies modernes et les restructurations industrielles et ter-

1. OCDE. « Politiques du marché du travail : nouveaux défis. Apprendre à tout âge pour rester employable durant toute la vie ». Réunion du Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales au château de la Muette, Paris, 14-15 octobre 1997, OCDE/GD (97)162.

2. « Pour une Europe de la connaissance ». Communication de la Commission européenne, COM (97)563 final.

3. Table ronde des industriels européens. « Éducation et compétence en Europe ». Étude de la Table ronde européenne sur l'éducation et la formation en Europe. Février 1989.

4. Commission des communautés européennes. « Mémorandum sur l'éducation et la formation tout au long de la vie ». SEC(2000) 1832, Bruxelles. 30 octobre 2000.

5. GMV Conseil. « Le marketing à l'école ». Étude sur les pratiques commerciales dans les écoles réalisée à la demande de la Commission européenne. Octobre 1998.

6. OCDE. « Analyse des politiques d'éducation ». 1998.

7. Adam Newman. « What is the Education Industry ? ». Eduventures. Janvier 2000.

8. « Le Monde », 2-3 juillet 2000.

9. « Adult Learning and Technology in OECD Countries ». OECD Proceedings. Paris. 1996.

Les lobbies économiques suivis par nombre de décideurs politiques, enjoignent l'école à rabaisser ses ambitions au rang d'un formatage des producteurs-trices et des consommateurs-trices.

tiaires »[3]. Aussi, depuis quinze ans, tous les pays européens se sont-ils engagés sur la voie de la décentralisation et de la dérégulation de l'enseignement.

QUAND LE CITOYEN DEVIENT CONSOMMATEUR

Le consommateur aussi est la cible de la « rénovation » de l'école. La création de nouveaux marchés de masse, liés aux technologies modernes, exige que les clients aient acquis les compétences nécessaires. Ainsi, en octobre 1996, la Commission européenne a lancé le plan d'action « Apprendre dans la société de l'information », pour que tous les jeunes apprennent l'utilisation des ordinateurs à l'école. Elle explique : « Le marché européen (des TIC) demeure trop étroit, trop fragmenté, le nombre encore trop faible des utilisateurs et des créateurs pénalisent notre industrie. [...] C'est pourquoi il était indispensable de prendre un certain nombre de mesures pour l'aider et le stimuler. C'est l'objectif du plan d'action »[4]. L'entrée des marques dans les écoles est un autre signe de cette volonté d'utiliser l'enseignement pour soutenir les marchés. Fin 1998, la Commission européenne diffusait un rapport sur « Le marketing à l'école ». Dans leurs conclusions, les auteurs vantaient les « avantages matériels et pédagogiques » de ces pratiques[5].

L'ÉCOLE : GRAND MARCHÉ DU XXIE SIÈCLE

Mais beaucoup de responsables économiques estiment, comme l'OCDE, que cela ne suffit pas et que « la mondialisation [...] rend obsolète l'institution implantée localement et ancrée dans une culture déterminée que l'on appelle "l'école" et en même temps qu'elle, "l'enseignant" »[6].

Les dépenses mondiales en matière d'éducation représentent la coquette somme de 2 000 milliards de dollars. Il y a là de quoi faire saliver pas mal d'investisseurs. Pour le consultant américain Eduventures, les années quatre-vingt-dix « resteront dans les mémoires pour avoir permis l'arrivée à maturation de l'enseignement de marché (« for-profit education »). Les fondations de la vibrante industrie éducative du XXIe siècle ont commencé à fusionner pour atteindre leur masse critique »[7].

Le développement de la demande de formation tout au long de la vie favorise en effet l'émergence d'un marché de l'enseignement. Un autre puissant catalyseur du marché mondial de l'enseignement est le développement d'Internet. Selon la banque d'affaires Merril Lynch, le marché de l'enseignement « en ligne est passé de 9,4 milliards de dollars en 2000 à 54 milliards fin 2002 »[8].

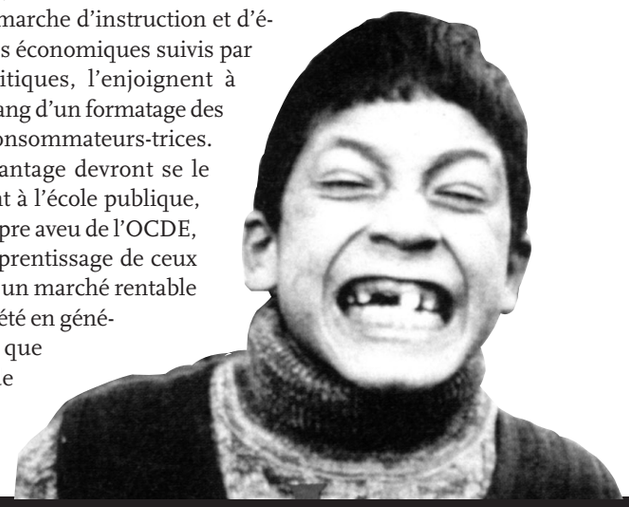
L'Organisation mondiale du commerce et la Banque mondiale œuvrent activement à cette libéralisation, notamment à travers l'AGCS.

La mise en adéquation de l'enseignement avec les nouvelles attentes des puissances industrielles et financières a deux conséquences dramatiques : l'instrumentalisation de l'école au service de la compétition économique et l'aggravation des inégalités sociales dans l'accès aux savoirs.

Après la Deuxième Guerre mondiale, sous la pression d'une forte demande de main-d'œuvre qualifiée, l'école s'était massifiée en permettant aux enfants du peuple d'accéder – enfin ! – à des savoirs réservés jusque-là aux enfants des classes privilégiées. Mais à peine cette massification a-t-elle été menée à son terme, et voilà déjà que l'on somme l'enseignement de ramener l'instruction du peuple dans les limites qu'elle n'aurait, aux yeux de certains, jamais dû franchir : apprendre à produire, à consommer et, accessoirement, à respecter les institutions en place. Ainsi, loin de soutenir l'institution scolaire dans sa difficile démarche d'instruction et d'éducation critique, les lobbies économiques suivis par nombre de décideurs politiques, l'enjoignent à rabaisser ses ambitions au rang d'un formatage des producteurs-trices et des consommateurs-trices. Ceux qui en voudront davantage devront se le payer à l'école privée. Quant à l'école publique, elle n'aura plus, selon le propre aveu de l'OCDE, qu'à « assurer l'accès à l'apprentissage de ceux qui ne constitueront jamais un marché rentable et dont l'exclusion de la société en général s'accentuera à mesure que d'autres vont continuer de progresser »[9]. **Nico Hirtt**

A LIRE

Les Nouveaux Maîtres de l'École
Nico Hirtt,
Aden, 2005.



Enfants en lutte

NOUS VOUS livrons ici une petite chronologie, réalisée par nos soins, des luttes des enfants. Une histoire sociale trop souvent effacée des mémoires.

1850 La **semaine de la comète** : les enfants d'une maison de correction prirent le personnel « en otage » et s'auto-organisèrent pendant une semaine dans le centre.

1911 Grève des écoliers en Angleterre : 62 villes furent touchées dans les régions industrielles comme dans les plus déshéritées. Ce mouvement dura 15 jours. Il prit une ampleur considérable : « Ce sont des milliers d'enfants qui défièrent les autorités scolaires », leurs revendications étaient des vacances pour le ramassage des pommes de terre, pas de travail à la maison, abolition de la ceinture et du contrôle d'assiduité, des crayons gratuits et un shilling par semaine.

1934 Révolte des enfants bagnards de la colonie pénitentiaire du Palais à Belle-Île-en-mer, qui se termine par une « chasse à l'enfant » organisée par les autorités locales.

1979 Création du collectif **Mineurs en lutte**, composé d'enfants fugueurs. « Cela fait plus d'un mois que la lutte est engagée et nous ne rentrerons pas au foyer. Nous voulons décider tout de suite de notre vie, nous continuerons la lutte pour que nos voix soient entendues... », disait l'un de leurs tracts.

1995 Assassinat d'Iqbal Mashi, militant Indien du front de libération du travail des enfants âgé de 12 ans. Après avoir pris la tête des enfants ouvriers au cours de plusieurs manifestations pour protester contre cette forme d'exploitation, son engagement est devenu une menace pour la mafia de l'industrie du tapis, qui l'assassine alors qu'il fait du vélo !

1996 Création au Canada par Craig Kielburger, 12 ans, d'**Enfance libre**, une association dirigée uniquement par des enfants et vouée à la défense des enfants du monde.

PATRICK LE LAY, PRÉSIDENT DE TF1, DÉCLARAIT IL Y A QUELQUES MOIS : « CE QUE NOUS VENDONS À COCA-COLA, C'EST DU TEMPS DE CERVEAU HUMAIN DISPONIBLE ». IL Y A PLUSIEURS ANNÉES DÉJÀ, LE PHILOSOPHE BERNARD STIEGLER ANALYSAIT LES INDUSTRIES DE PROGRAMMES COMME DES DISPOSITIFS VISANT À ENRÔLER LES CONSCIENCES HUMAINES DANS UN SEUL BUT : LA CONSOMMATION. NOUS L'AVONS INTERROGÉ À CE SUJET.

À propos du temps de cerveau disponible

Propos recueillis par
Guillaume Carnino
mis en forme par
Gildas

3h26

Le cerveau des Français-es est de plus en plus disponible pour Coca-Cola, puisqu'ils ont réussi l'exploit de passer 2 minutes de plus par jour devant leur poste, soit un total de 3 h 26 quotidiennes.

« **PENDANT DES DIZAINES** de milliers d'années, les sociétés humaines et les civilisations ont produit des processus de synchronisation et de captation de l'attention par des rituels, des pratiques religieuses, des fêtes, etc. Bref, les pratiques symboliques ont servi dans toutes les sociétés connues pour produire de l'individuation collective[1]. Mais depuis un siècle et demi, une mutation s'est produite. Des appareils ont permis d'organiser un contrôle permanent des temps de conscience. Par exemple, le téléphone portable permet de regarder des séries télévisées dans le métro !

Auparavant, les mnémotechniques symboliques[2], qui étaient généralement dédiées au pouvoir politique, spirituel, étaient structurellement en coupure avec les intérêts de la production, de la subsistance. Elles renvoyaient à la transcendance, à Dieu, aux raisons d'existence et de consistance. Depuis la société industrielle, et surtout le XXe siècle, ces mnémotechniques symboliques sont devenues des fonctions de consommation pour faire tourner la machine économique. Elles ont été plaquées sur une utilité sociale chargée d'augmenter la consommation des subsistances.

Image extraite du film Le Tube

Après la Deuxième Guerre mondiale, on a découvert que, finalement, la grande question de la société industrielle était de faire consommer.

Après la Deuxième Guerre mondiale, on a découvert que, finalement, la grande question de la société industrielle était de faire consommer. On s'est aperçu que les médias audiovisuels, et notamment la télévision, avaient une capacité de contrôle des désirs qui permet d'augmenter cette consommation. Le marché des temps de conscience est devenu un métamarché. Dès lors, on a donc compris que pour accéder à un marché quelconque il fallait passer par le métamarché qu'est la publicité. C'est le marché des marchés.

C'est une rupture totale avec toute l'histoire de l'humanité et, pour moi, la plus grande rupture. Mais c'est arrivé à un stade, aujourd'hui, d'autodestruction. Ce processus de captation des cerveaux disponibles, selon l'expression de M. Le Lay, aboutit non pas à la destruction des cerveaux, mais à la destruction des désirs que ces cerveaux sont censés mettre en œuvre.

Ce phénomène produit un effet très contre-productif, car il finit par détruire la conscience de chaque individu, son narcissisme primordial. Il y a une tendance, très lourde, à massifier les rétentions secondaires individuelles[3], qui fait qu'elles ont un penchant à devenir les mêmes que celles de mon voisin. Je suis donc de moins en moins un individu singulier et de plus en plus une masse particularisée de consommateur totalement indifférenciée. Ça induit une débandade, une perte de désir, une destruction. Cela peut induire de l'hyperconsommation, de la consommation addictive… les gens consomment pour combler un sentiment de vide. Mais le risque est qu'ils pètent les plombs, qu'ils passent à l'acte et deviennent destructeurs. On est dans le capitalisme pulsionnel.

Le marketing a engendré ce consommateur prolétarisé. Car si on lit bien Marx, le prolétaire n'est pas le pauvre ouvrier. Contrairement à toutes les insanités qui ont été diffusées par les marxistes et le Parti communiste, Marx ne dit pas que les prolétaires sont les pauvres. On peut être prolétaire et ingénieur. Le prolétaire est celui dont le savoir-faire est externalisé dans des machines, et dont il est complètement dépossédé. Le XIXe siècle a été le siècle de la prolétarisation du producteur. Le XXe siècle a été celui de la prolétarisation du consommateur, car lui aussi possède des savoir-vivre. En les perdant, il devient un être sans savoir, un pur consommateur. De la même manière, le producteur s'est transformé en un pur producteur qui n'a plus de savoir-faire. Il est devenu avec la force de l'esclave, un *proles*, qui veut dire en latin « qui n'est là que pour reproduire un mouvement, une énergie ». Le consommateur reproduit sa libido pour recommencer à consommer, sauf que sa libido est détruite par le système. C'est pourquoi, selon moi, il faut un nouveau modèle qui ne soit plus fondé sur le principe producteur/consommateur, mais concepteur/amateur. » **Bernard Stiegler**

1. C'est-à-dire la construction des individualités dans une même direction, définie et produite par le social.

2. Ce qui correspond aux dispositifs d'extériorisation de la mémoire (des peintures rupestres des grottes préhistoriques jusqu'au CD-ROM).

3. C'est-à-dire la capacité, apprise, à se remémorer des choses qui nous apparaissent signifiantes et à en filtrer d'autres qui nous semblent indignes d'attention.

SUITE À L'ARTICLE DE ANITA ET FLORENT, DANS LE OFFENSIVE N° 7,
DIDIER LEBOEUF NOUS ENVOYAIT UN TEXTE DONT NOUS PUBLIONS ICI UN LARGE EXTRAIT.

Faire sa fête à la science

«SAUVONS [la] science cybernétique[1] ?» En faisant sciemment l'impasse sur «cet ordre nouveau», nos grands experts nous condamnent de facto à nous adapter à ce meilleur des mondes : celui du nucléaire, des biotechnologies, des nanotechnologies[2] et de leur corollaire, le transhumanisme[3], celui de la psychiatrie autonormée, de médecine objectivante, de sciences sociales au service de l'assistance du même nom, un monde où le contrôle sera la condition de notre enfermement psychique ou affectif finissant par l'hôpital ou la prison, un monde où l'être humain n'aura plus comme désirs que des besoins marchandisés, comme fonction la production et la consommation, et comme finalité, sa lente consumation. [...]

Alors... «sauvons la science politique ?» Sauf que, la cybernétique est devenue «la nouvelle politique», la nouvelle logique, elle dépasse aujourd'hui «l'idéologie capitaliste». Enfermés que nous étions dans une conception d'un ordre statique, de lutte de classe, de conquête de l'outil (terre, usine, etc.), de valorisation de la marchandise, nous n'avons pas encore pris la mesure de cette révolution technologique, celle de l'électronique et de l'automation, dévaluant le travail, doublée d'une deuxième révolution, celle de la cybernétique sociale, de l'État régulateur, du keynésianisme. L'accumulation capitaliste se dissimule aujourd'hui derrière la circulation (de l'information, des marchandises, des valeurs jusque-là non marchandes). Nous sommes aujourd'hui dans une dynamique d'autorégulation où la lutte de classe s'est étendue en se diffusant en profondeur et à tous les secteurs de la société. Mais est-ce encore une lutte ? Ainsi, de la révolution industrielle à la révolution électronique, nous sommes passés de la valorisation du travail à celle de la valeur abstraite (la finance en est une). La science, qu'elle soit physique ou sociale, fut et est encore le moteur de ce processus. Ainsi, du «mouvement ouvrier», nous sommes passés au «mouvement social», pour arriver naturellement aujourd'hui au «mouvement citoyen», celui qui réclame à cor et à cri «de la régulation étatique» et qui, à travers la pétition Ouvrons la recherche, en appelle à «une science citoyenne».

Alors, voulons-nous «une science citoyenne» ? Nous aurons ainsi droit aux parodies de débats à grands renforts d'experts qui ne prendront même plus la peine de changer leur langage ; débats postiches, expérimentés de longue date avec le nucléaire, les OGM et leur «citoyennes facéties» ou les nanotechnologies grenobloises.

Didier Leboeuf, paysan troglodyte ariégeois pour qui le tracteur n'est pas une fin en soi

1. Cybernétique : «science du gouvernement», ensemble de sciences relatives aux communications et à la régulation dans l'être vivant et la machine.

2. Nanotechnologies : manipulation de la matière à l'échelle de l'atome, y compris les cellules vivantes.

3. Transhumanisme : idéologie qui promeut la création ou la modification de l'être humain, notamment au niveau du cerveau.

La biométrie au quotidien : crash test négatif

POUR FAIRE ACCEPTER à la population les nouvelles technologies telles que la vidéosurveillance ou les contrôles biométriques, les industries de microélectronique préconisent qu'il en soit fait usage dès le plus jeune âge et dans les gestes les plus quotidiens (cf. Gixel, *Livre bleu*, 2004). Il en va de même pour la résistance à la robotique concentrationnaire : des faits récents montrent que les jeunes machines, non encore légitimées par l'appareillage institutionnel, se révèlent chétives et peuvent être écartées dans le cadre d'une pratique quotidienne de simple bon sens.

Lycée de la vallée de Chevreuse, Gif-sur-Yvette, mi-novembre. Une bande de clowns attaque les lecteurs biométriques installés à la cantine en remplacement des badges, tandis qu'un débat pédagogique est engagé sur l'aliénation et les nouveaux gadgets. Les bornes cèdent au premier coup de masse, et s'effondrent. Lycée Maurice-Ravel, Paris, mi-décembre. Peaufinant la vitrine high-tech de son lycée, Mme la proviseure fait installer des bornes biométriques à l'entrée du self. Les élèves sont enrôlés sous peine d'exclusion de la cantine. Parents et professeurs, furieux de n'avoir pas même été avisés, et indignés par l'absurde dispositif, se réunissent, distribuent des tracts, pétitionnent. À la rentrée de janvier, les machines ont été planquées dans un entrepôt.

Bilan : trois saboteurs présumés sur le banc des accusés au tribunal d'Evry, un appareillage provisoirement débouté au lycée Ravel, et une lutte naissante contre le conditionnement au monde cybernétique. L'expérience de cet hiver nous enseigne donc :

1° que la biométrie est une technologie des plus vulnérables, deux coups de marteau et quelques tracts suffisent à assommer les appareils.

2° qu'en matière de nouvelles technologies, les organes de décision spontanés réagissent autrement plus efficacement que les commissions d'État. Reste à élargir ce genre de crash test à l'ensemble de la camelote issue des laboratoires de recherche scientifique et industrielle.

Antonius Blok

Contre la biométrie, 45, rue Eugène Lumeau, 93400 Saint-Ouen, contrebiometrie@yahoo.fr

analyse SYLVIE TRAVAGLIANTI EST PHOTOGRAPHE. ELLE A NOTAMMENT RÉALISÉ UNE EXPOSITION INTITULÉE PAYSAGES DU SEXISME ORDINAIRE. SON TRAVAIL L'A AMENÉ À ÉCRIRE CE TEXTE SUR L'UTILISATION DU CORPS DE LA FEMME DANS L'IMAGE.

Quel regard sur le **corps des femmes ?**

ÉPINGLÉE en trophée sur le mur des villes, l'image du corps des femmes légitime les comportements machistes et exerce sur les femmes une pression psychologique. Loin de refléter une libération des femmes, ce phénomène traduit pour elles un nouveau mode d'aliénation les réduisant à des objets. Observé, jaugé, jugé, leur corps est utilisé comme appât pour la consommation. Tantôt idéalisé, empapilloté dans la dentelle, tantôt malmené, il semble être à disposition de qui veut, et constituer un patrimoine masculin. Ces modèles parfaits, imaginaires, sont survalorisés tandis que les femmes réelles s'en trouvent toujours plus dépréciées, niées, culpabilisées.

LA DANSE DE BORDEL COMME NORME

Tout le monde connaît désormais l'univers balisé et banalisé du porno autrefois réservé aux initiés. Il n'est plus nécessaire d'aller vers lui, il vient à nous où que nous tournions les yeux, dictant aux hommes leurs désirs, aux femmes l'art de servir de stimulant sexuel.

Les scènes de peep-show, de strip-tease ou de perversions sexuelles sont érigées en must de l'érotisme. L'accès au visionnage prostitutionnel nous est présenté comme un signe de démocratisation, voire de progrès. Plus encore que la publicité, le cinéma est considéré comme un art, ce qui rend parfois sa critique difficile. Il fut pourtant dès ses débuts une industrie lucrative de divertissement. La pornographie y eut rapidement sa place, bientôt reléguée au classement X. La production du circuit traditionnel use souvent des mêmes ressorts. En France, Laetitia Casta ou Emmanuelle Béart, emblèmes de la séduction féminine pour le public, sont choisies pour incarner des prostituées, ce qui entretient le mythe de la prostitution. Le système de starisation de la grande filiforme au visage d'enfant permet à plusieurs hommes de coucher (par procuration) avec celles auxquelles ce rôle est attribué. La charge érotique semble provenir de la massification de la possibilité (à échelle planétaire) d'accaparer sexuellement la même femme, au même moment. Ce n'est pas l'actrice qui est prise en considération (relative), mais la créature imaginaire remplissant la fonction de « putain de masse ». Comme pour la putain traditionnelle, le désir des hommes est fortement stimulé mais il est accompagné de dégoût et de mépris pour la cible de son fantasme. Ainsi, le rituel de l'effeuillage, présenté comme un geste naturel de la vie intime, est loin d'être le premier de l'histoire du cinéma lorsque Kim Basinger s'y adonne en 1986. Nastassja Kinsky avait déjà séduit les spectateurs derrière la vitre sans-teint/caméra de *Paris, Texas*. Plus intello, Atom Egoyan présente une collégienne se déshabillant sur la scène d'*Exotica*, en 1994. Dans le cinéma commercial, les exemples ne manquent pas avec, parmi les plus caricaturaux, *Femme Fatale* (De Palma) ou *Show Girl*. *Lost Highway*, de David Lynch, se situe dans une frange entre cinéphilie et consommation de masse : là, une épouse (brune) transformée en fantasme (blonde) exécute le retrait de petits vêtements collants sous les pistolets braqués par des mafieux. Les réalisateurs résistent peu à l'emploi du racolage nourrissant la confusion entre personnes humaines (féminines) et produits de consommation courante. Ils compromettent ainsi leur position intellectuelle, mais l'attrait financier est considérable. Il n'est pas question de séduction, ni même d'une femme (que l'on ne regarde pas) mais de son instrumentalisation à la seule gloire de la libido masculine. Transformée en objet de plaisir, elle exécute ce que l'homme veut voir : ses fesses, ses seins et son dos cambrés pour former un dégorgeoir ergonomique. Elle est invitée à se contorsionner, de façon ridicule, à se mettre à genoux ou à exécuter d'autres trouvailles visant à l'affirmer soumise. La société semble ainsi

L'accès au visionnage prostitutionnel nous est présenté comme un signe de démocratisation.

1. Décembre 2003, **Le Nouvel Observateur**.

encourager les femmes à adopter ces comportements, mais celles qui le font sont considérées comme des gadgets sexuels.

SEXUALISATION DE TOUT, COMPÉTITION

Les revendications des années soixante-dix qui prônaient une « libération sexuelle » ont été largement récupérées et détournées de leur projet initial. Elles visaient à briser les carcans qui enfermaient la sexualité dans les codes sociaux. Le féminisme jouissait d'un vent de liberté issu d'une quête commune d'équité et d'épanouissement, y compris entre les hommes et les femmes. Aujourd'hui, la nudité, ou plutôt sa représentation, est devenue, par les méthodes les plus insidieuses, l'instrument de l'aliénation des femmes. Le déchaînement auto-érotique des poupées gonflées prétend démontrer cette libération de la sexualité féminine. On les autorise volontiers à onduler leur ventre parce que cela n'entrave en rien l'exploitation du corps féminin, au contraire. On ne laisserait pas sans réticence dispenser ce patrimoine gratuit, distribué sans contrepartie aux hommes (seule monnaie d'échange ne nécessitant aucun investissement de départ, prestataire de services sexuels et ménagers non-rémunérés, faisant même preuve de coopération et d'amour). Samuel Lepastier, psychiatre et professeur à l'université René-Descartes nous dit : « Ce qui a cessé d'être interdit pour les femmes est devenu obligatoire » [i]. L'injonction systématique au dénudement qui leur est adressée constitue un tchador inversé. Le port du string ne s'oppose pas au corset mais l'intériorise, entraînant une augmentation des troubles du rapport alimentaire : la silhouette « corset » est toujours de rigueur, mais il faut désormais l'obtenir sans le corset.

Les ressorts à l'œuvre sont ceux de l'humiliation de la femme, mais les femmes n'hurlent guère à l'abominable réification de leur corps réduit à un accessoire sexuel. Elles contestent peu l'affirmation par les hommes de l'usage qu'ils entendent faire de leur ventre, leur peau, leurs cheveux. C'est que, pour obtenir leur consentement, on invite les femmes à la compétition, garantie de leur défaite inéluctable. Laminées par un discours permanent de dépréciation et son pendant inverse, la flatterie, elles rétorquent peu. Enfermées dans le diktat des normes sociales de séduction, elles demeurent inoffensives pour la société en ne réclamant pas leurs droits.

SPONTANÉITÉ DU DÉSIR ET DE LA TENDRESSE

Chacun sait que la publicité partout dans la rue, relayée dans les foyers par la télévision, fait régulièrement allusion à la fellation, suggérée par des bouches recadrées vermillon et entrouvertes, luisantes, côtoyant des objets phalliques ou un doigt sur la bouche (« Chut ! ») invitant au silence. Mais c'est à la femme qui exprime ce message qu'il est destiné. En rendant sa pratique incontournable (il ne s'agit pas de la contester dans le contexte du libre consentement), la fellation retrouve le statut qu'a souvent occupé la sexualité pour les femmes, celui d'un passage obligé, d'un viol à demi-consenti, dans le silence. Au cinéma, l'allusion ne date pas non plus d'hier (visage implorant, moue boudeuse). Elle prend aujourd'hui une tournure plus réaliste et affirmée. En trois ans, on nous a montré Chloë Sevigny, égérie décalée, accomplissant la prouesse

photo Sylvie Travaglianti

sur le membre réel de l'acteur-réalisateur au narcissisme exacerbé Vincent Gallo dans *The Brown Bunny*. Meg Ryan observa ensuite une femme chargée d'aspirer le sexe d'un homme (elle sera ensuite cisaillée et démembrée, la tête retrouvée dans un sac plastique, autant dire du cinéma « dard et décès ») dans *In the Cut*. Plus récemment, c'est en ouverture du film *Batalia en el Cielo* qu'une jeune fille à la langue percée « se prostituant par concupiscence » s'attarde sur un obèse, etc.

HORS D'ÉTAT DE RÉAGIR

Par manque d'imagination ou incapacité à dire des choses nouvelles, les fabricateurs d'images s'enfoncent dans des registres extrêmes, se croyant subversifs. Les thèmes du cannibalisme, de l'inceste ou du trafic d'humain sont récurrents. Les hommes aiment terroriser leurs partenaires et celles-ci jouissent de l'être. La situation érotique idéale devient dès lors celle du viol. *Qui a tué Bambi ?* nous montre une jeune femme à la merci d'un médecin qui « la nuit, drogue ses patientes pour les violer. [...] Un vrai plaisir dont on aurait tort de se priver » (magazine *Première*). Uma Thurman se fait violer dans *Kill Bill*, enceinte, dans le coma, une balle dans la tête, par plusieurs hommes, avec le consentement des médecins pendant pas moins de quatre ans. Sans oublier la longue séquence de viol par sodomie de Monica Bellucci pour Gaspar Noé (*Irréversible*). On pourrait croire que ces fantasmes explorent les pistes où sommeil, maladie et mort flirtent avec le désir. Il est hélas plus probable que la situation recherchée soit celle d'une femme dont la personnalité, la parole et l'identité n'entravent en rien l'usage que l'on entend faire de son seul corps. Ces situations permettent à certains d'imaginer un monde rassurant où les femmes seraient des créatures disponibles, totalement asservies. Les *Massacre à la tronçonneuse* et autres *King Kong*, où des blondes hurlent aux mains de monstres effrayants, ont une fonction d'intimidation pour rappeler qui est le maître et qui est la chose. Tout ceci ne pose problème que si l'on souhaite entrer en relation les un-e-s avec les autres. **Sylvie Travaglianti**

analyse LES PREMIERS JALONS SONT POSÉS POUR LA PRIVATISATION DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL. MUTUALISATION DES COÛTS ET PRIVATISATION DES BÉNÉFICES, TEL EST LE MÉCANISME CAPITALISTE DE PRODUCTION ET D'APPROPRIATION DE RICHESSES QUE NOUS RÉVÈLE LA SITUATION ACTUELLE DE L'INA.

INAvouable privatisation ?

EN 1974, l'éclatement de l'ORTF (qui cumulait les fonctions de conservation, production et diffusion pour la radiotélévision française) donne naissance (entre autres) à l'Institut national de l'audiovisuel, un établissement public à caractère industriel et commercial (Épic). Ses missions rassemblent alors l'archivage, la recherche, la création et la production dans le domaine audiovisuel. La rumeur veut que les plus gauchistes des membres du personnel de l'ORTF aient été envoyés en son sein, afin qu'une grève ne paralyse pas les chaînes publiques nouvellement créées. En 1992, la mission de dépôt légal de la radiotélé française a été adjointe aux précédentes obligations de l'INA.

Depuis plusieurs années, les centaines de milliers d'heures d'archives audiovisuelles étaient menacées de dépérissement[1]. Un plan de sauvegarde et de numérisation a donc été mis en place par la direction, en accord avec les ministères de tutelle (Culture et Finances). Ce sont donc des centaines de milliers d'heures qui seront archivées en format numérique (sous forme de fichiers informatiques) d'ici 2009. Parallèlement, un système de consultation des vidéos sur Internet, Inamedia, a été développé.

Mais à l'heure de la technologisation à outrance et du capitalisme triomphant, deux phénomènes étonnants se produisent. D'une part, Inamedia devient peu à peu une vitrine suffisamment reluisante pour que l'accès au grand public (nom de code OGP, pour « offre grand public ») lui soit donné. Ce faisant, une partie des vidéos consultables le seront non pas gratuitement, mais en payant une somme forfaitaire liée au temps de visionnage. Qui plus est, les documentalistes affecté-e-s à la recherche de documents pour des client-e-s extérieur-e-s sont menacé-e-s dans leur emploi, car le site Web permettrait aux professionnels de trouver et sélectionner directement les documents voulus sans avoir à en passer par de longues recherches au sein du fonds. D'autre part, l'agence comptable de l'INA, instance inféodant l'Institut au Trésor public (et donc au contrôle direct de l'État) sera dissoute avant la fin 2006.

Ces deux phénomènes sont révélateurs de certains mécanismes fondamentaux du capitalisme technologique contemporain. La mise en œuvre de nouvelles technologies, loin de constituer un gain, représente en réalité une perte drastique de savoir-faire[2] : la connaissance précise et informée du fonds que possèdent les documentalistes (dont le métier consiste à l'explorer en fonction des demandes) disparaît au « profit » d'un site Internet dont l'efficacité est imaginée équivalente[3]. Par ailleurs, dissolution de l'agence comptable aidant, la privatisation se profile à l'horizon. Le mécanisme est trop classique pour choquer, et il est au cœur du fonctionnement du capitalisme. Ne soyons pas alarmistes, si les premiers jalons de la privatisation sont posés, celle-ci ne risque pas d'aboutir avant la fin des années deux mille, car auparavant, le jeu n'en vaudra pas la chandelle. Mais une fois que la numérisation des archives aura rendu accessible à la vente au grand public plusieurs centaines de milliers d'heures de vidéo, l'INA représentera une manne qui risque fort d'aiguiser l'appétit d'éventuels investisseurs... On voit bien la triste mécanique se déployer : les coûts sont mutualisés, les bénéfices privatisés (comme dans le cas de toutes les grandes infrastructures sociales : autoroutes, réseau électrique ou ferroviaire, etc.).

De l'intérieur d'un Épic comme l'INA, les rouages du capitalisme high-tech contemporain apparaissent au grand jour : la société doit investir temps, argent et moyens humains pour créer des richesses, qui, une fois produites, sont appauvries en contenu (et savoir-faire) tout en étant rentabilisées pour le profit de quelques un-e-s seulement. La société crée de la valeur et certain-e-s se l'approprient. Ce n'est pas nouveau : le capitalisme doit rester lié à l'État, puisque celui-ci permet justement de capitaliser le bien commun. Capitalisme, État-nation et technologie de masse ont émergé concomitamment, et ce n'est pas un hasard s'ils s'entretiennent mutuellement.

Guillaume Carnino

La mise en œuvre de nouvelles technologies, loin de constituer un gain, représente en réalité une perte drastique de savoir-faire.

1. Les plus anciennes bobines dites « film-flamme » sont en effet particulièrement vulnérables, et nombre d'entre elles, quand elles ne brûlent pas en raison des chaleurs estivales, tournent progressivement au vinaigre.

2. La société dans son ensemble est par ailleurs aujourd'hui touchée par la perte d'expertise due à la délégation de savoir-faire aux logiciels eux-mêmes.

3. Alors que l'on sait la confusion (due aux modes fluctuantes d'indexation des années quarante à aujourd'hui) et la difficulté de la description de documents audiovisuels, indexation sur laquelle se fonde nécessairement un moteur de recherche.

CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE

APRÈS la grande crise de 1929 et, surtout la fin de la Seconde Guerre mondiale, les classes dominantes ont établi la reproduction du système capitaliste dans les métropoles impérialistes, sur le consensus plus que sur la répression et la force brute – tout du moins pour le plus grand nombre. Leur instrument a été le développement d'une culture de masse mise en œuvre par des industries culturelles de plus en plus intégrées verticalement et directement liées à de grandes entreprises transnationales. Dès les années cinquante aux États-Unis (soixante pour la France) apparaissent de concert l'idée d'une société de loisirs à laquelle aspireraient des classes moyennes constituant le noyau central d'une société de capitalisme régulé, dépassant les « vieilles idéologies » de la lutte de classe et du socialisme. Aujourd'hui, une concentration encore plus massive des industries culturelles qu'accompagne les reculs de l'Etat keynésien, promoteur d'une sorte d'économie mixte dans la culture, ne laisse d'autre perspective, une fois l'ennemi principal identifié, que de lutter pied à pied pour la construction d'espaces autonomes reprenant la vieille idée d'une culture autonome faite par et pour les dominés.

Des Bourses du travail d'avant 1914 aux Centres sociaux d'aujourd'hui, le besoin d'une contre-culture des dominé-e-s se fait toujours sentir pour impulser, ici et maintenant, des pratiques de rupture aussi bien dans les têtes que dans la vie quotidienne.

LA CULTURE EST INDISSOCIABLE DES LUTTES ET DES RÉSISTANCES OUVRIÈRES. L'EXISTENCE DE CULTURES AUTONOMES EST UN ENJEU FONDAMENTAL POUR COMBATTRE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE.

CULTURE DE MASSE CONTRE CULTURE POPULAIRE

TOUT AU LONG du XIXe siècle, et jusqu'en 1914, les nouvelles classes laborieuses issues de la révolution industrielle, minoritaires dans des sociétés encore largement rurales, sont identifiées par les dominants comme des «classes dangereuses», à l'écart et en marge des valeurs dans lesquelles ceux-ci se reconnaissent. En France, en particulier, elles sont considérées comme les nouveaux barbares qui n'accèdent à la visibilité que dans de rares moments de révolte comme les insurrections des canuts, les journées de juin 1848 ou les Communes de Paris et de province. Cette situation permet à la classe ouvrière de développer un éthos et un habitus de classe spécifique qui s'appuie sur l'idée d'une scission avec la société dominante – quasi naturelle, puisqu'elle est rejetée par elle – et de se reconnaître dans le principe de l'autonomie ouvrière. Dans la vie quotidienne, elle participe des valeurs d'égalité et de solidarité pour assurer sa survie dans des conditions difficiles et précaires, créant des organismes d'entraide pour y parvenir (sociétés de secours, mutuelles, syndicats, etc.). En même temps ses éléments les plus avancés se revendiquent d'un savoir-faire professionnel et d'une culture propre sur laquelle rebâtir au profit de ceux qui construisent de leurs propres mains une société dont les richesses sont accaparées par une minorité. Ce sera tout le projet du syndicalisme révolutionnaire. Tout cela change avec la guerre de 1914-1918. Le mouvement ouvrier y fait l'expérience du réformisme et entame sa longue marche dans les institutions avec l'espoir d'obtenir une meilleure place dans la société en abandonnant la perspective de sa transformation radicale. Le bolchevisme, puis le stalinisme, sert de leurre à un projet révolutionnaire vite converti en construction d'un capitalisme bureaucratique d'Etat.

Les anciens «barbares» doivent adhérer volontairement aux valeurs dominantes.

Parallèlement, l'introduction du taylorisme et le développement du capitalisme fordiste transforment fondamentalement la condition ouvrière, entraînant une perte des savoirs ouvriers en même temps qu'elle étend l'aire du salariat. En passe de devenir majoritaires dans la population, les salariés ne peuvent plus se contenter de camper aux portes de la société bourgeoise. Ou ils réclament un changement radical de société au profit du plus grand nombre ou ils adhèrent aux valeurs que la société dominante leur propose !

Au début des années vingt, le développement des industries culturelles est concomitant de l'échec de la dernière grande insurrection prolétarienne. Désormais, les anciens «barbares» doivent adhérer volontairement aux valeurs dominantes. Pour cela, rien de tels que de les faire passer pour celles de la majorité et il ne va pas manquer d'intellectuels, de fonctionnaires et d'organismes *ad hoc* dans le champ de la propagande, de la publicité et de la culture de masse pour s'y consacrer.

Dans un premier temps, le développement de la culture de masse (d'après le Larousse : «ensemble des faits idéologiques communs à une masse de personnes considérées en dehors des distinctions de structure sociale, et diffusées en son sein au moyen de techniques industrielles») vise à fabriquer le consensus indispensable à la reproduction de la société et à masquer les problèmes que son fonctionnement entraîne. C'est à sa critique que s'attèlent dès l'entre-deux guerres les principaux représentants de l'École de Francfort – insatisfaction chronique des «consommateurs», standardisation, uniformisation – pour souligner que, dans le capitalisme avancé, «l'amusement est le prolongement du travail»[1]. Significativement, ils passent, au cours des années quarante, de la critique des industries culturelles à des recherches empiriques sur l'antisémitisme et la personnalité autoritaire, tandis qu'Herbert Marcuse proposera une réflexion d'ensemble sur L'*Homme unidimensionnel* (1964, trad. fr. Minuit, 1968)[2]. Les situationnistes soulignent que «le vrai problème révolutionnaire est celui des loisirs» et que leur organisation «est déjà une nécessité pour l'Etat capitaliste [...] Partout on s'est borné à l'abrutissement obligatoire des stades et des programmes télévisées [...]. Si cette question n'est pas ouvertement posée avant l'écroulement de l'exploitation économique actuelle, le changement n'est qu'une dérision[3].» Les grandes grèves et les révoltes des années soixante font émerger une contre-culture qui refuse les valeurs dominantes. Malgré son ambiguïté, sa récupération et son travestissement que pointent, par exemple, Christopher Lasch ou Pier Paolo Pasolini, suite à la défaite et au recul de ces mouvements de contestation, nombre d'entre elles continuent de garder un potentiel subversif. Aujourd'hui plus que jamais se pose la question d'une culture autonome des dominés en rupture avec un imaginaire capitaliste dominant de plus en plus envahissant et totalisant sous le signe de l'*entertainment* qui vise à «imposer l'amusement comme règle unique de toute activité humaine»[4]. **Charles**

1. Lire, «La production industrielle des biens culturels» in Max Horkheimer & Theodor W. Adorno, **La dialectique de la raison**, (Gallimard, 1974) & Martin Jay, **L'imagination dialectique. Histoire de l'École de Francfort (1923-1950)**, Payot, 1977.

2. Dans **L'Obsolescence de l'homme** (1956, trad fr. Ivrea/Encyclopédie des nuisances, 2002), Gunther Anders analyse le remodelage de l'humanité par la seconde révolution industrielle, à travers notamment la télévision et l'existence de la bombe nucléaire – cette dernière transformant la question de savoir comment l'humanité doit exister en savoir si elle doit ou non continuer à exister.

3. Article de la revue **Potlatch** in Anselm Jappe, **Guy Debord**, Via Valeriano, 1995, p. 96.

4. Bruce Bégout, **Zéropolis**, Allia, 2002, p. 120.

MYTHES DE LA COMMUNICATION DE MASSE : LÉGITIMATIONS SCIENTIFIQUES DE «GÔCHE»

LA DEUXIÈME MOITIÉ du XXe siècle a vu se développer des «mythes positivistes» autour de la communication de masse. Ses propagateurs, inspirés par les travaux de l'apôtre de la cybernétique Norbert Wiener, se fondaient sur une croyance : les barbaries du siècle ont eu lieu car elles étaient couvertes par le culte du secret des régimes autoritaires (nazisme, stalinisme, régimes coloniaux), et par l'opacité de l'information, notamment durant les deux guerres mondiales. Ainsi, le monde tournerait enfin la page des atrocités grâce à la transparence informationnelle. La communication de masse et l'avènement de «l'Homme communicant» devaient prévenir toute nouvelle boucherie, tout en accroissant le sentiment d'appartenance au «village planétaire». La légitimation académique de ce tour de force idéologique emprunta alors les chemins de revues scientifiques comme Communications animées par des intellectuels de gauche «modernistes» tel Edgar Morin. Cette reconnaissance symbolique de la culture de masse par le monde savant favorisa l'invasion des mass media et l'extension du marché des biens technologiques. Comme cela contribua à façonner la table des lois de la «société de la connaissance», où cette dernière, loin d'être considérée comme un bien commun, s'est muée en marchandise, en carburant de concurrence, en argument de la reproduction des rapports de pouvoir et de domination.

DOSSIER

LE DÉBAT SUR LE RISQUE D'UNE PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA CULTURE EST BIEN FINI. AUJOURD'HUI, C'EST UN FAIT : LA PRESSE, L'ÉDITION, LA RADIO OU LES CHAÎNES TV APPARTIENNENT À DE GRANDS GROUPES INDUSTRIELS. UN BREF PANORAMA DE LEUR POUVOIR ÉCRASANT.

LA CULTURE AUX MAINS DES MULTINATIONALES

PANORAMA DE L'INDUSTRIE CULTURELLE EN FRANCE

CE N'EST PLUS UN SECRET pour personne que les produits culturels rapportent gros. Loin des préoccupations des artistes, des intermittents, des journalistes et des acteurs de l'expression culturelle, les empires financiers s'en servent de chair à canon dans une guerre sans merci. La recette est simple pour régner en maître : rachat des industries culturelles de masse (télévision, édition, télécommunication, radio, etc.) et contrôle étroit des chaînes de commercialisation. Création, production et diffusion sont indissociables pour éliminer tous les concurrents du champ de bataille.

Hachette-Lagardère l'a bien compris. Deuxième marchand d'armes français, il se veut désormais « le promoteur de la diffusion de la culture » en s'affirmant comme le leader mondial de la presse magazine. Pas moins de 262 titres dans 39 pays et 130 000 pages de publicité vendues, soit 2,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2004. Pour la France, cela va de *Elle* à *Télé 7 jours* en passant par *La Provence*. Il faut y ajouter la filiale intégrée Hachette Livre, Hachette Distribution Services (18 radios, les Espaces Relais et les magasins Virgin) et Lagardère Active (audiovisuel). Pour Dassault, autre spécialiste de l'armement, de nationalisation en privatisations, fonds publics et capital privé font bon ménage. Quand il décide de surfer sur la vague de la communication et du multimédia, au marché de la culture, il suffit de racheter 80 % des parts de la Socpress en 2004, le premier éditeur de presse français. L'avionneur-marchand d'armes est à la tête d'un empire de presse comptant quelque 70 titres dont *L'Humanité*, *Le Monde* et *L'Express*. Mais dans un souci de rentabilité, Serge Dassault, fils et successeur de Marcel, se débarrasse des titres de la presse quotidienne régionale (PQR), dont les finances sont déficitaires. Le 10 décembre 2005, SIPA/Ouest-France rachète les trois quotidiens de l'Ouest à la Socpress.

A LIRE

Sur la concentration dans les médias
Observatoire français des médias, Éditions Liris. 144 p. 2005.
Ce livre collectif, préfacé par Armand Mattelart, fait le point sur la place de la concentration des médias dans les dérives médiatiques actuelles, en analysant les conséquences de leur prise en main par les grands groupes industriels et financiers (Lagardère, Bouygues, Dassault, Vivendi, Bertelsmann) dont les trois premiers bénéficient de marchés publics. Il s'intéresse ensuite aux alliances dans la télévision privée, à l'alignement de la télévision publique sur le modèle libéral et à la manière dont l'organisme censé réguler le secteur privilégie les grands groupes de communication contre les télévisions associatives locales. Il fait également le point sur la presse écrite (degré de concentration, hégémonie des quotidiens régionaux, statut des journalistes) avant d'aborder brièvement le domaine de l'édition, entré dans la course à la rentabilité (sur ce thème, lire, chez le même éditeur, Janine Brémond & Greg Brémond, **L'Édition sous influence**).

UN FORMATAGE EN RÈGLE

Selon la Fédération de la presse magazine, Dassault ne s'intéresse qu'au *Figaro*. La ligne éditoriale connue pour son conservatisme catho-libéral s'est formellement accentuée au gré des intérêts marchands de son détenteur. Le business de la presse – passerelle de la culture de masse – et les stratégies du marché ne font pas de sentiments avec l'information qui blesse… Pluralisme et démocratie dans la presse ne sont pas dans le répertoire de Dassault. Au *Figaro*, il est de bon ton de censurer toute enquête sur le Rafale et les frégates de Taïwan en affimant qu'« il y a des informations qui font plus de mal que de bien » (août 2004). Malheur à celui ou à celle qui mettrait à mal les intérêts financiers du groupe et de l'État français !

Des empires radiophoniques s'emploient à standardiser la culture. Pour gagner toujours plus de fric. Le consommateur est le centre de cette cible marchande. NRJ Group vise sans complexe un formatage en règle des différentes catégories d'auditeurs-trices : NRJ pour les 13-25 ans, Chérie FM pour les 25-44 ans et Nostalgie pour les aîné-e-s. Sans oublier Rire et Chansons, soit 24 millions d'auditeurs par jour. Il faut y ajouter le label NRJ Music, qui produit ses propres artistes, les neuf filiales européennes, Towercast et Numericast (prestations techniques aux radios privées), NRJ 12 sur la TNT, NRJ Mobile pour la téléphonie… La poule aux œufs d'or pour son PDG, J.-P. Baudecroux, 19e fortune de France. Avec ses propres régies de publicité, une programmation musicale diffusée pour vendre et non pour promouvoir les artistes, et des animateurs radio au garde à vous, NRJ Group contrôle les esprits. Aux antipodes de la libération de la communication, ce rouleau compresseur commercial évince sans pitié toute création artistique non immédiatement rentable.

Il est de plus en plus difficile de faire entendre d'autres voix face aux ogres de l'industrie culturelle. Les projets de chaînes de télévision associatives via la TNT sont écartés sans vergogne, tandis que les apôtres du capitalisme culturel se partagent le gâteau. Comme Bouygues, détenant la première chaîne généraliste TF1, LCI, Eurosport, TPS, Odyssée et Histoire. Pour cela, il lui suffit de conjuguer culture de masse et concentration industrielle… avec une masse d'actions en bourse. **Marie Bové**

DOSSIER

L'AMÉNAGEMENT DES CENTRES URBAINS S'ACCOMPAGNE DE POLITIQUES CULTURELLES BALAYANT D'UN MÊME MOUVEMENT LES CULTURES POPULAIRES QUI EXISTAIENT.

DU RÔLE DES **LOISIRS CULTURELS** DANS LA **DÉSINTÉGRATION URBAINE**

LA PRISON DE REGINA COELI était située à Rome, dans l'emblématique quartier populaire de Trastevere. Un proverbe disait que quiconque n'avait pas un jour ou l'autre passé le portail d'entrée de Regina Coeli n'était pas un vrai Romain. Mais, alors que de la plèbe disparaît peu à peu d'un Trastevere colonisé par les touristes et les branchés, la vieille prison voisine vient de fermer. Regina Coeli va être transformée en édifice culturel et accueillera, une fois restructurée et rénovée, musée et expositions.

On ne songerait pas à se plaindre de la fermeture d'une geôle, si ce n'est que les détenus auront été transférés dans un établissement moderne qui ne leur laissera pas les petites marges de tolérance de Regina Coeli, où il suffisait de monter sur les toits des immeubles voisins pour, la nuit, parler à un parent ou un ami détenu. Le plus révélateur est que les autorités aient décidé de ne pas raser le bâtiment, mais d'en faire usage en tant que symbole, pour le moins ambigu. Car les souffrances de ceux qui ont passé des années dans ces murs, seule une chanson populaire romaine nous les rend encore sensibles : « A tòcchi, a tòcchi suona la campana, io so Regina Coeli carcerato...[1] ».

Et, en même temps que disparaît cette subculture si particulière des voyous romains, avec ses rites et ses chants, que Trastevere se transforme en parc thématique, et que la prostitution touristique toujours plus envahissante devient la seule activité admise dans les murs de Rome, la culture s'impose partout avec la bonne conscience qui caractérise ses propagateurs. Seul un fasciste oserait s'en prendre à la culture !

*

La culture, en tant que sphère particulière, vient occuper l'espace urbain au moment même où toute forme de culture citadine achève de disparaître. La ville se caractérisait par la capacité à rassembler des activités et des gens différents en un même lieu. De là était née une culture, presque un art de vivre, où s'opérait un échange entre le traditionnel et le nouveau, l'oral et l'écrit, l'indigène et l'exogène.

Mais au XIXe siècle, la bourgeoisie triomphante impose son hégémonie. Les fêtes traditionnelles qui rassemblaient toute la ville dans des journées d'excès et de dépense sont désormais prohibées – à la place, des défilés militaires ou des expositions universelles, qui vantent la puissance de l'État et du Progrès technique. Le parler des rues, dialectal et argotique à la fois, est combattu par les institutions en charge du savoir, au profit d'une langue écrite standardisée.

Avec la domestication industrielle, l'esprit du monde s'était scindé : d'un côté, l'esprit objectif agissait comme division infinie du travail, au service de finalités sordides ; de l'autre, la culture figurait le domaine abandonné à l'esprit subjectif, de façon désintéressée. L'art de vivre dans la cité était définitivement disloqué.

Mais la proximité des foules prolétarisées faisait de la ville un lieu à risques. Gouverner c'est prévoir, et l'urbanisme se constitua explicitement comme une technique de prévention des risques urbains (émeutes, épidémies, baisse de la natalité, etc.). La ville continuant de se dilater, les percées haussmanniennes apparurent vite insuffisantes. Dès la première décennie du XXe siècle, on commença à considérer, dans les sphères dirigeantes, qu'il faudrait effacer tout le tissu urbain

1. Ding, ding, dong, sonne le tocsin, je suis incarcéré à Regina Coeli.

hérité du passé au profit d'une organisation de l'espace qui puisse rassembler des travailleur-e-s en grand nombre tout en les maintenant individuellement séparé-e-s.
L'urbanisme atteint ainsi son apogée avec l'idéologie fonctionnaliste, qui, entre les deux guerres, généralisa l'idée de la table rase. Elle projeta sur le terrain le rationalisme bureaucratique de l'État combiné aux principes de l'Organisation Scientifique du Travail, en décomposant l'activité humaine en quatre fonctions (travailler, habiter, se divertir, circuler) qu'il convenait de séparer dans l'espace. Lequel se trouvait divisé en zones d'activité (elles-mêmes subdivisées en zones industrielles et zones commerciales), zones résidentielles, zones de loisirs et, pour lier le tout, rocades autoroutières : celles-ci devenaient ainsi le seul espace commun aux néo-citadins, un espace indifférencié où l'on ne fait que passer, le plus rapidement possible.
Ces théories furent mise en œuvre dans la seconde moitié du XXe siècle, la Seconde Guerre mondiale ayant profondément perturbé le regard que les citadins avaient sur leur environnement : partout en Europe, ils avaient intégré l'expérience de l'expulsion, de la destruction violente, voire de la déportation, tels ces habitant-e-s du Vieux Port de Marseille victimes d'une opération urbanistique sans précédent menée par la Wehrmacht et les autorités françaises en 1943 et relogés dans des grands ensembles HLM loin du centre. Le fait que la bureaucratie d'État puisse déplacer les gens d'un trait de plume était entré dans les mœurs. En même temps, l'essor industriel de ces décennies d'après-guerre concentrait de nouveau dans les villes des foules considérables de travailleur-e-s, reposant avec acuité la question du logement. De son côté, le secteur de la construction devenait une industrie à part entière, capable d'exécuter les plans d'urbanisme à grande échelle.
En séparant autoritairement ce que la ville avait mis des siècles à unir, l'urbanisme détruisit une forme de communication sans précédent. Car la ville n'était pas une somme de parties : en additionnant des zones, l'urbanisme n'allait pas créer une ville nouvelle mais une agglomération. En détruisant la cohésion des quartiers populaires, en brisant les anciennes solidarités, et donc en faisant disparaître tout un monde d'usages, de rituels et de langages, les technocrates et urbanistes remodelaient la ville à la mesure du capital et de sa circulation. Les travailleur-e-s, expulsé-e-s de la ville ou de la campagne, se retrouvèrent transplanté-e-s dans un univers hybride, condamné-e-s à vivre en périphérie. La dépossession du salarié dans son travail se trouvait parachevée par la dépossession du citadin dans sa ville.
Il va sans dire qu'à partir de là, la plèbe laborieuse n'avait plus sa place au centre des villes où l'on ne voulait plus de travailleur-e-s – sinon des cadres, ces fonctionnaires modèles du capital. Les travailleur-e-s ne furent désormais admis-e-s au centre des villes que comme consommateurs-trices – de préférence, doté-e-s d'un certain pouvoir d'achat. Mais l'apparition des rues piétonnes, vouées aux boutiques franchisées, fut suivie par la transformation de quartiers entiers en véritables parcs thématiques. Car il fallait bien donner à cet espace déserté par l'activité humaine les apparences de celle-ci. La culture vint alors occuper les lieux.
L'histoire récente d'une ville comme Marseille offre un exemple criant de ce processus. Cela commença au cours Julien, où se tenait le marché nocturne de gros : une fois le marché déplacé en périphérie, dans le MIN des Arnavaux, et la vie

du quartier éteinte, le cours accueillit des restaurants chics, des librairies, des antiquaires, un café-théâtre et une salle de concert. On pouvait bien manger toute la nuit pour pas cher, quand il y avait des gens qui travaillaient là ; à présent, on y mange plutôt mal, on paie assez cher, et tout ferme très tôt. Le parler brutal et imagé des portefaix a laissé place aux manières affectées des branché-e-s. ■■■

*

DE LILLE 2004 À MARSEILLE 2013

INDUSTRIES DE LA CULTURE ET CULTURE DE L'INDUSTRIE

« **LE PRINCIPAL** succès de "Lille 2004", capitale de la culture européenne est d'abord d'être parvenu à désamorcer toute critique face à une instrumentalisation politique et économique de la culture à une échelle que ne connaît que le sport », écrit B. Glu (Agone n° 34). Dans la conquête des derniers espaces urbains et sociaux ayant échappés à la mise au pas marchande et policière, les grandes messes « commercialo-culturelles » jouent un rôle sur plusieurs niveaux. Elles sont l'occasion d'une part de faire briller dans les recoins les plus improbables les enseignes des grandes marques commerciales, à travers notamment le sponsoring de fondations (Carrefour, Vinci, etc.). Par ailleurs, les chantiers occasionnés par ces initiatives contribuent concrètement à vider les lieux de leurs occupants pauvres et indésirables. L'implantation de l'industrie tertiaire suit alors de près, accompagnée de nouveaux habitants aux qualifications adéquates. L'objectif est de faire luire la ville au regard des investisseurs et spéculateurs. Et l'opération de dressage va plus loin, comme le souligne un texte du recueil « la fête est finie » :
« "Lille 2004" ambitionne la (ré)éducation, "tout au long de la vie", au service de la "société de la connaissance la plus dynamique et la plus compétitive du monde". L'esthétique pompière, produite par et pour l'entreprise est rigoureusement à l'image de cette idéologie ». Gramsci montra en son temps que la conquête du pouvoir est une affaire d'hégémonie culturelle. Le conserver est possible si les valeurs sont partagées par le plus grand nombre. Certes, nous ne sommes pas léninistes, mais il ne faudrait pas se leurrer sur les intentions des aménageurs du divertissement… Marseille est candidate à la prochaine opération publicitaire… après avoir été recalée pour la coupe de l'America « Louis Vuitton » !

LAS VEGAS, QUINTESSENCE DE LA CULTURE DE MASSE INTÉGRÉE DANS LA CONFIGURATION URBAINE

SI MIKE DAVIS considère Los Angeles comme la «capitale du futur» (**City of Quartz**, La Découverte, 2000), Bruce Bégout voit quant à lui «notre horizon urbain» dans Las Vegas. Les principales caractéristiques de l'entertainment qui modèlent la ville au profit du dieu Fun (galeries marchandes, parcs d'attraction, architecture mêlant séduction commerciale et imaginaire enfantin, soumission des citadins à l'opium spectaculaire et télévisuel) résument l'orientation récente des sociétés marchandes (**Zéropolis**, Allia, 2002). Ville surgie de nulle part à l'ombre d'une centrale nucléaire par les bons soins de la mafia, elle reproduit et accentue les ségrégations économiques et sociales tout en affirmant sa vocation d'être conçue au profit des seuls intérêts privés. Dans le domaine de l'industrie des biens culturels, Las Vegas prouve surtout que celle-ci ne se contente plus «d'adoucir les maux de la société industrielle, ni même de les justifier [...] mais [...] de [la] transformer en profondeur» pour faire du divertissement «un moyen productif comme un autre».

■■■

On peut évidemment donner plusieurs définitions du mot culture. Mais c'est la pratique de l'époque qui donne son sens aux mots, et non des définitions plus ou moins arbitraires. Quand on parle de culture, il s'agit en dernière issue de la consommation de certains produits (œuvres d'art plastiques, livres, films, disques, etc.) ou d'événements livrés clés en main (animations, festivals, concerts, etc.). On désigne par culture principalement un loisir cérébral, par opposition aux loisirs de masse, supposés plus abrutissants (football, télévision, etc.). Or, la sphère du divertissement culturel ne suppose rien de plus que la passivité du simple spectateur – avec en plus une bonne dose de cette fatuité intellectuelle qui caractérise si bien les branché-e-s. Ces gens sont peut-être cultivés, mais ils n'ont pas d'esprit.

La culture vient ainsi représenter la communication, au moment où la ville, forme complexe et vivante de communication, disparaît au profit de l'agglomération, forme simple et figée d'atomisation. La consommation des produits culturels s'étend d'ailleurs à la périphérie, comme en témoigne l'actuelle vogue des cinémas multiplex, conçus sur le modèle du centre commercial. D'ailleurs, dans ces zones résidentielles où plus personne ne se parle, les collectivités locales, et même l'État, investissent dans l'animation socioculturelle. Quelle cité HLM n'a pas son centre sociocu ? Mais c'est au cœur de l'agglomération, dans ce qu'on appelle encore le centre ville, que l'on vient consommer les produits culturels les plus prestigieux. Les quartiers anciens, qui ont survécu à la politique de la table rase, sont ainsi recyclés en musées à ciel ouvert. Les vieilles pierres sont monumentalisées, deviennent un but d'excursion touristique. Ainsi à Marseille, l'ancien hôpital de la Charité, au Panier, rénové et transformé en musée, a servi à propulser la rénovation-expulsion du quartier, où plasticien-e-s et théâtreux-euses sont invité-e-s à remplacer les familles pauvres. Jamais, alors que c'est la vie elle-même qui s'en va de la ville, on n'aura autant parlé de culture à Marseille.

Ainsi la rue Thubaneau, perpendiculaire au cours Belsunce et parallèle à la Canebière, connue pour ses bouges, a-t-elle été radicalement rénovée : à la place des bars louches, des galeries d'art subventionnées. Cette rue qui bruissait d'agitation et où l'on entendait toutes les langues de la Méditerranée est devenue l'une des plus tristes du centre de Marseille – quoi de plus triste, d'ailleurs, qu'une ville portuaire qui a perdu ses bas-fonds ?! Il n'est pas fortuit qu'un événement comme la Fiesta des Suds ait été créé voici une dizaine d'années, soit au moment où le projet Euroméditerranée se mettait en place. Située dans le périmètre du projet et occupant des bâtiments affectés encore récemment à des activités industrielles ou portuaires, la Fiesta apparaît comme l'alibi culturel d'Euroméditerranée. Ce dernier constitue une vaste opération de réaménagement urbain qui vise à constituer de toutes pièces un néo-centre ville, affranchi des pesanteurs sociales du centre proprement dit où les pauvres continuent de se cramponner. Aux abords immédiats du port est en train de naître un centre entièrement voué aux fonctionnaires du capital : Euroméditerranée a même récupéré une partie des installations portuaires pour y bâtir des galeries commerciales et des musées. Pour le reste, immeubles de bureaux à volonté...

*

Mais plus encore que Rome ou Marseille, c'est Barcelone qui montre comment l'animation culturelle participe de la mise en spectacle de la ville. Ainsi la construction du musée d'art moderne, le MACBA, fut-elle au début des années quatre-vingt-dix la première attaque contre le Barrio Chino, ce quartier où les marins du monde croisaient la plèbe barcelonaise de jour comme de nuit (longtemps, l'art et la ville furent indissociables : à présent, l'art, séparé de la vie, se retourne contre la ville même). La démolition du quartier se poursuivit donc, pour aboutir à la disparition quasi totale du Chino. À présent, dans ce quartier défiguré, les cafés branchés remplacent les bars populaires et les restaurants «cuisine créative & saveurs du monde» les vieilles comidas à bon marché. Et les galeries d'art se multiplient...

Dans cette métropole capitaliste européenne, la culture fonctionne comme moyen de valorisation marchande : un vaste choix de loisirs culturels devant attirer cadres sup et touristes, et encourager les opérations de rénovation-expulsion et de spéculation immobilière. Ce qui atteignit un sommet avec le Forum des cultures de l'été 2003, à l'occasion duquel on bétonna encore le littoral barcelonais déjà bien enlaidi par les Jeux olympiques. Le site du forum a été édifié à proximité des immeubles de la Mina, occupés en grande partie par des Gitan-e-s. Évidemment, les immeubles et le port de plaisance du Forum des cultures ont valorisé le site, et les Gitan-e-s n'ont plus leur place dans ce secteur-là. Il est d'ores et déjà prévu qu'ils soient expulsés et relogés en dehors de la ville. Mais en attendant ce jour, le Forum s'est donné la bonne conscience d'organiser des événements culturels autour de la culture gitane, «culture du monde»... **Aléssi Dell'Umbria**

A LIRE

Culture de masse ou culture populaire ?
Christopher Lasch
Avant-propos de Jean-Claude Michéa
Climats, coll. Sisyphe, 2001, 80 p.

L'auteur analyse le rôle de la gauche dans la légitimation de la culture de masse sous prétexte de démocratisation et de lutte contre la tradition et pour la «modernité» considérée comme bonne en soi. Il insiste également sur la récupération des mouvements radicaux par les médias de masse dès le moment où ils donnent la parole à des «contestataires» qu'ils ont eux-mêmes choisis et sélectionnés.

DOSSIER

LE MOUVEMENT OUVRIER EST PASSÉ DU DÉVELOPPEMENT D'UNE CULTURE PROLÉTARIENNE À CELUI DE LA DÉMOCRATISATION DE LA CULTURE, NOTAMMENT SOUS L'IMPULSION DES COMMUNISTES, UN PREMIER PAS VERS LA SOCIÉTÉ DU LOISIR ET DE LA CONSOMMATION.

LA CULTURE PROLÉTARIENNE ET SA NÉGATION

DES BOURSES DU TRAVAIL À L'ÉTATISATION DE LA CULTURE

À LA FIN DU XIXE SIÈCLE, de nombreux artistes et écrivains sympathisent avec les idées anarchistes, notamment ceux qui collaborent aux *Entretiens politiques et littéraires* et à la *Revue blanche*, rompant avec la défense farouche de l'ordre établi dont avaient fait preuve leurs aînés au moment de la Commune de Paris[1]. Ainsi, en 1892, Pierre Quillard (1864-1912), futur dreyfusard et défenseur des Arméniens persécutés dans l'Empire ottoman, s'interroge sur les rapports entre l'anarchie et la littérature pour affirmer : « La bonne littérature est une forme éminente de la propagande par le fait »[2]. Parallèlement, le mouvement ouvrier s'organise autour de fédérations professionnelles et des bourses du travail. Nommé secrétaire de la Fédération des bourses du travail en 1895, Fernand Pelloutier (1867-1901) intervient l'année suivante dans ce débat, qui oppose partisans d'un art dégagé des questions de société et ceux qui se revendiquent d'un art social. Dans une conférence sur ce thème, il attribue un rôle prépondérant à l'art révolutionnaire : « De même que l'art bourgeois fait plus pour le maintien du régime capitaliste que toutes les autres forces sociales réunies : gouvernement, armée, police, magistrature, de même l'art social et révolutionnaire fera plus pour l'avènement du communisme libre que tous les actes de révolte inspirés à l'homme par l'excès de sa souffrance »[3]. Le but est clair : il s'agit de façonner des cerveaux « au mépris des préjugés et des lois » en opposition à l'appareil culturel de la bourgeoisie qui vise à reproduire le système et à élargir l'aliénation de celles et ceux qui s'en remettent à lui pour l'organisation de leur vie et de leurs pensées. Précisant son idée d'un musée du travail destiné à « révéler au prolétariat le secret de l'iniquité capitaliste », il insiste sur le fait que « le peuple seul peut et doit recueillir les éléments de son instruction ». Pratiquement, les bourses du travail – qui connaissent alors leur âge d'or – développent un véritable travail visant à promouvoir une contre-culture ouvrière, à la fois préparation et préfiguration de la société future, parallèlement aux tâches proprement corporatives et syndicales, dans la mesure où, pour Pelloutier, ce qui manque à l'ouvrier pour parvenir à son émancipation, c'est la « science de son malheur ». Chaque bourse du travail propose donc des cours professionnels, une bibliothèque, des conférences d'éducation populaire, des fêtes et des représentations théâtrales. Loin de se limiter aux strictes questions corporatives, elle popularise aussi des idées et des pratiques de rupture (antimilitarisme, lutte contre l'alcoolisme, pratiques anticonceptionnelles des néo-malthusiens, etc.).

volonté de rupture avec l'imaginaire capitaliste

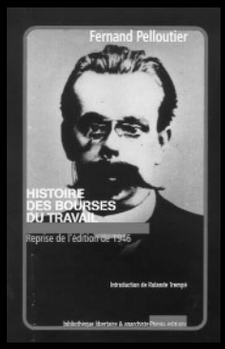
Après la mort de Pelloutier, cette production de savoirs autonomes et cette volonté de rupture avec l'imaginaire capitaliste vont se retrouver dans la revue *La Vie ouvrière*, fondée en 1909 autour de Pierre Monatte. Elle reste, avec sa continuatrice de l'entre-deux guerres *La Révolution prolétarienne* (1925-1939), la meilleure revue qu'ait publiée le mouvement syndical, en marge, il faut le souligner, des publications officielles. Elle se veut au service des militants afin de leur fournir « des matériaux utilisables dans la bataille et dans la propagande » et de « voir clair dans le milieu économique et politique actuel ». Dans ses colonnes, l'instituteur Albert Thierry (1881-1915) développe une pédagogie et une éthique syndicalistes résumées dans le « refus de parvenir » qui n'est « ni refuser d'agir ni refuser de vivre », mais « refuser de vivre et ■■■

1. Lire la thèse de Caroline Granier, « Nous sommes des briseurs de formules. Les écrivains anarchistes en France à la fin du XIXe siècle » (Paris VIII, 2003) : http://raforum.apinc.org Paul Lidsky, **Les écrivains contre la Commune**, Éd. Maspéro, 1970.

2. Pierre Quillard, « L'Anarchie par la Littérature », **Entretiens politiques et littéraires**, vol. IV, n° 25, avril 1892, p. 149-151.

3. Fernand Pelloutier, **L'Art et la Révolte**, Éd. Place d'armes, 2002.

Fernand Pelloutier et les Bourses du Travail
Documentaire de Patrice Spadoni, VHS 52 mn, 14 euros
Fernand Pelloutier, syndicaliste révolutionnaire, fut l'un des principaux artisans d'une expérience hors du commun du début du XXe siècle, celle des bourses du travail. Espaces de contre-pouvoir, bureaux de placement, foyers d'action culturelle et de formation professionnelle, elles furent des centres de la résistance ouvrière, avec en perspective, selon la formule de Pelloutier, « la révolution par la grève générale ».



Histoire des Bourses du Travail,
Fernand Pelloutier
Né à Paris en 1867, il suit ses parents à Nantes puis Saint-Nazaire en 1879. C'est dans cette ville que l'adolescent contracte deux virus qui ne le quitteront plus : la tuberculose et l'esprit de révolte. Pelloutier se lance dans la bataille sociale avec énergie. Journaliste, il tient à bout de bras un journal socialiste ; politique, il est proche de Jules Guesde et de son Parti ouvrier français avant de faire siennes les idées libertaires ; syndicaliste, propagandiste, il est un des animateurs de la Fédération des bourses du travail. En 1901, il décède, vaincu par la maladie.
Cet ouvrage est la réédition en fac-similé de l'édition de 1946 en collaboration avec Phénix Editions, augmentée d'une introduction de Rolande Trempé.
Centre d'Histoire du travail, Ateliers et chantiers de Nantes, 2bis Bd Léon-Bureau, 44200 Nantes

Distraction pendant les grèves de 1936.

■■■ d'agir aux fins de soi». Dans son sillage, c'est Marcel Martinet qui va le plus loin dans la définition d'une culture autonome du prolétariat. Au départ, il y a chez lui la conviction que la société bourgeoise ne peut plus assurer une civilisation véritablement humaine. Ses possibilités progressistes étant épuisées, elle va désormais vers le pire. Cette intuition est confirmée par la guerre de 1914 qui, avec ses dix millions de morts, entraîne une «brutalisation» des sociétés européennes[4]. La bourgeoisie n'a plus pour programme que de conserver son pouvoir et ses privilèges. Au lendemain de la guerre, Martinet craint l'avènement d'«une ère de grande féodalité impérialiste s'élevant sur la taylorisation des masses»[5]. Il part du constat de ce qu'il nomme la loi d'airain de l'instruction: «La société bourgeoise salarie le prolétaire suivant une courbe qui traduit, selon les temps et les circonstances, les besoins de la subsistance et de la reproduction. Elle lui dispense dans la même mesure une instruction proportionnée au profit qu'elle veut tirer de lui. [...] L'enfant du peuple, disait-il encore, sort de l'école sachant lire. Et c'est tout. Ce qui caractérise cette instruction, c'est la misère de la culture concédée au peuple». En conséquence, «le pire ennemi de l'intelligence, le pire ennemi de la révolution, aujourd'hui, ce n'est plus l'ignorance, mais l'instruction faussée, tronquée, truquée, telle que la société bourgeoise la donne au peuple». Et Martinet fustige le journal qui répand «une opinion unique, l'opinion officielle, orthodoxe, le plus hideux triomphe de la médiocratie». Pour sortir de cet abaissement où le maintient l'idéologie dominante, il faut, dit-il, que «l'homme lève les yeux, de la tâche où il peine contre terre, pour rêver, désirer son élévation, vaincre la vie». L'ouvrier doit acquérir une «connaissance exacte des réalités et des puissances du monde» afin de le changer, mais depuis son expérience quotidienne, sa connaissance du métier, de son milieu professionnel. Et cette culture «doit naître et vivre du syndicat, en pleine vie syndicale». Selon lui, pour assurer la solidité de cette entreprise de grande envergure, il faut que «nous ayons le sentiment que nous n'entreprenons pas seuls et pour nous seuls, mais que notre travail répond à une pensée et à une espérance communes»: c'est ce qu'il appelle la leçon des cathédrales. Selon lui, les conditions nécessaires à l'éclosion d'un organisme de culture ouvrière en symbiose avec les structures syndicales de sa ville ou de sa profession d'origine (un local, quelques bonnes volontés) sont le travail à effectuer; l'importance de la lecture et du livre («Soigner ses livres, c'est une vertu qui en suppose d'autres»); les profits de la culture en communauté et le rayonnement qu'elle peut avoir dans la vie quotidienne. Il s'appuie sur un certain nombre d'exemples comme le Sou du soldat, une institution syndicale de la CGT d'avant 1914 destinée aux jeunes appelés sous les drapeaux, des revues ouvrières auxquelles il a participé comme *La Plèbe* ou les *Cahiers du Travail*, mais aussi des groupes d'enfants, les fêtes du peuple, etc.

«L'intelligence est chassée des ateliers et des usines.»

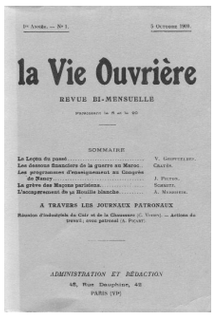
En dehors de l'introduction, tous les articles qui composent *Culture prolétarienne* sont écrits entre 1918 et 1923, à une époque où Martinet veut reconstruire un véritable mouvement ouvrier et révolutionnaire après l'échec d'août 1914. En 1935, quand il rassemble ces articles en volume, «la culture de la classe ouvrière est aujourd'hui plus difficile qu'elle ne l'était avant 1914» à cause du «renforcement de la mainmise capitaliste sur l'ensemble du monde» et de «l'abaissement matériel et spirituel du prolétariat» (guerre mondiale, taylorisme). L'ombre du fascisme pèse sur le mouvement ouvrier, tandis qu'il est perverti, du dedans, par le stalinisme.

Dès 1913, le secrétaire de la fédération des métaux de la CGT, Alphonse Merrheim (1871-1923), avait souligné: «L'intelligence est chassée des ateliers et des usines. Il ne doit y rester que des bras sans cerveau et des automates de chair adaptés à des automates de fer et d'acier». À l'ouvrier fier et libre d'avant 1914 succède l'OS du fordisme. Ce qui se perd durant ce passage, c'est l'idée et la pratique de l'autonomie ouvrière, capables de refonder la société sur ses propres valeurs au profit du plus grand nombre. Réformiste ou soi-disant révolutionnaire, le mouvement ouvrier s'en remet dorénavant à l'État. Durant les années trente, seuls quelques marginaux s'interrogent sur le «rapport [existant] entre l'organisation militarisée de la production et l'asservissement de la révolte ouvrière»[6]. La brève embellie des grèves de mai-juin 1936 n'aboutit pas à une renaissance de l'autonomie ouvrière, mais à une hégémonie durable du stalinisme sur la classe ouvrière. La «belle illusion» de la politique culturelle du Front populaire est à des années-lumière des idées de Martinet et de Pelloutier. Elle prépare le thème de la démocratisation de la culture qui sera le leitmotiv des stalinien-ne-s après la Libération et le cheval de Troie de l'industrie culturelle chez les dominé-e-s. **Charles**

4. Lire Georges L. Mosse, **De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes**, Paris, Éd. Hachette, coll. «Pluriel», 2003.

5. Toutes les citations suivantes sans indication d'origine sont extraites de: Marcel Martinet, **Culture prolétarienne**, Agone, 2004.

6. Lire «Modestes contributions de Julien Coffinet à l'érosion de l'imaginaire fondateur du système capitaliste», **Agone**, n° 33/2005, p. 205-231.



1re Année. — N° 1. 5 Octobre 1909.

la Vie Ouvrière

REVUE BI-MENSUELLE

SOMMAIRE

Le Legs du passé ..... V. Griffuelhes.
Les dessous financiers de la guerre au Maroc. Charles.
Les programmes d'enseignement au Congrès de Nancy ..... J. Pecker.
La grève des Bayes parisiens ..... Sorbier.
L'accaparement de la Houille blanche ..... A. Monatte.

A TRAVERS LES JOURNAUX PATRONAUX

Réunion d'industriels du Cuir et de la Chaussure (C. Vidal). — Actions du travail; avec patronat (A. Picart).

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
18, Rue Dauphine, 49
PARIS (VIe)

DOSSIER

INCARCÉRÉ DEPUIS LE 26 FÉVRIER 1987 POUR SES ACTIVITÉS AU SEIN DU GROUPE ACTION DIRECTE, JANN-MARC ROUILLAN TRAVAILLE POUR LES ÉDITIONS AGONE DANS LE CADRE DE SON EMPLOI DE «CONDITIONNABLE». ÉDITEUR DE **PUTAIN D'USINE**, DE JEAN-PIERRE LEVARAY, RÉÉDITÉ AU FORMAT POCHE PAR AGONE, IL A MENÉ UNE CORRESPONDANCE AVEC L'AUTEUR, AU COURS DE LAQUELLE IL A PRÉCISÉ SA POSITION ANTAGONIQUE SUR LA LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE DANS LE CHAMP LITTÉRAIRE. NOUS REPRODUISONS ICI QUELQUES-UNES DE SES RÉFLEXIONS DANS UNE LETTRE DATÉE DU 20 MAI 2005.

À PROPOS DE LA LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE

LITTÉRATURE OUI, prolétarienne aussi et indissociablement. Il n'y a aucun besoin d'école, de mouvement, de consécration... ni même de la grande conscience révolutionnaire des ouvriers enfin éveillés !

Comme il serait trop con de la réduire au siècle passé, aux débats des années vingt, aux canons étriqués des modèles littéraires, aux syndicats des écrivains soviétiques, à la bonne conscience de quelques écrivaillons de l'après-guerre...

La LP vit dans le combat quotidien de notre classe. Un point c'est tout et c'est déjà énorme, non ? Elle résiste et plus encore que par le passé, car aujourd'hui les bourgeois ne reconnaissent même pas son camp. Ils nient (négation idéologique) tout ce qui s'oppose à eux fondamentalement comme dans les prisons françaises, il n'existerait plus de prisonniers politiques (reflets et produits vivants du combat et de sa permanence)...

La LP a son mot à dire dans l'opposition irréconciliable entre l'acceptable et l'inacceptable, entre le toléré et le rejeté. La société de la pensée unique produit un ensemble littéraire en kit, de l'inspiration de l'auteur au cadre commercial de l'entreprise d'Édition, jusqu'aux critiques (toujours des collègues à l'inspiration similaire), jusqu'aux chefs des rayons marchandises. « Je vous l'emballe ou c'est pour consommer de suite ? »... Elle garantit le catéchisme des tranchées et des postes avancés de l'acceptable et du toléré. Dans les bibliothèques et les académies, la LP crève d'un air vicié qui n'est pas son oxygène et ne le sera jamais. Il n'y a pas de LP intégrée (acceptable et tolérée). Et c'est pourquoi il n'y a plus de LP « à succès » depuis le milieu des années soixante-dix. Car bien sûr (automatiquement) sa publicité, sa réussite, son écho... dépendent de la seule force (politique et culturelle) du prolétariat et des forces progressistes. Et nous savons ce qu'il en est depuis les grandes défaites révolutionnaires.

Comment imaginer une école reconnue de LP à l'époque du Front du travail ? (projet nazi de l'unité des travailleurs du patron à l'ouvrier dont tu décris si bien l'avatar à l'AZF de l'après-catastrophe).

Le rapport Kapital concentré dans l'usine (comme c'était le cas jusqu'à l'explosion-implosion du fordisme à la fin des années soixante-dix) laissait des opportunités et des espaces vacants à un modèle héritier ou parallèle à la LP et à ses tenants (honnêtes ou bricoleurs). Mais avec la mondialisation (la globalisation est un terme plus clair car *das Kapital* a toujours été mondial), les rapports d'exploitation et d'oppression (de production) se sont diffusés au plus profond de la société (écrasant et soumettant tous les autres rapports sociaux). Ce n'est même plus le passage de la domination formelle à la domination réelle mais la course frénétique à la domination réelle intensive des rapports de production capitalistes.

Avec le néolibéralisme, tu es culturellement correct ou tu es un ennemi à éliminer ou à abandonner à la marche extrême, la marginalité sous contrôle. Il n'y a plus ou pas d'écrivain à la double nature, bourgeoise et prolétarienne. Disons qu'ils ont disparu ou mieux qu'ils sont obligés de choisir avec le calibre sur la tempe. Et ce contrairement à ce que voudrait nous faire croire (très idéologiquement) le « débat » dans la dernière partie du livre d'Acratie sur la LP[1]. « Trotski a dit... » C'était peut-être très judicieux quand il l'a dit mais ce n'est pas ce que nous vivons aujourd'hui en combattant pour l'expression littéraire des sans-voix.

Oui combattre, combattre avec d'autres armes (« des mots et des armes, ça tue pareil, il faudrait tuer l'intelligence des mots anciens avec des mots tout relatifs », chantait Léo), combattre des patrons et des petits chefs différents (quoique !) de ceux de l'usine, les nouveaux chiens de garde (voir plus haut, les critiques courtisans et les libraires comme des petits chefs de ligne qui rangent nos livres sous les comptoirs ou qui évitent de les commander, sans parler des gardes-chiourmes de l'édition univoque... et j'en passe). ■■■

1. Philippe Geneste (textes rassemblés et collectés par), « Visages de la littérature prolétarienne contemporaine », Acratie, 1992.

La littérature prolétarienne vit dans le combat quotidien de notre classe.

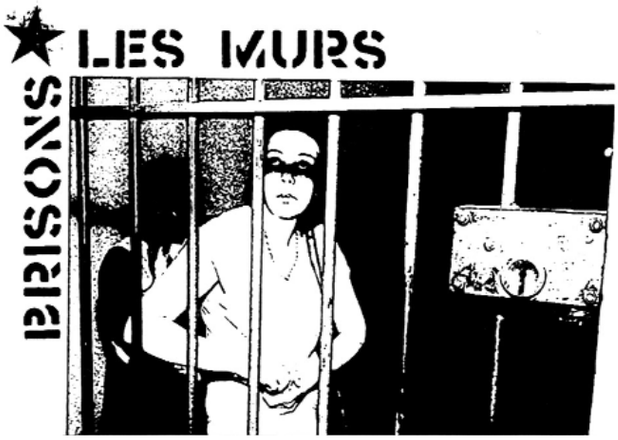
Combattre classe contre classe («avec l'idée de les foutre sur la margoulette»)...
Crois-moi, on s'en balance d'accepter ou non l'étiquette «écrivain». J'écris et je reçois quelques picaillons en retour donc je suis également un professionnel. Et alors ? Ça change quoi ? Avec ce genre de questionnement recyclé, on détourne simplement le problème. Je ne serais jamais bourgeois avec mes mots ou bien il faudrait que j'en change comme on retourne sa veste. Tu me diras : «Toi tu l'as facile, ils t'ont dans le collimateur». D'accord. Je suis grillé. Il y a mon passé (ma nature indissoluble d'irréductible) et puis les gardes-chiourmes croient que je cherche à faire carrière afin de profiter de ma notoriété littéraire pour être libéré. Les cons ! Si je voulais sortir avec des mots, je les caresserais dans le sens du poil avec les prières qu'ils espèrent... Les mots du culturellement correct... Je saurais le faire. Bien qu'autodidacte, je pourrais disséquer la phrase au bistouri académicien. Leur arrondir des courbettes à la syntaxe cristalline...
Mes témoignages carcéraux ou historiques ne sont pas grevés du repentir et de l'appel au renoncement pour qu'ils soient assez acceptables et récupérables avant de devenir vendables et rentables.

Pour les paltoquets, même à travers l'écrit, je demeure intolérablement inacceptable. Mes mots ont choisi de poursuivre le combat en témoignant de la dictature n'avouant pas son état, la torture, la mort lente... Cette réalité sociale qu'ils nient si bien. Qu'ils masquent dans la vacuité du spectacle. Par exemple : «La peine de mort a été abolie». Si tu démontres combien cette connerie n'est qu'un simple message idéologique (priez pour saint Badinter, assis à la droite du bon Mitterrand) tu es maudit. La société du *Total Control* s'accroche à sa sacro-sainte liturgie du *No-Letal*. En expliquant les souffrances et les assassinats légaux dans les prisons (leur développement depuis la fameuse loi contre la peine de mort et avec l'allongement consécutif des peines accomplies), j'ai renforcé ma nature d'intolérable. D'empêcheur de tourner en rond.
L'écrivain inacceptable témoigne d'une réalité sociale (non comme un journaliste ou un sociologue, trop neutre, trop intégré, bénéficiaire socialement et mensuellement de son boulot de rapporteur), il va plus loin – trop loin. En filigrane, il dépasse la ligne infranchissable, dégueule l'évidence sur la table pendant le dîner et prend un malin plaisir à foutre les pieds dans les plats. Avec acharnement, il dénonce les complices passifs, ceux qui acceptent, les spectateurs qui ne se rebellent jamais, qui se satisfont du confortable rapport écrivain/lecteur (à vingt euros le pav'ton) et qui avalent les nombreuses couleuvres du postmodernisme triomphant...

Pour écrivain ouvrier, ils mettent en scène François Bon et l'autre con. Et le reste, tout le reste, ils le conjurent aux différents niveaux du kit littéraire. Ils ont élaboré toute une série de moyens (blocages) pour cela. Les 90 % de ce kit sont totalement inscrits dans le système répressif contre l'inacceptable, des comités de lecture aux caisses enregistreuses des boutiques. Jamais jusqu'à aujourd'hui, la littérature locale n'a été autant conformiste, insipide et béate. Elle pourrit sur pied ou plutôt à genoux... bientôt totalement rampante, invertébrée et glaireuse... Mais le système de la pensée unique bourgeoise n'est pas totalement idiot. Il sait qu'il doit également présenter sur le marché une petite expression populaire teintée d'âme prolétarienne. Sinon ça se verrait trop... (la comédie de la fausse liberté, de l'ersatz impertinent... est indispensable à la dictature). Alors le système la fabrique lui-même, à la façon dont les rois se payaient les fous. Il prend deux ou trois bons élèves, bien tolérés et acceptables, et il passe commande. «Coco, fais-nous un beau boulot genre Germinal»... Et l'autre plumaillon y va de son stylo. Le fayot sait parfaitement quelle borne ne doit pas être dépassée et puis même si emporté par des «origines», une fièvre soudaine, la mauvaise conscience peut-être (leur en reste-il ?), il gueulait trop fort, quelle importance ? Qui prendrait au sérieux François Bon et l'autre con [2] ? Personne ! Ce n'est que de la littérature marchande, des mots anorexiques, de la divagation à mille euros la page... Pour lui faire passer sa soudaine et éphémère honnêteté, les éditeurs l'enverront six mois en cure de repos dans une clinique savoyarde avec une belle commande de polar. Un truc bien sanglant, avec des grimlins reubeux et renois qui tronçon-

LA «BELLE ILLUSION»
LE RÔLE HISTORIQUE DU PCF DANS LA NORMALISATION CULTURELLE

MARQUÉE par l'empreinte d'un PCF soucieux avant tout de réinsertion nationale et de défense patrimoniale, la politique culturelle du Front populaire se traduit par une volonté de «démocratisation» impulsée par l'État qui préfigure la «société des loisirs» de l'époque fordiste, comme supplément d'âme à l'expansion des «industries culturelles».
Logiquement, les secteurs les plus novateurs de l'avant-garde culturelle se tiennent à bonne distance du gouvernement de Front populaire. Jacques Prévert explique ainsi la dislocation du groupe «Octobre» : «C'était le moment où, dans les milieux ouvriers, il devenait de bon ton de remplacer l'Internationale par la Marseillaise.» La chanson qui, avant 1914, était l'un des vecteurs d'une culture populaire autonome, de Jean-Baptiste Clément à Gaston Couté, ne connaît alors nul regain et les couches ouvrières qui entrent en lutte pour la première fois ignorent les chants traditionnels du mouvement ouvrier, comme ils n'en produisent pas de nouveaux. Au contraire, les organisations de gauche contribuent au succès de la chanson d'évasion qui entre alors dans la sphère de la production de masse. Ainsi Tino Rossi est la vedette de la fête de la fédération de la Seine du PS et Fernandel du rassemblement du Vel' d'hiv', tandis que le PCF promeut avec obstination... Rouget de Lisle.



neront de bonnes rentières bien blanches, bien franchouillardes et indignement emperlées. Les caill'ras becqu'teront leurs teckels à la mode amerlok, accompagné de moutarde aigre douce. Et le lecteur en aura pour son fric !

Le polar est l'exutoire (toléré et acceptable) dans la littérature des beniouioui.

Mais là encore, c'est pour de faux. Ce genre ne se veut pas un témoignage sur la classe dangereuse. Bien évidemment ! Trop dangereux ! Même le style sonne faux, c'est une musique de pacotille empruntée au cinoche de série B. Ça ne trompe que les petits bourges, les bobos… et les tenants de l'extrême gauche hémiplégique (les paralysés du bulbe et de la pratique). Pendant plus de cinq ans, j'ai été bibliothécaire dans cette centrale de sécurité et j'ai vu passer tous les genres de mecs. Et seuls quelques « accidents » (ceux ayant escané leurs femmes ou un collègue de boulot…) lisaient des polars français, jamais un affranchi ni un grimlin.

Les jeunes les rapportaient à la dixième page. « T'avais raison, vraiment bidon. » Comme ils avaient un peu peur de la littérature (sans doute à cause des cours soporifiques de français dans les ZEP), ils consommaient quelques américains. Disons que les descriptions de la pègre new-yorkaise et ses crimes hémoglobineux leur paraissaient moins nulles… et surtout plus exotiques. […]

Comme tu le constateras, je me suis éloigné du propos… et peut-être pas du tout. Car la LP (avec la globalisation) trouve son oxygène dans les situations sociales de résistance aujourd'hui diffusées au plus profond de notre société postmoderne. Finalement la LP n'a que foutre de ce qu'on peut dire d'elle, autant les « spécialistes » que nous les témoins et acteurs. Son problème se conjugue au présent du verbe. Au transitif direct. Comme je te le dis plus haut, elle est et ne disparaîtra qu'avec le combat lui-même, soit avec le triomphe définitif du front du travail, soit avec la disparition des classes et donc du prolétariat. Son existence est étroitement liée aux défaites et aux victoires de son camp. Non seulement comme but prophétique mais à chaque étape de son expression et de sa réalisation littéraire et combattante.

Certains écrivaient beaucoup comme d'autres érigeaient des barricades et tiraient des coups de revolver. Aujourd'hui, moins d'œuvres importantes voient le jour et nous entendons moins de détonations. Nous avons oublié jusqu'au goût âcre de la poudre, de la sueur et du sang. Voilà deux décennies que nous quittâmes le devant de la scène en vantant les vertus de l'an 10 000 pour consoler nos chagrins orphelins… Les plus fragiles croient que tout est perdu.

Mais un jour, aussi certainement qu'un et un font deux, la situation s'électrisera à nouveau d'un flux libertaire et avec cet air nouveau dans les poumons, les prolétaires témoigneront à nouveau sur du papier comme ils le feront sur les piquets de grève, les rues retrouveront leurs désordres salutaires et les guérilleros tireront à nouveau les poulets et les patrons en une fameuse ouverture. La LP se posera moins de questions en les résolvant au jour le jour dans l'empressement de la reconquête…

Tu verras que de bonnes maisons d'édition bien ventrues et bien parisiennes, qui nous crachent dessus aujourd'hui, nous publieront en flairant la bonne affaire.

Ils nous refileront même quelques prix bien pourvus pour que nous puissions améliorer nos retraites et nous acheter de belles vestes de couleur afin de bien présenter à la télévision… Et puis (parce que nous aurons été, une fois encore, incapables de triompher radicalement) une vague réactionnaire l'emportera à nouveau. D'abord sans que nous n'y prenions garde tout à notre joie de parvenu. Puis elle dictera sa loi et nous retomberons dans l'oubli. La bonne société jugera notre œuvre inacceptable, elle disparaîtra des rayons. La LP semblera disparue, reniée, définitivement vaincue…

C'est à peu près ce qu'augurait le vieux camarade Margarine (Mao) : nous combattrons et nos ennemis nous jetterons à terre, mais nous nous redresserons à nouveau pour les affronter et nous serons à nouveau défaits. Nous nous relèverons encore et encore et ainsi de suite, jusqu'à la victoire.

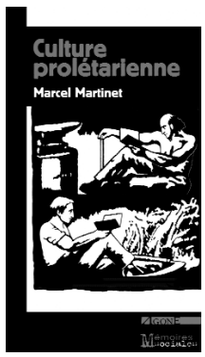
C'est le destin de toutes les composantes du mouvement prolétarien révolutionnaire donc de la LP également.

Excuse-moi pour cette conclusion en forme de tract militant, elle m'a échappé… déformation oblige !

Jann Marc Rouillan, Centre de Lannemezan, 20 mai 2005

A LIRE

Culture prolétarienne
Marcel Martinet, Agone, 2004.
« Comme toutes les époques d'écroulement social, la nôtre pourrait être également une époque de reconstruction. Cela dépend des hommes. Mais il faut que ces hommes soient des hommes : non des machines, non des soldats, non des esclaves. Il faut que chaque individu soit une personne libre et voulant accomplir le maximum de son destin dans une société riche qui permettra à tous les hommes ce maximum d'accomplissement. La révolution prolétarienne, c'est cela. Pour qu'elle triomphe, il faut que les hommes appelés à sauver le monde en se sauvant eux-mêmes, il faut que les hommes de la classe ouvrière s'instruisent et s'éduquent, méditent et développent leur capacité ouvrière et sociale. Pour acquérir cette culture nécessaire, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes : "Ni dieu, ni césar, ni tribun." »
Écrivain, poète et militant révolutionnaire, Marcel Martinet (1887-1944) collabora à **La Vie ouvrière** durant la Première Guerre mondiale. Premier directeur littéraire de **L'Humanité** (1921-1923), il quitta le PCF en 1924 et participa aux combats des militants syndicalistes groupés autour de **La Révolution prolétarienne**.



Mes mots ont choisi de poursuivre le combat en témoignant de la dictature n'avouant pas son état, la torture, la mort lente…

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE IBÉRIQUE N'AURAIT CERTAINEMENT PAS EU L'AMPLEUR QU'ON LUI CONNAIT SANS LE MAILLAGE, DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XXE SIÈCLE, DES ATHÉNÉES LIBERTAIRES. À LA FOIS LIEUX DE CULTURE, D'ÉDUCATION, ET « RELAIS RÉVOLUTIONNAIRES », LES ATHÉNÉES ONT JOUÉ UN RÔLE DE PREMIER ORDRE DANS LA CONSTITUTION D'UN COURANT ANTAGONISTE AUTONOME ET ANTI-AUTORITAIRE.

LES **ATHÉNÉES LIBERTAIRES**

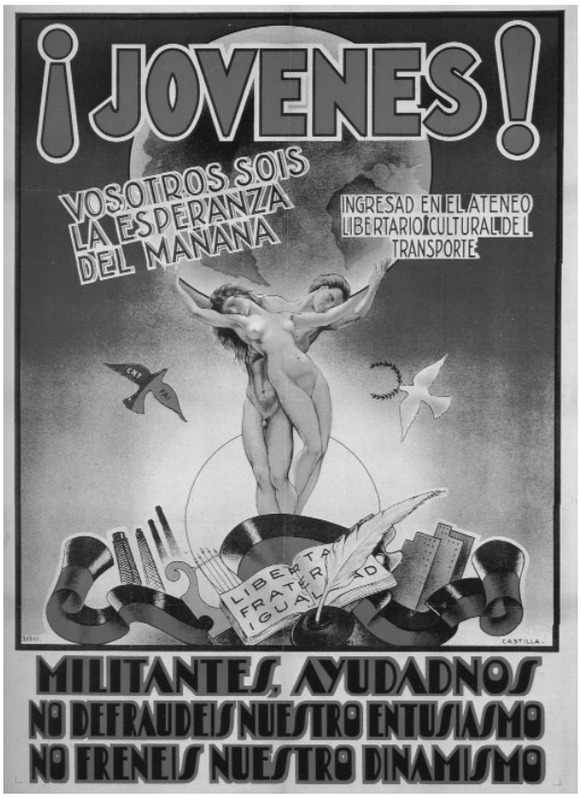
Dédié à **Concha Perez**, qui nous fait partager l'enthousiasme avec lequel elle vécut les années trente au sein du Groupe Culturel Faros.

(...) EN ESPAGNE, les premières Athénées ont leur origine dans les villes, vers le milieu du XIXe siècle, comme Centres Républicains Fédéraux, alors que se produisent les premières avancées de la révolution industrielle et que le coopérativisme – qui porte en avant les notions d'union et d'autogestion – commence son développement surtout dans les zones rurales. Ces premiers Athénées, nés généralement d'une initiative progressiste, perdront vite leur influence et seront absorbés en grande partie par la bourgeoisie éclairée et l'Eglise catholique. (...) Cette situation se maintiendra plus ou moins jusqu'aux premières années du XXe siècle, bien que, de nouveau, naîtront d'autres Athénées populaires, centres républicains démocratiques ou maisons du peuple, qui garderont une forte implantation populaire durant les premières décades de ce XXe siècle. Avec le temps, ils se transformeront en de véritables universités populaires qui engendreront un état d'esprit critique et analytique. Au début du XXe siècle fut créée l'École Moderne qui se répandit dans tout le territoire espagnol et en particulier à Valencia et en Catalogne. Mais son existence fut brève à cause des persécutions gouvernementales et ecclésiastiques qui aboutirent à sa fermeture définitive en 1906, à la suite de l'attentat manqué de Mateo Morral le jour du mariage de Alfonse XIII et des fausses accusations désignant Ferre y Guardia comme instigateur de la Semaine tragique de Barcelone et le menant devant le peloton d'exécution au fort de Monjuich le 13 octobre 1909. Sans aucun doute, le germe et l'esprit de l'École Moderne, sa pédagogie et sa méthodologie, avaient pénétré dans les consciences libres et dans l'anarchisme, car peu à peu se constituèrent de nouveau des Écoles rationalistes qui avec le temps se convertirent en véritables embryons des Athénées libertaires.

En 1917 Juan Rogé Rodo tenait dans la rue Alcoléa (quartier de Sants) l'Ecole Rationaliste « La Luz » que nous pouvons considérer comme le premier Athénée libertaire en Espagne. L'année suivante ce sera Puig Elias qui montera dans le quartier du Clot de Barcelone, et grâce à l'appui du syndicat local du textile, l'« Escuela racionalista La Farigola » qui deviendra l'Athénée libertaire du Clot. Mais ce ne sera qu'avec l'arrivée de la IIe République et de ses libertés, qu'une nouvelle dynamique viendra animer les jeunes générations. Les anarchistes décideront alors de quitter les vieux athénées populaires pour créer les nouveaux athénées libertaires, parfois camouflés en associations culturelles, telle par exemple « la Asociación Cultural Faros », sans doute plus connue comme Athénée libertaire Faros.

Chaque quartier des grandes villes et chaque village reçut son Athénée libertaire. Il suffisait d'un petit local où pouvoir se réunir et au moins monter les sections d'Excursionnisme (qui organisaient les sorties collectives à la campagne ou à la plage) et la section théâtre (qui assurait des représentations à thèmes sociaux). S'y donnaient aussi des conférences et des débats directement en rapport avec la vie ou la connaissance du corps féminin alors tabou pour les femmes elles-mêmes. Mais cette génération des années trente à Barcelone et dans d'autres villes ne s'en tenait plus aux mots d'ordre des générations antérieures de l'anarchosyndicalisme, surtout à partir du Congrès régional de Sants de la CNT en 1918 qui se dirigeait vers la construction d'une « Société parallèle ». Elle était imprégnée de cette idée que Garcia Oliver définit comme la « gymnastique révolutionnaire » : considérant la révolution comme possible, elle s'y préparait, et les Jeunesses libertaires eurent ainsi une grande influence dans les Athénées libertaires. Tous les Athénées libertaires qui à ce moment comptaient sur une affiliation de 60 à 120 associés durent se subdiviser en groupes spécifiques qui comptaient au maximum une douzaine de camarades chacun, « Sacco y Vanzetti », « Primero de mayo » (Athénée Faros), etc. Mais je crois surtout important de souligner que dans ces Athénées libertaires de la période républicaine se produisit pour la première fois le contact direct de la femme avec les idées de l'anarchisme, chose qui ne pouvait pas se développer facilement dans la majorité des syndicats anarchosyndicalistes ; il faut aussi signaler naturellement dans ce contexte le travail important de revues libertaires comme Études, Initiales, Éthique, Hygiène, Humanité nouvelle, etc. Il suffit de jeter un œil à la presse ouvrière de l'époque – années 30 – comme « Tierra y Libertad », « Fragua social » et surtout « Solidaridad Obrera » pour s'assurer qu'une bonne partie de la vie interne des Athénées conduisait ses affiliés vers une connaissance accrue de la vie et de la culture et qu'ils la vivaient passionnément. Dans l'ensemble de cette société républicaine et même durant le régime dictatorial antérieur, à quelques exceptions près, le travail de ces athénées, ne l'oublions pas, en a fait aussi de véritables universités populaires ; ces athénées, chacun avec ses particularités seront dénommés Athénée Rationaliste, Libertaire, Républicain, Populaire, Encyclopédique, Polytechnique ou Maison du Peuple, etc... Sur la voie de cette consolidation, il ne fait aucun doute que les Athénées constituèrent une part extrêmement importante de la pensée critique du pays. De cette manière, non seulement ils se trans-

Chaque quartier des grandes villes et chaque village reçut son Athénée libertaire.



Légende de l'affiche : **Jeunes ! Vous êtes l'espoir de demain. Rejoins l'athénée libertaire culturel du syndicat des transports. Militants aidez-nous, ne trahissez pas notre enthousiasme, ne freinez pas notre dynamisme**
Castilla | 1937 | 100x70

formèrent peu à peu en tribunes de la culture populaire, mais ils servirent aussi de plateforme à l'action politique dans un pays déchiré. En se substituant à l'État comme éducateur du peuple (de façon conjointe aux syndicats anarchosyndicalistes de la CNT et à quelques groupes républicains), ils transformèrent l'ouvrier en autodidacte critique, capable de faire face au fascisme durant trois ans. À lire les mémoires du général Mola dans « Lo que yo supe » – qui traite de la période durant laquelle Mola fut Directeur général de la Sécurité durant la dictature de Primo de Rivera – on comprend parfaitement contre qui se souleva l'armée les 17 et 18 juillet 1936 en Afrique. La raison en est la connaissance que le peuple était en train d'acquérir ; cette connaissance de tous les concepts fondamentaux de la vie donna une capacité et une facilité de compréhension et de raisonnement aux hommes et femmes du milieu ouvrier, et ce savoir avait été acquis en grande part dans les Athénées convertis comme nous l'avons dit auparavant en universités populaires. Sans aucun doute se forgeait la capacité de gérer une nouvelle société. Et cela, ni les militaires ni le clergé ne pouvaient le tolérer. Les Athénées de la période républicaine n'eurent guère le temps de se développer, il leur fallut fonctionner dans une période agitée, leurs militants furent constamment inquiétés, persécutés, incarcérés ; par exemple l'emblématique Athénée Faros dont nous avons parlé auparavant vit, durant cette période (1931/1936) ses locaux fermés 4 ou 5 fois. Puis vint la longue nuit du franquisme durant laquelle l'imagination fut comprimée, brisée, lapidée, où tous les Athénées mentionnés plus haut virent leurs locaux fermés, leurs militants persécutés ou assassinés, leurs modestes biens détruits et une bonne partie de leurs bibliothèques brûlée. La terreur dessécha le terrain des idées, et la peur s'empara des nouvelles générations.

Ce temps-là parut éternel. Une fois rétablie la démocratie en Espagne en 1976, le destin des Athénées ne fut pas très différent de ce qu'il avait été sous le franquisme. Nous voyons ainsi comment les politiciens s'empressèrent d'installer le nouveau système démocratique, mais rejetèrent dès le départ l'idée d'appuyer et de rétablir ces forums de débat et de culture populaire qu'étaient les Athénées, les Centres républicains et tout autant les Maisons du peuple socialiste que connut la République. Face à cette situation, la charge reposa sur les épaules de jeunes habitants des quartiers populaires et de jeunes anarchistes, qui créèrent des Athénées populaires comme libertaires, mais devant l'incompréhension d'une société manipulée par les médias et terriblement matérialiste, ceux-ci manquèrent vite de l'espoir et de l'énergie avec lesquels ils avaient été reconstitués. De plus, dans le cas des Athénées libertaires se posa le problème de l'appartenance de leurs affiliés au syndicat CNT, et, une fois passée l'effervescence des premières années de liberté démocratique, la dépendance de l'athénée au syndicat eut pour effet d'y reproduire les conflits internes à la centrale anarchosyndicaliste, au point que dans les années 80 seuls subsistèrent quelques noyaux athénéistes sur tout le territoire espagnol.

Il est donc important de signaler qu'en 1976 et dans les années suivantes, les nouvelles institutions décidèrent que le vieux modèle associatif républicain de coopératives, athénées et forums n'était désormais plus valide. Elles discréditèrent par tous leurs moyens cette part de l'initiative populaire qui avait eu tant de poids durant la période républicaine et qui à présent était niée et ignorée, et ne permirent pas aux Athénées de récupérer leur patrimoine exproprié. L'étape suivante sera de vider de leur contenu une bonne partie des associations d'habitants. Et ainsi commence le processus de domestication civique et culturelle qui, en Catalogne, passe par la construction des Centres Civiques. Avec le temps, ils se sont transformés presque tous en maisons (parkings) pour les vieux ou les enfants, et ne diffusent tout au plus qu'une culture du divertissement et du folklore. Et tout ceci soigneusement contrôlé et dirigé depuis les institutions (...) Concernant les Athénées libertaires d'aujourd'hui, squats pour la plupart, nous voyons qu'ils ont leur propre philosophie de vie. Et s'ils ne se qualifient pas ouvertement de libertaires, leur rébellion les dénoncent comme héritiers d'un référent historique qu'ils peuvent rejeter ou méconnaître mais qu'ils devront tôt ou tard découvrir. Croire en l'an 2006 à l'athénéisme implique de comprendre et de récupérer la pensée d'un homme comme, par exemple, Antonio Machado quand celui-ci déclara, au IIe Congrés national des Écrivains antifascistes qui se déroula en 1937 dans diverses villes d'Espagne : « Pour nous, défendre et diffuser la culture est la même chose : accroître dans le monde le trésor humain de la conscience qui veille ». **Manel Aisa, Ateneu Enciclopedic Popular**

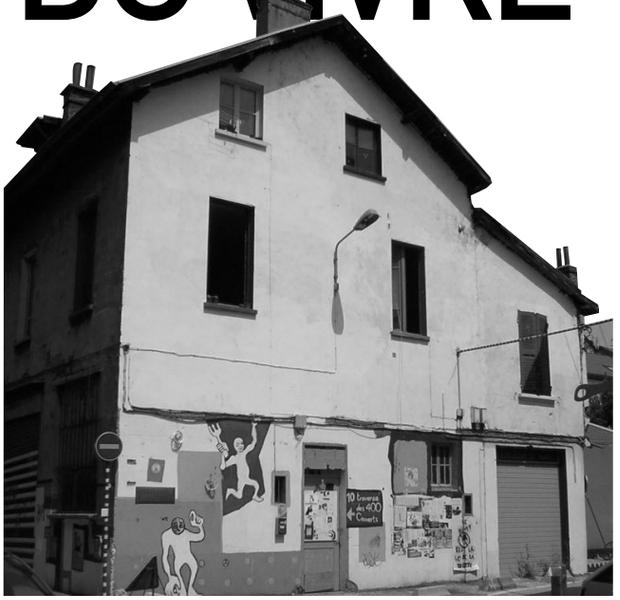
NAISSANCE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT
ET ABANDON DES EXPÉRIENCES ÉDUCATIVES EN RUPTURE

AVANT 1914, le débat sur l'école qui traverse le mouvement révolutionnaire se cristallise autour de deux positions. C'est, d'un côté, celle de l'anarchisme individualiste de Libertad : « Nous ne voulons pas de l'école laïque et nous refusons de marcher pour elle. L'école laïque est notre ennemie. La soutenir serait insensé, ne la défendons pas ! » (**L'anarchie**, 6 janvier 1910). De l'autre, celle des fondateurs du syndicalisme révolutionnaire dans l'enseignement qui se reconnaissent dans la prise de position de Gustave Hervé : « Notre école, l'école qui, seule, peut intéresser des hommes d'action, c'est, malgré ses imperfections, l'école laïque actuelle. » (**La Guerre sociale**, n° 24, 30 juin 1908). Dès l'origine, le syndicalisme enseignant délaisse toute idée d'éducation alternative à l'extérieur du système dominant pour privilégier le rôle de novateurs en matière pédagogique afin qu'ils puissent appliquer leurs méthodes dans des établissements considérés comme des laboratoires avant de conquérir l'ensemble de l'enseignement public. C'est tout le sens des expériences pédagogiques, de Paul Robin à Célestin Freinet.

EN OCCUPANT UN ESPACE À GRENOBLE, LES SQUATTEURS DES 400 COUVERTS ONT ORGANISÉ UN LIEU OUVERT PERMETTANT DE DÉVELOPPER UNE CULTURE D'AUTONOMIE

LA CULTURE DU VIVRE ENSEMBLE

RETOUR SUR L'EXPÉRIENCE DES 400 COUVERTS



AU DÉPART DE NOTRE GROUPE, il y en avait deux. L'un occupait sauvagement des recoins de la ville avec des arts de tous les acabits, et faisait courir des bruits sans subvention : à telle heure, tel endroit, des guides énigmatiques vous emmèneraient dans une cave du vieux centre transformée en un univers mirobolant et gratuit. L'autre groupe sortait d'une grève étudiante avec l'intime impression que cette période-là avait été plus riche en enseignements et en intensité qu'aucun de leurs cours en amphithéâtre, et voulait prolonger cette expérience extraordinaire, éprouvée dans l'occupation nuit et jour de la fac pendant plusieurs semaines, d'une lutte qui englobe toute l'épaisseur d'un quotidien, d'un quotidien qui à tous les niveaux est traversé par le politique. Après plusieurs voyages inspirants dans les squats de Genève et de Dijon, après des semaines de discussions et de visites nocturnes, un premier bâtiment fut occupé sous les fenêtres de son propriétaire furieux : une usine abandonnée de 5 000 m² en pleine ville. Quelques douloureuses expulsions et quelques mois plus tard, le collectif avait un peu changé, et démarrait l'occupation illégale de la traverse des 400 Couverts, une ravissante petite rue où seront retapées six petites maisons, pour y loger plus de 20 personnes, et y développer progressivement toute une série d'activités publiques, hors de tout rapport marchand ou institutionnel, hors contrôle : sérigraphie, vitrail, boxe française, self-défense féministe, danse, infokiosque, four à pain, repas de quartier, labo photo, filtrage d'huile de tournesol pour les moteurs, concerts, théâtre, marionnettes, informatique libre, débats, projections, zone de gratuité, cuisine végétarienne, échanges de savoirs, etc. Au bout de trois ans, la mairie ayant fini de racheter un à un tous les bâtiments de la rue, et détenant dès lors toutes les cartes en main pour ne plus tolérer un tel espace de liberté, déroula son artillerie (communicant-e-s, juristes, urbanistes, flicaille) et entreprit de gommer non sans résistances ce point rugueux du schéma de la ville. Rentabiliser l'espace, édifier des appartements pour les centaines d'ingénieurs que drainera le futur complexe voisin Minatec, insérer au milieu de tout ça le misérable quota de logements sociaux pour faire passer la pilule : le plan était ficelé.

Malgré tout, l'expérience des 400 Couverts fut exceptionnelle, de par sa durée, de par la variété de personnes qui la fréquentaient et la soutenaient, de par son inscription dans une inter-squat locale : la circulation était constante entre les 4 ou 5 maisons occupées de la ville, plusieurs tranches de lutte importantes ont été menées en commun. On a pu mesurer ce que peut signifier, en termes de rencontres, d'appui aux luttes, de ressources matérielles, d'expérimentation sociale et de présence politique, un grand lieu d'autonomie relié à d'autres, en plein centre-ville. Une culture critique, que certain-e-s habitant-e-s appelaient libertaire et qui en tous les cas porte des valeurs d'autogestion, d'écologie et de solidarité, a pu s'enraciner dans un espace-temps relativement important. Dans l'espace d'abord : le squat arrache une case à l'échiquier des urbanistes et plante sa culture de vie au milieu d'un quartier. Dans les dernières semaines des 400 Couverts, le regard des passant-e-s qui empruntaient la traverse, qu'il soit rivé à leurs pieds ou perdu dans les nuages, ne pouvait plus manquer les traces d'une illégalité assumée : inscriptions au sol, façades dorées graffitées ou repeintes en blanc, végétation luxuriante, table de festin suspendue à des poulies pour laisser passer les voitures, cheminées prolongées en plateformes et en vigies… Aucun-e habitant-e du quartier ne pouvait ignorer ces bâtiments dissonants, ces invitations politisées, ces adresses à l'imaginaire et aux sensibilités. Certain-e-s d'ailleurs se plaignaient de tant de couleurs et ne répondaient pas aux salutations, d'autres fréquentaient assidûment les repas de quartiers, fournissaient régulièrement la zone de gratuité, signaient les lettres de soutien. De l'intérieur du squat, une énergie conséquente (avec sans doute son lot de maladresses, d'excès ou de dissonances) était dédiée à l'attention des voisin-e-s et aux liens avec elles et eux. Et à travers ces contacts très quotidiens et très localisés, en-deçà même de nos tracts et soirées-débat, de par notre simple existence et de par les rebondissements de notre histoire que le quartier suivait d'un œil plus ou moins bon, nous portions forcément des questions politiques

1. Etant donné un contexte répressif fortement accru, certaines tentatives d'ouverture à Grenoble se sont soldées par des expulsions immédiates que leurs ordonnateurs ont réussi à faire passer pour légales, voir http://grenoble.squat.net.

2. DIY : « Do it Yourself » (« fais-le toi-même »), la culture anarcho-punk a fait de cette démarche une référence. À titre d'exemple, l'infokiosque aux 400 Couverts jouait activement son rôle de relais de brochures artisanales, photocopiées de la main à la main, supports de textes anarchistes et féministes, de modes d'emploi pour l'action directe, ou encore de débats sur les formes d'auto-organisation et de discussion. Il a aujourd'hui ré-emménagé dans le squat la Masure K, à Fontaine (banlieue grenobloise).

3. Dans les squats grenoblois, par exemple, se sont tenues (ou sont prévues) des rencontres queer/féministes, anti-répression, anti-carcérales, inter-squat, de réseaux activistes, concernant la préparation d'une action, etc… auxquelles participaient des personnes en provenance de différentes régions francophones ou européennes.

sur l'organisation de l'espace : qui décide de la ville ? qui est propriétaire de l'espace ? quel est le sens du loyer ? qui et quel projet a sa place au centre-ville ? quelle gueule aurait l'espace dans une société autogérée ?

La culture de vie des 400 Couverts s'enracinait donc dans l'espace mais aussi dans le quotidien. Chacun-e d'entre nous avait investi cette part intra muros du squat pour des raisons différentes ; néanmoins nous avions tou-te-s choisi de considérer la vie privée comme profondément politique. Les squats sont les derniers lieux où il s'agit de vivre, dormir, manger, gérer une économie, des événements politiques à 5, 10, 20, 30 au jour le jour. Peut-être s'agit-il d'un art de l'invention du quotidien : réapprendre à vivre à plusieurs, apprendre à défaire des situations quotidiennes de domination et de violences intégrées en s'autorisant à aller voir au plus profond de nos insatisfactions ou de nos colères.

Nous partagions une volonté de travailler sur comment on (dé)construit nos relations, nos intimités, nos subjectivités. Nous mettions en place des techniques nous permettant de modeler la relation.

Comment faire pour organiser l'espace de manière à assurer à chacun-e toute l'intimité qu'il lui faut ? Comment dénicher les « plans-récup », comment organiser notre temps en fonction d'eux, comment construire une carriole pour ramener plus facilement des trésors, comment trier et stocker ces arrivages incessants de légumes et de matériaux ? Comment faire pour que C. soit défaite de ce réflexe de nettoyer la maison systématiquement pendant que E. n'y pense même pas ? Comment faire pour que J. arrête de prendre la parole quand il a été constaté que d'autres ne savent pas parler ? Comment éviter que sa forte motivation devienne écrasante ? Comment faire pour que R. réapprenne à écrire quand d'autres sont devenus des spécialistes ? Comment faire pour communiquer suffisamment avant que les tensions ne s'accumulent, si V. estime que la colère doit avoir sa place parmi les modes d'expression possibles, alors que L. a une peur bleue de tout conflit ? Comment faire pour s'en sortir quand deux présences sont devenues incompatibles ? Comment créer entre nous des liens assez forts pour que les déprimes, maladies et manques d'argent ne soient plus des problèmes individuels ? Comment, à l'inverse, éviter de créer des formes collectives totalitaires, des routines « familiales », des ghettos repliés sur eux-mêmes ? Que faire avec nos comportements spontanés, quand d'un côté on voudrait leur permettre enfin de s'exprimer, et de l'autre, décoder et transformer les influences sociales qu'ils contiennent ? Comment trouver régulièrement des moments pour prendre du recul ensemble sur ce qu'on est en train de tenter ?

Les méthodes en usage finissent par dépasser le cadre intime puisqu'elles concernent la vie à plusieurs : par exemple certaines des règles du jeu de débats qu'on avait à la maison devenaient salvatrices lorsqu'elles étaient réutilisées en réunions publiques… Il y avait des règles qui parlaient et faisaient parler par leur radicalité : l'habitat non mixte, tenter les prises de décisions par consensus, le refus de négocier dans les temporalités des politiques locales, l'organisation économique…

Les nouveaux squats qui s'ouvrent à Grenoble comme dans d'autres villes méritent le plus grand soutien et réservent bien des surprises. Même si leur durée de vie est souvent plus réduite que celle des 400 Couverts [1], ils représentent, les uns autant que les autres et mois après mois, une brèche extraordinaire dans le modèle quadrillé qui gouverne nos villes et nos existences. Quant à leur expulsion, rageante, éprouvante, elle peut néanmoins se peupler, comme toutes les expériences de résistance et si les protagonistes décident de l'aborder ainsi, d'événements riches en termes de partages, de vécus, de possibles.

À l'intérieur ou à l'extérieur de ces espaces occupés, au-delà de leur durée de vie, une grande variété de projets permettent d'approfondir une culture d'autonomie et de garantir sa mémoire : l'édition de textes DIY [2], l'organisation de rencontres thématiques [3] ou de chantiers collectifs, l'élaboration de sites internet [4], la mise en place de sortes « d'universités expérimentales de proximité » [5], etc.

Une grande variété de projets permet d'approfondir une culture d'autonomie.

L'expulsion de la traverse des 400 Couverts a eu lieu en août 2005 – le même jour que celle d'un autre squat, la Kanaille. Peut être qu'après des expériences aussi intégrales et englobantes il s'agit maintenant d'apprendre à ne pas oublier les inventions qui ont émergé, d'apprendre à transformer ces inventions pour les maintenir actives. Mais peut-être faut-il surtout parvenir à créer de nouveaux cadres, comme ceux mentionnés ci-dessus, afin d'imaginer et d'expérimenter sans cesse ces manières de prendre l'espace, qu'il soit intime ou public.

En guise de signature… La traverse des 400 couverts à été le logement d'entre 15 et 25 personnes selon les époques. Ce texte a été écrit par trois de ses ancien-nes habitant-es. Il ressemble à un récit englobant l'ensemble du collectif mais ne saurait être simplifié de cette manière : aux 400 couverts, peut-être que le « collectif » était la somme de ce que nos subjectivités considéraient comme collectif.

4. Quelques menus exemples parmi d'autres :
- le site du réseau francophone des infokiosques : http://infokiosques.net
- le site européen sur les squats http://squat.net, et son antenne grenobloise : http://grenoble.squat.net
- des wikis utilisés pour creuser à plusieurs la réflexion sur un sujet, ou mettre en commun des astuces pour voyager en stop (http://wiki.boum.org/Totostop)…
- etc.

5. Comportant par exemple des propositions pratiques d'échanges de savoirs et des laboratoires de pensée collective inscrits dans la durée, au sujet de tel-le ou tel-le auteur-e, de l'histoire de telle lutte sociale, des méandres de telle forme de discrimination, du fonctionnement des médias dominants, de méthodes actives d'apprentissage, de la question du corps, de l'enfance, de la vitesse…

L'ENRACINEMENT
UNE VALEUR RÉACTIONNAIRE ?

UNE LUTTE émerge quand certaines personnes s'identifient comme partageant un vécu et une oppression commune, et décident de mutualiser puis dépasser leur expérience en tentant de bouleverser l'ordre établi. Toute lutte s'enracine dans la conscience d'une communauté d'oppression (conscience de classe, de genre, de race ou de précaires dans un fast-food). Par ailleurs, une communauté n'existe que quand un espace et un temps sont partagés, même s'ils ne sont que fantasmés. Tout groupe ne fait sens que parce qu'il mutualise un même « calendrier » et une même « cardinalité », comme l'écrit le philosophe Bernard Stiegler. Du collectif ne se crée que là où émerge, où se forge une histoire commune.

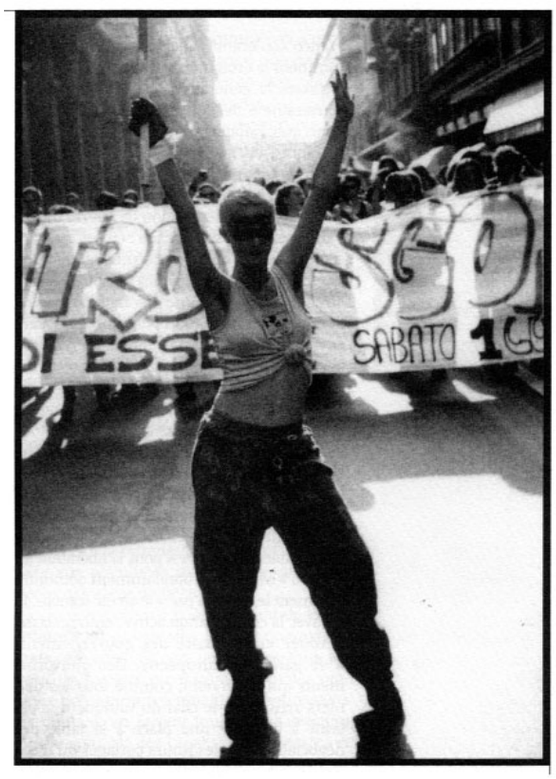
Or la vulgate contemporaine vante sans cesse les mérites de la délocalisation, de la vitesse, de l'instantané. On ne compte plus les pubs, notamment pour les nouvelles technologies numériques, qui martèlent l'immédiateté en tant que fin, à l'heure où la mobilité est devenue une idée positive. Cette idéologie n'est pas seulement mortifère parce qu'elle nie ce qui fait le sens même dans la vie : la durée, le fait que ça passe, et que ça reste. Cette idéologie est mortifère parce qu'elle vise la destruction de toute communauté enracinée. Le déracinement, qui remplace et infléchit l'idée de Progrès, est devenu un bien commun. Dès lors, la notion même de lutte est remise en question. L'idéologie contemporaine (mais aussi les pratiques salariales ou le management d'entreprise), en niant ce qui fonde tout groupe attaque non seulement l'essence du faire société, mais vide de sens l'idée même de politique. Là où immédiateté et mobilité passent, les luttes trépassent. Si toute idée de relation de longue durée avec autrui ou d'immobilité paraît coûteuse, alors la lutte sociale disparaît de l'horizon mental. À l'heure où l'idée même d'engagement (qu'il soit artistique, amical, amoureux ou même politique) devient suspecte, et où les technologies modernes nous entraînent chaque jour un peu plus vers le fantasme de la toute-puissance, il nous faut refuser ce modèle aliénant.

LES CENTRES SOCIAUX ITALIENS SONT INITIALEMENT AU CŒUR D'UNE CULTURE ET D'UNE PRATIQUE AUTONOME ET RADICALE. SARA, ITALIENNE RÉCEMMENT EXPATRIÉE, QUESTIONNE CE POSTULAT FONDATEUR DES CENTRI SOCIALI AU REGARD DE LEURS ÉVOLUTIONS POLITIQUES PLUS RÉCENTES.

L'EXPÉRIENCE DES CENTRES SOCIAUX

LES CENTRES SOCIAUX (*centri sociali occupati autogestiti : CSOA*) sont des expériences autour desquelles l'Italie a vu s'agréger une bonne partie de la contre-culture à partir des années quatre-vingt. Historiquement, ces expériences s'inscrivent dans la continuité des *circoli del proletariato giovanile* (ou CPG[1]) et des mouvements des années soixante-dix.

Si une forte mobilisation politique et des affrontements directs quotidiens caractérisaient ces années en Italie, les décennies suivantes sont marquées par une absence d'engagement politique, un vide de mobilisation et une perte drastique des forces et des pouvoirs de la part des protagonistes – institutionnels ou non – des luttes des années précédentes (syndicats, Lotta Continua, Autonomia Operaia, etc.). Le terme utilisé pour désigner cette période est révélateur : *il riflusso* (le reflux). Dans ce contexte, l'idée de la création des centres sociaux se présente « comme la seule possible réponse politique radicale à un contexte de vide politique : la seule initiative capable d'agréger jeunes et moins jeunes face au mal-être social et à l'individualisme ». Les groupes qui portent ces expériences sont composés à la fois par des militant-e-s historiques et d'autres moins politisé-e-s. L'idée est, selon les fondateurs du centre social florentin CPA[2], qu'après avoir perdu la bataille, il faut « repartir de zéro » : il s'agit maintenant de lutter pour des revendications qui puissent – sans forcément aspirer à des changements radicaux – influer au niveau local et dans la vie quotidienne.



MANIFESTATION DES CENTRES SOCIAUX DANS LES ANNÉES 90.

DU PLOMB DANS L'AILE

Afin d'élaborer et de proposer une alternative réelle au contexte dominant, il faut alors se réapproprier des espaces d'autogestion et d'autonomie. Ainsi, les CSOA perdent le caractère principalement politique des CPG pour se présenter comme espace de croissance politique, culturelle et d'agrégation sociale. « Leur création est nécessaire parce qu'il manque avant tout des espaces d'agrégation », disent certains fondateurs du CPA. Pour eux, afin qu'une large part de la population du quartier puisse s'y référer et s'y reconnaître, il faut toujours maintenir un équilibre entre le caractère politique et la constitution d'espaces de rencontre socioculturels. Les centres sociaux naissent donc, surtout vers la fin des années quatre-vingt, grâce à l'occupation de bâtiments ou de structures vides et inutilisées dans plusieurs villes d'Italie. Ainsi en est-il de Leoncavallo à Milan, Pedro à Padoue, Forte Prenestino à Rome, Peso à Turin, du CPA et de l'Ex-Emerson à Florence, etc. L'acte politique de l'occupation (en tant que rappropriation illégale des espaces) coïncide avec la lutte contre la spéculation immobilière et commerciale. Par exemple à Florence, en 1989, le CPA est né dans les locaux d'une usine abandonnée destinée à la construction d'un centre commercial (qui s'est finalement implanté en 2004, engendrant ainsi l'expulsion et la relocalisation du centre social).

La vie dans les CSOA tente de mêler caractère politique et agrégation sociale. Le but est avant tout de donner voix à une « contre-culture » et à une alternative non-marchande à la domination existante au travers de l'autogestion, de l'autoproduction et de l'autofinancement. Ces méthodes visent à empêcher toute récupération de la part des circuits institutionnels. Le dialogue avec les pouvoirs établis est ainsi systématiquement refusé (les premières années tout au moins). De nombreuses activités de culture « libérée » sont mises en œuvre selon de tels principes : laboratoires artistiques, séances de cinéma alternatif, répétitions musicales et concerts de groupes non-commerciaux, débats réguliers sur différents sujets, commissions de travail sur l'histoire des mouvements, radio et journaux indépendants, bibliothèques et librairies, etc. Aussi, leur fonctionnement se veut autogestionnaire et autonome. Les CSOA refusent (au moins en théorie) la hiérarchie et le lien direct avec un quelconque parti politique. Ils propagent un mode de vie collectif et autonome – qui trouve son expression dans les assemblées où les décisions sont prises en commun, dans le refus d'un porte-parole, dans la pratique des repas collectifs, dans l'ouverture à toutes et tous indépendamment de l'appartenance politique, dans la mise à disposition des espaces pour n'importe quelle activité (pourvu que son but soit autonome et non-lucratif). En ce qui concerne les engagements plus traditionnellement politiques, plusieurs tendances coexistent.

L'EXEMPLE DU CPA

Au CPA, dans l'optique de se constituer comme lieu de référence pour une alternative au paysage local, plusieurs luttes ont été conduites en accord avec les exigences de la population du quartier. Ces combats ont permis de créer une action et une mobilisation transversale. Alors qu'une lutte est depuis

Manif pour la défense du squat de Molino.

longtemps menée contre la spéculation immobilière dans les quartiers, un autre front s'est ouvert à l'encontre de la toxicodépendance et du trafic local de drogues. À cet égard, plusieurs commissions ont été mises en place, des actions et des mobilisations ont eu lieu grâce à la participation de la population du quartier et de la ville.

Par ailleurs, la volonté d'inscrire les luttes dans des problématiques nationales et internationales a toujours existé et jusqu'à peu, un réseau de coordination des différents CSOA était actif en Italie. Les thématiques abordées et les prises de position y étaient de préférence communes et collectives. Les coordinations antifascistes et les prises de position contre les différentes guerres (en rupture avec la gauche des partis politiques) se situent dans cette optique. Mais la coordination a cessé d'exister quand des divergences trop importantes ont émergé.

Pour autant, les centres sociaux constituent-ils une réelle alternative ? Sont-ils au moins le nœud d'une contre-culture qui dénoncerait le désolant spectacle politique contemporain ?

RÉSISTANCE OU NÉGOCIATION

Grâce à l'existence des CSOA, une certaine partie de la population peut effectivement concevoir la possibilité de pratiques autres, centrées sur l'autonomie et l'autogestion. Ce qui n'est pas négligeable. Les centres sociaux constituent donc au quotidien, surtout pour les plus jeunes, une réelle alternative non-marchande. Une telle culture autonome, dont les centres sociaux ne sont qu'une facette, irrigue de nombreuses luttes. Des collectifs politiques autonomes existent ainsi dans les lycées et universités. Chez eux, les pratiques d'occupation et d'autogestion, comme forme de lutte à l'intérieur même des bâtiments scolaires, est monnaie courante. À Florence, par exemple, ces collectifs font appel aux centres sociaux pour des collaborations ou tout simplement comme lieu de réunion.

Mais dernièrement, la radicalité de ces expériences s'est diluée. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, plusieurs centres sociaux ont opté pour une politique de négociation avec les institutions. Généralement, ils ont été « reconnus » et ont parfois reçu des financements par les mairies locales. Les conséquences de ce choix sont loin d'être anodines : la perte d'autonomie va souvent de pair avec la remise en question des positions plus offensives revendiquées au départ. Peu à peu, ces expériences se vident ainsi de leur radicalité et perdent leur sens originaire. Ces dernières années, quelques-unes de ces expériences sont notamment devenues des lieux de culte dédiés principalement à des expérimentations pseudo-artistico-culturelles, où l'adoration de la technologie (sous la forme de musiques techno-rave, de cyberpunk ou d'installations multimédias) se mélange avec une lutte visant à légaliser les drogues. Dans ce cadre, on est spontanément amené à se demander ce qui subsiste de revendications politiques.

Les centres sociaux, sommés de choisir entre répression par la droite et légalisation/négociation avec la gauche institutionnelle, se sont parfois montrés trop soucieux de conserver une large participation – de plus en plus réduite ces dernières années – et disposés à faire des concessions, pourvu qu'ils survivent. Ainsi, un membre du noyau dur de Leoncavallo, présenté sur les listes de *Rifondazione Comunista*, occupe une importante fonction au sein de la mairie de Milan. De la même façon, la gauche originairement liée aux centres sociaux s'est employée à discréditer ses éléments les plus radicaux : les *Disobbedienti* (ex-*Tute Bianche*) ont circonscrit leurs actes de désobéissance dans des actions trop souvent médiatisées et négociées avec la partie adverse.

Plusieurs tendances coexistent donc ces dernières années. Et tandis qu'une partie des CSOA se rallie à la « charte de Milan », mettant fin à l'interdiction de pactiser avec les pouvoirs en place, un bloc plus radical s'érige en contrepoint. Le CPA en fait partie. À Turin, en 2004, le *manifeste contre la légalisation des espaces occupés* réclame : « Celui qui veut réellement un changement radical ne peut pas chercher d'assurance, puisque la seule assurance que nous pouvons avoir est celle de conserver notre propre dignité d'individu révolté face à un monde où nous ne pouvons pas vivre libre. Le reste n'est que tragique ingénuité ou aliénante mystification de la vie. »[3] **Sara**

1. CPG : Groupes de jeunesse prolétarienne.
2. CPA : Centro Popolare Autogestito Firenze-Sud.
3. http://www.ecn.org/elpaso/distro/libri/elpaso_edizioni/legal.htm

« TAMURRIATA POLITIQUE » EN PAYS NAPOLITAIN

AU MILIEU des années 1960, Pasolini constatait qu'en 10 ans, la société de consommation avait réussi ce que 25 ans de fascisme n'avaient pu accomplir : une uniformisation culturelle sans précédent dans toute l'Italie. Mais quelques années après, la contestation révolutionnaire de cette société allait créer un intérêt nouveau pour le vaste patrimoine des cultures orales et traditionnelles encore vivantes, principalement dans le Mezzogiorno – qui se voit en outre secoué par de grandes révoltes comme celle des ouvriers agricoles de Battipaglia ou l'insurrection de Reggio Calabria en 1969. Des travaux de collectage furent entrepris, de la Lazio jusqu'en Puglia en passant par la Campania, visant à rendre sa dignité à ces cultures populaires méprisées par les élites. En 1974, ce travail trouva un aboutissement pratique avec la formation du **Gruppo Operaio E' Zezi**, a Pomigliano d'Arco, au pied du Vésuve, aux environs de Naples. Dans cette zone rurale, l'installation de l'usine Alfasud avait bouleversé l'univers mental et culturel. Un groupe d'ouvriers d'Alfasud décida de créer un collectif d'agitation musicale et théâtrale, à partir des traditions orales encore vivantes dans cette région. E' Zezi se produisait à l'entrée des usines en grèves, dans les manifestations ouvrières comme dans les fêtes de quartier, jouant de courtes scènes et interprétant des chants aux textes combatifs sur le rythme lancinant de la tammuriata, une antique musique de transe qui se joue sur des tambourins à sonnailles, au besoin accompagné d'instruments tels que violons, accordéons, bombardes etc. Après l'éclipse des années 1980, E' Zezi devint un groupe de scène, et enregistra deux disques, « Tammuriata dell'Alfasud » et « Vesuvio » : il continue toujours, cependant, à intervenir dans la rue dans cet esprit irrévérencieux et caustique de la plèbe napolitaine.

RENÉ BITTENCOURT EST MAÎTRE DE CAPOEIRA ANGOLA À SALVADOR DA BAHIA. IL TRAVAILLE À VALORISER, AUPRÈS DES JEUNES PAUVRES DE SON QUARTIER, LES PRATIQUES CULTURELLES AFRO-BRÉSILIENNES COMME AUTANT DE SOURCES D'ESTIME DE SOI POUR CONSTRUIRE UNE ESTIME DE CLASSE.

BIENVENUE DANS NOTRE **QUILOMBO** !

Propos recueillis par **Frédérique Dupuy**, Largo dois de Julho, décembre 2005
Mis en forme par **R.S.**

Quel travail développez-vous au sein de votre association, Acanne ?

J'ai fondé l'association Acanne[1] pour les besoins des enfants pauvres d'avoir un endroit où apprendre leur propre culture, où maintenir vivantes leur culture, leur identité, et les valoriser. Les afro-descendants, je crois, ont besoin de cette identité, d'abord pour s'aimer eux-mêmes. Les feuilletons brésiliens et la télévision ne donnent aucun Noir en exemple. La culture européenne, la culture de la télévision, est très forte dans les foyers du peuple pauvre brésilien. C'est très difficile, pour un enfant, d'allumer une télé qui n'est que blanche. Les histoires des livres sont toujours écrites pour des familles de classe moyenne, les histoires racontées parlent toujours d'une famille de classe moyenne qui a pour nounou une Noire, comme chauffeur un Noir. Aussi, j'ai invité, lors d'une rencontre des *guardiões da capoeira angola da Bahia*[2], que j'organise tous les ans, d'autres maîtres de capoeira à former aussi leurs élèves et la communauté de la capoeira en ce sens. J'ai également réussi à amener les personnes qui ont les secrets, le secret de la bonne cuisine bahianaise, des rites, pour raconter comment tout cela fonctionne et se transmet, le pouvoir de l'oralité. Car aujourd'hui, nous apprenons beaucoup la culture écrite, qui est importante, mais on ne peut pas perdre l'oralité comme référentiel du peuple noir.

Vous travaillez aussi avec des enfants des rues, avec le projet Axé...

Ce que je développe avec le projet Axé, c'est le travail de la capoeira dans le sens de favoriser l'estime de soi. Les enfants pauvres n'assument pas leur nez épaté, leurs lèvres épaisses, la couleur de leur peau comme une chose jolie, bonne. Noir ou Blanc, déjà tu es pauvre, tu vis dans un sale quartier, la discrimination raciale est très forte... La capoeira, dans ces communautés pauvres, travaille la musique, le corps, l'esprit. Elle travaille la coordination motrice, l'espace, la perception auditive, visuelle, elle travaille l'odorat, le toucher, elle t'apprend comment t'y prendre avec l'autre. Donc, quand tu apprends tout cela, tu apprends comment t'y prendre avec la « société »[3]. Une des choses importantes de la capoeira est, à travers sa musique, le corps, sa façon de bouger, d'esquiver, de montrer à ces enfants qu'ils ne sont pas « anormaux ». Parce que le problème est qu'ils pensent avoir un problème, qu'ils ne parviennent pas à raisonner rapidement, qu'ils sont inférieurs, laids, qu'ils n'arriveront pas à l'université. C'est le rôle de la capoeira de leur intimer qu'ils le peuvent.

Quel est le sens de la banderole qui accueille les visiteurs, Bem-vindos ao nosso quilombo[4] ?

C'est très fort, cela explique tout. Que tu sois Noir, Blanc, Jaune, Brun ou Bleu, soit le bienvenu. J'ai inscrit quilombo dans le sens de rassembler. Parce que les quilombos, au Brésil, rassemblaient des Indiens, des Blancs, des Noirs. Le Quilombo de Palmares rassemblait tout le monde parce que la société de l'époque était si cruelle que les Blancs pauvres, fils de Blancs et de Noires, étaient aussi considérés comme des esclaves. Et Palmares n'a pas refusé ces enfants parce qu'ils étaient blancs. Et ils se sont transformés en guerriers à la recherche de la liberté. Ainsi, le sens de quilombo ici est celui de rassembler les personnes qui sont à la recherche d'un monde meilleur pour tous. Je veux enseigner la capoeira pour cela. Elle est née pour cela, pour voir l'égalité, pour que tous puissent vivre en paix, vivre bien. La capoeira n'a pas été créée pour que deux capoeiristes s'affrontent, elle a été créée pour que le capoeiriste puisse affronter la « société ».

La capoeira comme forme de résistance...

Elle a été et est encore une forme de résistance. Nous avons encore l'esclavage mental au Brésil, nous avons encore un sérieux problème de racisme que personne n'assume, mais tout le monde sait que la discrimination existe. Il faut changer la société et les Noirs. La société va devoir nous donner notre espace, elle va devoir faire cette réparation.

Quels liens avec les autres pratiques de la culture afro-descendante ?

Si tu veux pratiquer la capoeira, tu dois comprendre aussi la signification de la cuisine, du *candomble*[5], des luttes des Noirs, l'importance des quilombos, tout cela imprègne la capoeira. Nous apprenons dans la capoeira à comprendre pourquoi nos parents n'ont pas d'argent, et nous apprenons à inverser le processus.

La capoeira est-elle menacée ?

Oui, il y a une menace très grande. Ici, à Salvador, dans certaines académies, il n'y a plus de Noirs qui donnent des cours ou parmi les élèves. C'est pourquoi je maintiens l'Acanne. J'en paie un prix élevé. Parce que je dois donner des cours gratuitement, les Noirs n'ont pas d'argent. Je paie l'eau, la lumière, l'espace est à moi. Je n'ai pas d'aide de l'État de Bahia, ni de subvention de personne. Je prends à la société

A LIRE

La commune de Palmares
B. Peret, Syllepse, 1999
Ce court ouvrage se présente comme un rapport sur les activités du quilombo de Palmares, et surtout de l'acharnement des gouvernements successifs à l'anéantir. Cette expérience émancipatrice durera plus de 70 ans et réunira jusqu'à 30000 personnes.

Brésil, la mémoire perturbée
Collectif Maïra, Ab irato, 1999
Ce recueil est une sélection de textes paru dans un fanzine brasilianistes animé par un collectif de capoeiristes hexagonaux. Une lecture actualisée anticapitaliste, anti-autoritaire et anti-impérialiste des mouvements d'émancipation d'esclaves, et de leurs conséquences sur de nouvelles formes de ghettoïsation.

riche [en y donnant des cours], et comme une sorte de Robin des Bois, je redistribue à la communauté pauvre. Sinon, il n'y aurait plus de Noirs, seulement mes enfants, si je commençais à faire payer. Donc, j'attire toujours l'attention des autres maîtres de capoeira sur ce point. Nous arrivons à être heureux, à sourire, même sans argent, sans une belle maison, sans le confort dans les bus, avec peu de sécurité. Si nous ne faisons pas attention, en tant que capoeiristes qui travaillons sur cette question de la culture afro-descendante, nous allons transformer cette culture en argent. Nous avons besoin d'argent pour la faire vivre, pas pour la transformer.

Vous avez parlé de la transmission orale des savoirs. Est-ce une faiblesse aujourd'hui ?

La faiblesse ne tient pas à l'oralité de la capoeira. Le problème est que le dominateur, la suprématie blanche, est dans l'école depuis cinq cents ans. Nous n'avons pas d'école. En revanche, nos enfants savent qu'on peut apprendre la lecture, l'écriture, que c'est important pour communiquer avec le monde, mais surtout ne pas oublier l'oralité. Par exemple, au Cap-Vert, ils n'oublient pas la tradition orale, ils continuent à parler le créole, et ils n'ont pas d'école pour apprendre ça. C'est important, car ils ne perdent pas leurs référentiels. L'importance de l'oralité pour la culture des afro-descendants est fondamentale car il y a encore des gens qui ne savent ni lire ni écrire. On va leur apprendre que l'oralité est importante au même titre qu'apprendre à lire et à écrire. Mais accéder à la culture écrite permet de comprendre le discours de l'autre, et donc de savoir lui dire non. Zumbi[6] connaissait le discours de la société dominante, comme Bob Marley ou Luther King. Si tu ne connais pas le discours, ils arrivent à monter un Noir contre un autre, dans les mesquineries qu'ils utilisent pour retirer l'estime des Noirs. Chaque fois qu'un Noir entre à l'université, la société se sent menacée. C'est une place de moins pour eux.

Comment envisages-tu la relation avec les élèves ?

Je crois que tout éducateur doit avoir avec ses élèves une relation d'échange. Les deux ont le savoir. Ce n'est pas le maître qui détient le savoir et l'élève, rien. Nous sommes deux personnes dans le besoin, avec des manques. J'ai besoin de transformer le monde et il a besoin de comprendre l'importance de cette transformation, parce que lui aussi veut transformer le monde.

Tu crois donc que la capoeira peut changer le monde ?

La capoeira peut changer le cours de l'histoire. Elle le fait déjà ! Je suis un rêveur. Aujourd'hui, nos enfants connaissent la vraie histoire du peuple africain, celle qui a délivré les Noirs. Il y a dix ans, nos enfants croyaient que c'était Isabel qui avait libéré les Noirs. Aujourd'hui, nous savons que c'est toute la société africaine qui a libéré les Noirs au Brésil. Imagine, tu es noir, tes parents sont pauvres, tu vas à l'école et là, tu apprends que la princesse Isabel, une femme blanche, a libéré les Noirs. Tu vas regarder tes parents et leur dire, comment ? Mes grands-parents, mes aïeuls n'ont rien fait ? Nous sommes une race de lâches, soumise, nous n'avons pas le courage de lutter ? Tu allumes la télévision et les reines blanches apparaissent dans le feuilleton, avec un Noir dans le rôle du voleur ou du domestique...

Transmettre les valeurs de la culture afro-descendante est une façon de motiver une libération ?

À partir du moment où tu connais ta culture et que tu la valorises, tu es plus fort. D'autant que ça fait cinq cents ans que la société tente de fragiliser la culture du peuple africain. Parce qu'ils savent que notre culture est très forte. Un homme peut donner sa vie pour sa culture, pour ce en quoi il croit. Si tu n'as pas de culture, tu ne vas croire en rien. Les grands leaders sont apparus comme ça, parce qu'ils croyaient en quelque chose. Si tu ne crois en rien, tu vas mourir de la drogue ou la police va te tuer. Et comme ici au Brésil, seuls les pauvres et les Noirs meurent d'overdose ou d'assassinats policiers... alors, nous allons mourir. Si nous fortifions cela, nos enfants, même s'ils ne sont pas du *candomble*, même s'ils ne jouent pas la capoeira, vont se sentir importants. Mon association n'est pas une « fabrique » de capoeiristes. Ici, nous formons des citoyens. Je dis aussi souvent que l'important pour les Noirs est d'être toujours en mouvement. Je ne veux pas dire simplement marcher ou jouer la capoeira, non... en mouvement, c'est articuler des choses, apprendre. C'est difficile pour la société de te capturer, de te dire qu'en tant que Noir, tu ne peux pas dépasser telle limite. Si tu ne crois en rien, c'est plus facile de te corrompre. Mais si tu as un idéal, c'est plus difficile. ■

1. Acanne (associação de capoeira angola navio negreiro).
2. Les gardiens de la capoeira angola de Bahia.
3. « Société » est employé ici dans le sens de « société dominante » (ndlr).
4. « Bienvenu dans notre quilombo ». Le terme quilombo désigne les communautés de Nègres marron, c'est-à-dire d'esclaves noirs fugitifs. Certaines de ces communautés ont regroupé des milliers de personnes au sein de républiques et se sont perpétuées jusqu'à nos jours.
5. Religion afro-brésilienne.
6. Zumbi « des Palmiers », esclave fugitif, animateur et défenseur du quilombo des Palmares.

JORGE AMADO ET « LA BOUTIQUE AUX MIRACLES » : UNE LITTÉRATURE PROLÉTARIENNE BRÉSILIENNE ?

LA FRESQUE POPULAIRE dépeinte dans un des plus puissants ouvrages de J. Amado, **La boutique aux miracles**, aborde la question de la légitimité de la production de connaissance. Amado y met en scène la société savante brésilienne d'avant guerre, propagandiste de la suprématie blanche, face à un simple appariteur autodidacte, Pedro Archanjo, qui puise ses connaissances aux sources des pratiques populaires, généralement réprimées (candomblé, carnaval, capoeira, ...). Au-delà du combat virulent qui oppose la promotion du métissage à la justification scientiste et culturelle de l'apartheid, on saisit dans cette épopée prolétarienne la manière dont l'académisme bourgeois vient dévaloriser activités et règles de vie populaires. Amado fait promotion de la science du peuple, sans faire de populisme ou de misérabilisme. Il décortique les mécanismes sociaux de domination culturelle qui oeuvrent à cimenter le consensus autour de valeurs de la classe au pouvoir. Par ailleurs, ce récit est un plaidoyer pour la mise en confiance du savoir des pauvres par les pauvres eux-mêmes, comme vecteur de reconquêtes des territoires antagoniques perdus. Dans cette perspective, on doit faire un retour sur la dévalorisation de la culture orale, à l'unique profit de la culture écrite, opérée par les bourgeoisies industrielles alors que le monde se marchandise. D'ailleurs, il n'y a longtemps pas eu de mot particulier pour désigner la somme de comportements, d'usages et de références communes qui donnaient cohésion à la vie des citadins comme des ruraux. On parle de culture à partir du moment où ce monde commence à être attaqué, en tout cas dévalorisé. Ne serait-ce pas le commencement de l'emprise des valeurs bourgeoises sur les dominé-e-s ?

LOIN DE LA CONTESTATION NIMBY[1] DÉCRITE PAR SES DÉTRACTEURS, LA LUTTE DES HABITANT-E-S CONTRE LE TGV LYON-TURIN DU VAL SUSA MÊLE PRÉOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES, POLITIQUES ET SOCIALES.

Les montagnards contre le monstre d'acier

Extrait de la revue **a-revista** n° 309 et 313.

LE TRAIN À GRANDE VITESSE, qui dévaste déjà d'amples territoires de la péninsule, s'apprête à débarquer dans le Val Susa, région par ailleurs traversée par deux routes nationales, une autoroute monstrueuse et une ligne de train internationale. Un train lancé à 300 km/heure rendrait la vallée invivable, alors même que les trains pendulaires sont relégués sur des lignes à voie unique laissées à l'abandon car trop peu rentables. Ces travaux publics destinés à transformer une des plus belles vallées alpines en désert risquent fort de devenir réalité, malgré la solide résistance de ses habitant-e-s. Ces dix dernières années, nombreuses ont été les manifestations, les réunions et les assemblées populaires permettant à la grande majorité des habitant-e-s de marquer clairement leur opposition à un projet destiné à n'apporter que pollution et destruction. Les initiatives se sont multipliées ces derniers mois devant l'imminence des travaux à Venaus, où l'on s'apprête à creuser le premier tunnel de service de 9 kilomètres, relié aux deux principaux « conduits » de 52 kilomètres. Les deux tunnels, qui doivent traverser la montagne entre Venaus et Saint-Jean-de-Maurienne provoqueront des dégâts environnementaux considérables (destruction des nappes, extraction d'uranium et d'amiante, etc.). Il s'agit, comme le disent avec « fierté » les firmes qui ont remporté l'appel d'offres par le biais de la société LTF (Lyon-Turin Ferroviaire), de réaliser une ligne conçue pour la plaine (avec une inclinaison d'au maximum 12 %) en montagne (le massif en question, l'Ambin, fait 3 500 mètres d'altitude). Ces entreprises ont déjà une grande expérience en matière de dévastations environnementales : la firme qui a remporté l'appel d'offres pour la construction du tunnel de Venaus, la CMC, une coopérative rouge de Ravenne, a déjà prouvé son talent dans le bassin du Mugello, où elle est poursuivie en justice pour avoir détruit des nappes phréatiques et généré ainsi de graves pollutions. Début mai, alors que les affrontements entre la population, LTF et les administrations régionales et provinciales semblaient s'engager dans une voie sans issue, la nouvelle présidente « de gauche » du Piémont, Mercedes Bresso, a convoqué les maires de la vallée et les représentants du gouvernement pour trouver un peu d'argent avec lequel acheter la paix sociale. Les journaux ont parlé de fonds destinés à des biens culturels, sans plus de détail [...]. Ces messieurs espèrent qu'en arrosant les administrations locales, au budget limité, ils pourront ouvrir des brèches dans un front de lutte qui s'est montré jusque là très compact. Au point que, à l'occasion des récentes élections régionales, les comités du Val Susa se sont prononcés pour l'abstentionnisme électoral. Aucun-e maire ne peut espérer dans ces conditions faire une longue carrière s'il ou elle ne prend pas clairement position contre le TGV [...].

1. NIMBY, Not In My Back Yard, c'est-à-dire « pas dans mon jardin ». Expression qui désigne les propriétaires qui ne souhaitent pas voir des constructions publiques chez eux, sans s'y opposer si elles se font chez leur voisin.

UNE LUTTE POLITIQUE ET CULTURELLE

La lutte qui se déroule dans la vallée n'est pas seulement environnementale, elle est aussi politique, économique et culturelle : à travers elle, c'est le destin de toute une population qui se joue, une population confrontée à une mondialisation brutale, et qui n'est qu'un petit obstacle sur la « route » destinée à relier toujours plus vite Turin à l'Europe. Mais les habitant-e-s ne sont pas d'accord, et malgré le soutien apporté au TGV par la gauche comme par la droite, malgré les énormes intérêts en jeu, ils continuent de se battre pour leurs maisons, leur santé et le droit de leurs enfants à grandir dans

un milieu sain. L'autoroute de la Maurienne, construite malgré l'opposition de nombreux habitant-e-s, a déjà causé des dégâts environnementaux et détruit des emplois et des services, rendant toujours plus difficile la vie des communautés du Val Susa. « Là où se dressent aujourd'hui les pylônes de l'autoroute, raconte un membre d'un des nombreux comités de la vallée contre le TGV, il y avait des prés et des élevages. Beaucoup d'entre nous ont perdu un paysage, un emploi, et ne peuvent plus vivre dans la vallée [...]. » Lorsqu'ils ont construit l'autoroute, ils nous ont raconté de belles histoires en nous promettant des emplois et des possibilités de développement touristique. Mais la population a appris à ses dépens que l'ombre imposante des pylônes qui plane sur les eaux nacrées du fleuve Dora et recouvre jusqu'aux toits des maisons, ne signifie en réalité que gaz d'échappement, bruit et assèchement des nappes phréatiques.

Les banlieusard-e-s n'utilisent pas l'autoroute parce qu'elle coûte trop cher : un aller-retour Susa-Turin est très coûteux. Les services publics se dégradent en permanence au profit de ces projets pharaoniques, ceux déjà réalisés comme l'autoroute, et ceux en voie d'être réalisés comme le TGV. Les petites gares n'ont plus de guichets et de salles d'attente parce qu'elles ne sont pas assez rentables : les banlieusard-e-s, les étudiant-e-s et les travailleurs-euses doivent donc attendre leurs trains dehors hiver comme été. La ville de Susa, où se trouve l'hôpital, quelques écoles d'enseignement supérieur et d'autres services, est desservie par une ligne secondaire qui fonctionne peu et mal. Si la ligne de TGV se met en place, la population aura de la peine à atteindre l'hôpital, mais des fusées lancées à 300 km/heure défileront pourtant toutes les 5 minutes en frôlant les habitations. Les études réalisées (mais jamais publiées ni diffusées) de trois éminents professeurs de l'Institut polytechnique démontrent qu'un train à grande vitesse fonctionnant à plein régime est semblable à un avion au décollage : il génère un vacarme insupportable. Il a été calculé que, pour ne pas subir les conséquences de ces nuisances sonores, il faudrait habiter à au moins 500 mètres des voies, ce qui signifie qu'il faudrait alors créer tout autour du tracé du TGV un désert d'un kilomètre de large. Or, la basse vallée est à certains endroits large d'à peine un kilomètre et demi, et elle est déjà traversée, outre l'autoroute, par les N 24 et 25, et par une ligne de train internationale. « Les TGV produisent un bruit discontinu et névrotique : élevez un enfant près d'une telle ligne, et il sera probablement retardé », explique le professeur Chiocchia, spécialiste en acoustique à l'Institut polytechnique de Turin. Les partisan-e-s du TGV cherchent à transformer la vallée en un espace vide, un couloir faisant défiler des trains ultrarapides destinés à relier entre elles des métropoles invivables et monstrueuses, faites de périphéries anonymes et de centres de direction. Mais toutes et tous n'y consentent pas. Il y a ceux et celles qui s'opposent à la dévastation de leur région et de leurs propres vies. Il y a les habitant-e-s du Val Susa, celles et ceux de la région ouest, mais aussi d'Orbassano, de Beinasco, de Mirafiori, de toutes les zones choisies pour accueillir le monstre cracheur de dioxine. Mais il y a aussi tous ceux et celles qui ne veulent pas de cette « civilisation » des ordures. Notamment à Turin, où l'opposition grandit [...].

L'ÉTÉ CHAUD DU VAL SUSA

L'été 2005 a été particulièrement long. Il a vu la population occuper systématiquement les lieux où une intervention liée au chantier du TGV était annoncée : outre Venaus, la prise de possession des terrains destinés aux sondages géologiques préliminaires par les techniciens de la société prestataire en charge des travaux, LTF, a lamentablement échoué à Borgone et Bruzolo. Partout, les techniciens, toujours accompagnés d'importantes forces de police, se sont retrouvés face à des centaines et des centaines de personnes qui les attendaient, et qui ont physiquement bloqué l'accès aux sites. La présence

militaire y est donc devenue permanente, et les habitant-e-s des villages se sont organisé-e-s pour assurer également une présence constante sur les lieux. La très vaste adhésion de la population aux initiatives de lutte prises conjointement par les comités No Tav et les administrateurs locaux a poussé ces derniers à tenter d'ouvrir une table des négociations avec le gouvernement national, ainsi qu'avec celui de la province et de la région. Il était pourtant clair depuis juillet que les Valsusin-e-s n'étaient aucunement disposé-e-s à régler ce conflit par une médiation, et que seule une action diplomatique subtile aurait pu tempérer leur résistance, et éviter ainsi un affrontement direct avec la police. Pendant des semaines, les maires et les présidents des deux communautés de montagne de la vallée ont tenté de parvenir à un accord qui permette de faire baisser la tension. À la fin de l'été, cela semblait chose faite : des négociations techniques auxquelles participèrent également des représentants désignés par les habitant-e-s de la vallée aboutirent à la prévision de tests de vérification sur la nocivité de la ligne à grande vitesse. Tous ont chanté victoire. Les maires et le président de la communauté de montagne, par ailleurs leader de la protestation, le démocrate de gauche Ferrentino, déclarèrent qu'on avait de cette façon stoppé l'avancée des foreuses ; tandis que, de l'autre côté, la gouverneure Bresso et le président de la province Saitta (centre gauche), tous deux supporteur-e-s fanatiques du TGV, soutenaient que ces tests étaient le premier pas vers la réalisation du projet. Cette table des négociations branlante, où tous utilisaient des cartes truquées, et à laquelle les comités No Tav n'avaient pas réussi à s'opposer de manière ■■■

AGIR

Le Collectif rhône-alpin contre le Lyon-Turin : **nonaulyonturin@no-log.org**

A LIRE

La revue A-Rivista en ligne : www.anarca-bolo.ch/a-rivista

Une manœuvre de criminalisation du mouvement est alors entamée et répercutée par la presse, la magistrature et les politiques. C'est un sale coup, et cela se voit.

■■■ décisive – révélant ainsi certaines difficultés à contrecarrer les initiatives des maires – a finalement été renversée par le ministre des Transports, Lunardi, lorsque celui-ci a décidé que les travaux devaient commencer immédiatement.
Après un mois d'incertitude, la fin octobre a vu la brusque accélération du projet que tout le monde craignait. Le 31 octobre, les techniciens de LTF auraient dû prendre possession de trois terrains situés dans des localités inaccessibles de la commune de Mompantero pour y effectuer des sondages géologiques. La route menant à ces terrains est étroite et difficilement praticable, et les sites se trouvent à divers niveaux d'altitude. Le plus élevé est à 1300 mètres. La police commence à bloquer la route quelques jours avant la venue des techniciens. Mais c'est sans compter les habitant-e-s de la montagne, qui débordent les policiers en grimpant le long des sentiers, qui avaient déjà été le théâtre de combats contre les nazis et les fascistes soixante ans auparavant. Pendant la journée du 31 octobre, les collectifs No Tav résistent à la police, qui à quelques occasions, use de la force et procède à des arrestations. Dans le même temps, les habitant-e-s de la vallée bloquent la circulation des trains de la ligne internationale Turin-Lyon en occupant à plusieurs reprises diverses gares. Une grève spontanée se déclenche : les travailleurs-euses délaissent bureaux et usines et descendent dans la rue pour protester. Partout retentit le slogan « No Pasaran ! ». À la fin de la journée, les hommes en uniforme lèvent le camp, déclarant que la journée est finie. La population les salue par des crachats et des cris railleurs. Dans la nuit, les carabiniers passent à l'offensive, et – alors même qu'ils s'étaient engagés à quitter le territoire auprès de la communauté de la vallée – ils se disposent sur un des sites en accrochant un filet blanc et rouge aux branches des arbres : une ruse qui ne reste pas sans réponse. La vallée se retrouve à nouveau paralysée le lendemain : les blocages des routes et des autoroutes s'enchaînent toute la journée, et culminent en fin d'après-midi avec le barrage des deux routes nationales et des voies de chemin de fer. Deux jours après se tient à Bussoleno une assemblée de près de mille personnes. Toutes sont profondément indignées par ce que les intervenant-e-s appellent sans mâcher leurs mots « occupation militaire du territoire ». Il est décidé d'appeler à la grève générale et de continuer les blocages et les occupations : façon de signaler que la répression policière, loin d'affaiblir leur détermination, l'a renforcée.
Le Val Susa devient une affaire nationale. [...] Une manœuvre de criminalisation du mouvement est alors entamée et répercutée par la presse, la magistrature et les politiques. C'est un sale coup, et cela se voit. Les articles de *La Stampa* et de *La Repubblica*, qui craignent que des franges violentes, des anarchistes, des squatteur-e-s et des antimondialisation « infiltrent » le mouvement, préparent le terrain aux déclarations préoccupées des politiques, qui parlent de « guérilla » pour décrire la résistance non-violente du 31 octobre. Cerise sur le gâteau, les fameux procureurs Laudi et Tatangelo sont finalement chargés de l'enquête visant à identifier et poursuivre les responsables des blocages de Mompantero. Apparaissent alors avec la régularité d'une horloge un tract complètement fou signé « Valsusa Rossa », à la gloire des BR, puis un paquet contenant de l'explosif et une charge non amorcée (donc inoffensive) trouvé sur la N 25. La presse se déchaîne en brandissant à nouveau l'épisode des trois anarchistes arrêtés en 98, et accusés d'avoir organisé des attentats. Un épisode tragique qui s'était conclu par le suicide de deux d'entre eux, Sole et Baleno, et par la condamnation du troisième à quatre ans de prison. Tous omettent de dire que cette opération, orchestrée par ces mêmes Laudi et Tatangelo, s'est révélée être un coup monté, désormais démonté depuis des années, notamment sur le plan judiciaire. Mais dans notre pays, les procès et les condamnations par voie de presse ne s'embarrassent pas des recours en appel. Criminaliser la résistance des Valsusin-e-s est tout ce qui leur importe, et ils cherchent pour cela à distinguer les bons des méchants, les habitant-e-s de la vallée des extrémistes turinois-e-s qui voudraient selon eux se saisir de la lutte pour générer des troubles et donner libre cours à la violence. Reste à savoir si ces manœuvres de criminalisation réussiront à diviser un mouvement que, jusqu'alors, ni les menaces des politiques ni la violence policière ni les provocations n'ont réussi à intimider. À Susa, le 5 novembre, quelques manifestant-e-s devant le cordon de police criaient : « Allez-vous-en ! », puis s'éloignaient en marmonnant : « Et dire que c'est nous qui les payons ». Certains raillaient la presse et ses manœuvres en se demandant entre eux : « Moi, je suis un anarchiste insurrectionnaliste. Et toi, tu es quoi, un squatteur ? ».
Maria Matteo (Traduit par Aurélie)

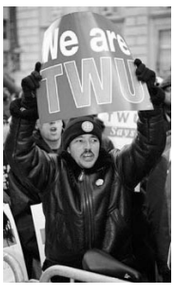
Des piémontais mobilisés

OUTRE la mobilisation contre le Tgv, les piémontais doivent également se battre **contre le projet de construction d'un incinérateur** dans la banlieue surpeuplée de Turin, ainsi que **contre les Jeux Olympiques d'Hiver 2006**. Ces derniers n'ont rien à envier au Tgv, et comptent déjà de nombreux travailleurs immigrés morts sur les chantiers de la ville. En marge du collectif, **Nolimpiadi**, constitué pendant les championnats de ski alpin en 1997, et destiné à réclamer des Jeux plus « éthiques », les anarchistes se mobilisent et multiplient les occupations et les manifestations, soutenus par les mouvements anti-Tgv. Un premier chantier antiolympique avait été ouvert le premier mai au siège d'Adecco, chargée de former les volontaires en charge de l'accueil durant les Jeux. La mobilisation des centres sociaux et de la FAI s'est poursuivie tout au long de l'année, et continue, malgré la trêve hivernale décrétée par la mairie pour sauver les Jeux : **Amianto : NO Tav, Diossina, NO Inceneritore, Uranio, NO Olimpiadi !**

ÉTATS-UNIS

LA GRÈVE NE POURRA JAMAIS ÊTRE ILLÉGALE

DEPUIS 1967, les fonctionnaires n'ont pas le droit de faire grève aux USA. Pourtant, les employés des transports new-yorkais n'ont guère eu le choix et ont rappelé que la grève est d'abord un acte illégal et légalisé par les pouvoirs publics sous la pression des travailleurs. Comme pour les grèves françaises, ne vous attendez pas à ce que les journaux hexagonaux vous informent sur les motifs du conflit social : « New York privé de shopping », « New York prend ses pieds » titrait la presse hexagonale. Car à Marseille comme à New York, les chauffeurs sont des fainéants ! De l'autre côté de l'Atlantique, ils refusent de bosser jusqu'à 62 ans à la place de 55 ans actuellement, et de voir leur paie diminuée pour financer leur retraite, soi-disant. En réponse, les dirigeants sont allés au tribunal et ont obtenu que le syndicat Transports Workers Union paie un million de dollars par jour de grève. Et les 33 000 grévistes se voient retirer deux jours de paie par jour chômé. Le dialogue social à l'américaine.



CHINE

LA RÉVOLTE DES CAMPAGNES

74 000, c'est le nombre de soulèvements et d'émeutes que la Chine a connus en 2004, selon les chiffres du gouvernement. Au miracle chinois dont nous parle les libéraux d'ici correspondent de nombreuses manifestations, notamment dans les provinces agricoles et ouvrières.
Fin 2005, des paysans se sont opposés à la construction d'une centrale électrique. Près de 2 000 policiers ont été chargés de réprimer ceux qui occupaient le chantier et défendaient leur position à l'aide de cocktail Molotov. Les affrontements de ce type, que ce soit contre la construction d'une industrie polluante ou la corruption de l'administration, se multiplient. La stratégie du parti est simple : arrêter les leaders et tuer quelques révoltés. Le dialogue social à la chinoise.

MEXIQUE

L'EZLN LANCE UNE COMMUNE À SAVEUR PIQUANTE ET REBELLE

L'AUTRE CAMPAGNE, initiée ce 1er janvier 2006 par l'Armée zapatiste de libération nationale, et qui va traverser tout le Mexique pendant les six prochains mois jusqu'aux élections présidentielles, mérite plus de considération que ceux que nous montrent les médias dominants. [...] Cette autre campagne convoque le peuple à parler de lui, de ses souffrances, de son quotidien ; à s'écouter les un-e-s les autres pour construire une nouvelle approche politique par le peuple, pour le peuple, avec le peuple. Le message est clair : abandonner la voix qui consiste à élire des hommes dont la seule préoccupation est leur intérêt personnel, arrêter de croire leurs promesses qu'ils n'accomplissent jamais à part quand il s'agit de dépouiller les peuples de leurs ressources naturelles au profit des multinationales et de dire enfin stop à un système qui dure depuis trop longtemps. [...] L'Autre Campagne est celle du peuple. Elle se veut un espace de prise de parole et d'écoute de celles et ceux qui n'en ont pas. Le 4 janvier 2006, au soir, sur la place centrale de San Cristobal de las Casas, le sous-commandant Marcos a laissé le micro aux démuni-e-s, aux travailleurs-euses qui se font racketter et courser par la police parce qu'ils et elles n'ont pas les moyens de payer un emplacement officiel ; aux femmes qui se font tuer, violer et malmener simplement parce que ce sont des femmes, aux jeunes qui survivent car ils n'ont pas eu accès à l'école. L'Autre Campagne n'est pas le show basé sur la figure emblématique de Marcos, comme veulent nous le faire croire les médias. Marcos se sert seulement de sa notoriété pour convoquer les gens à construire leur futur et un autre monde où chacun trouve sa place et respecte l'autre. Car, pour changer ce monde, comprendre les conditions de vie et la souffrance des trois-quarts de la planète n'est pas seulement indispensable, elle est primordiale.

Extrait d'un courrier de Celia Rouxel
[Mexico, 6 janvier 2006]

IRLANDE

APPRENEZ LE LETTON POUR ALLER EN IRLANDE

LA COMPAGNIE DE TRANSPORT Irish Ferries a récemment engagé 543 marins lettons et viré autant de marins irlandais. Puis elle a placé trois navires sous pavillon chypriote. Irish Ferries comptait payer les travailleurs immigrés 3,60 euros, deux fois moins cher que le Smic irlandais. Heureusement, une grève de trois semaines de la main d'œuvre irlandaise a permis d'augmenter leur paie au niveau local. Au-delà de la solidarité, cette grève permet de défendre le minimum social à l'échelle d'un pays. On nous avait dit, avec l'ouverture de l'Europe, qu'il fallait que l'Europe de l'Est se mette au niveau économique de l'Ouest, il semblerait que ce soit l'inverse qui se passe.

entretien PIERRE RIMBERT FAIT PARTIE DU COURANT DE CRITIQUE DES MÉDIAS. NOUS L'AVONS INTERVIEWÉ POUR LA SORTIE DE SON OUVRAGE SUR L'HISTOIRE DE « LIBÉRATION », QUI NOUS APPREND BEAUCOUP SUR L'ÉVOLUTION DU PAYSAGE MÉDIATIQUE FRANÇAIS.

Libération de Sartre à Rothschild

Propos recueillis par **Fuel**
Mis en forme par **Gildas**

Pourquoi avez vous choisi d'enquêter sur le journal « Libération » ?

Libération est un bon révélateur d'une série de transformations qui ont affecté ces trente dernières années les rapports entre le journalisme, le monde intellectuel et le monde économique.

La première concerne la politisation de la question de l'information. Au moment de la création de *Libération*, en 1973, la question de l'indépendance de l'information par rapport aux pressions de l'argent et du gouvernement faisait l'objet de mobilisations très importantes aussi bien de la part des intellectuel-le-s, des politiques que des journalistes eux-mêmes. C'était un temps ou les journalistes luttaient pour une information libre.

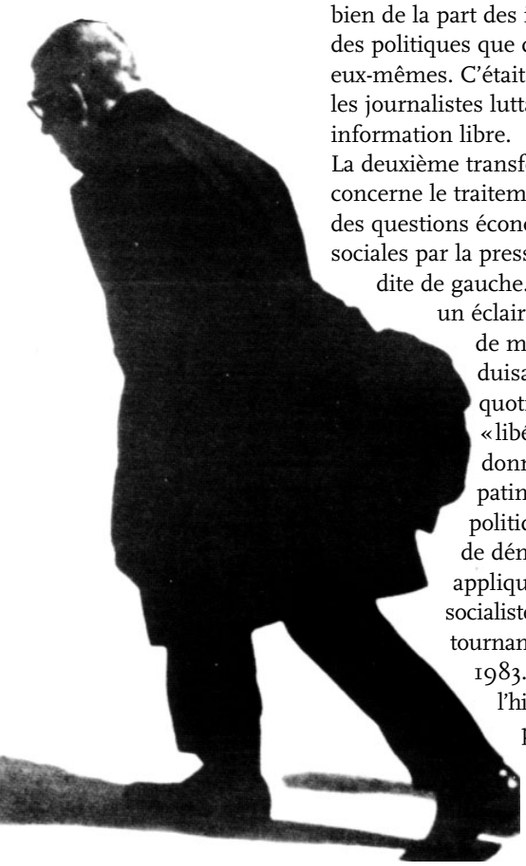
La deuxième transformation concerne le traitement médiatique des questions économiques et sociales par la presse quotidienne dite de gauche. *Libération* a été un éclaireur de la pensée de marché en introduisant dans la presse quotidienne la ligne « libérale libertaire », donnant ainsi une patine de gauche aux politiques de rigueur et de démolition sociale appliquées par les socialistes à partir du tournant libéral de mars 1983. En ce sens, l'histoire de *Libération* passé de Sartre à Rothschild, c'est un peu l'histoire d'une partie de la gauche française.

Enfin, *Libération* est un bon laboratoire des rapports entre la presse et l'argent : le rachat par le banquier d'affaires Édouard de Rothschild de près de 40 % du capital du journal fondé par Jean-Paul Sartre est emblématique de l'emprise croissante de l'économie sur la presse. Entre le printemps 2004 et le printemps 2005, les trois grands quotidiens français ont bouleversé leur actionnariat : *Le Figaro* a été racheté par Dassault, *Libération* a été recapitalisé par Rothschild, et *Le Monde* a été renfloué par le groupe Lagardère.

Ce qui est intéressant dans le cas de Libé, c'est qu'il naît d'une critique des médias.

Les dirigeants de *Libération* présentent souvent ce journal comme la créature d'une poignée de militants soixante-huitards particulièrement entreprenants. En réalité, *Libération* a d'abord cristallisé une critique des médias dominants qui n'avait cessé de s'intensifier depuis 1968.

L'un des points communs entre les étudiant-e-s du quartier latin et les ouvrier-ère-s de Renault, c'est qu'ils se méfiaient de la presse bourgeoise. Leur critique dénonçait dans le même mouvement le contrôle gouvernemental de l'information audiovisuelle, mais aussi le contrôle de la presse écrite par les industriels. La question de l'indépendance de l'information vis-à-vis de ces deux pouvoirs était une question politique de premier ordre, c'est-à-dire une question dont on pensait qu'elle pourrait se régler au moyen de mobilisations collectives. De fait, le *Libération* des années soixante-dix a d'abord été conçu comme une critique en acte des médias dominants. « Une embuscade dans la jungle de l'information », précisait le manifeste du journal en 1972. Ses fondateurs entendaient « lutter contre le journalisme couché ». Relire la déclaration d'intention est à la fois drôle et tragique quand on



L'existence de Libé prise en main par ses lecteurs

J.P. SARTRE : PARLONS !

« Nous avons refusé de devenir une entreprise industrielle et commerciale-associée à certains intérêts économiques. *Libération* échappe à ces servitudes, puisque ce journal se recherche aucun bénéfice et n'est soumis à aucune pression d'ouvrant sorte. Il peut parler là où les autres se taisent, il peut dire la vérité. Il décrète dans leur profit quel bien les lui doient, quotidiens que les grands économiques. A raison tel, des hommes s'adressent Hommes à d'autres hommes. Tout lecteur qui apprécie *l'Libération* contribuera à la sauvegarde de la liberté. De la liberté au pouvoir et aussi de la vérité propre, car ce journal est ouvert à tous ceux qui souhaitent s'exprimer et qui ne trouvent nulle part affirmer la possibilité de se faire entendre. *Libération* n'en est encore qu'à ses débuts, mais si le journal vous, il trouvera des moyens de plus en plus efficaces de donner la parole au peuple et de faire exploser le verbe. Vous tous, ses lecteurs, ses amis, faites qu'il survive.

Jean-Paul Sartre

POUR SAUVER LIBERATION

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

JE DONNE .....

Envoyez tout chèque, toute correspondance à *Libération*, 27 rue de Lorraine, Paris 19e. Libellez les chèques à L'ORDRE DE JEAN-PAUL SARTRE, en nom des Editions Libération.

songe à Serge July assoupi devant Christine Ockrent le dimanche soir à l'émission France Europe Express. « Aujourd'hui, la presse quotidienne donne la parole au patronat, aux politiciens, aux puissants, qui d'ailleurs financent cette presse, et elle se contente, quand elle ne peut pas faire autrement, de citer des bouts de phrases d'ouvriers et de paysans. Le quotidien *Libération* donnera la parole au peuple, et citera des bouts de phrases de puissants. Il renversera le monde de la presse quotidienne. » Vingt-trois ans plus tard, la première partie de ce texte est toujours d'actualité. En revanche, *Libération* ne donne plus la parole au peuple mais à Alain Duhamel, son chroniqueur politique, ou à Nicolas Sarkozy, qui inonde les pages « Rebonds » de ses tribunes.
Renverser le monde de la presse quotidienne, cela signifiait d'abord changer la façon de faire du journalisme : les rédactrices et rédacteurs ne se situent plus au-dessus des gens dont ils parlent. Ce sont des écrivain-e-s publics, les scribes du peuple. C'était aussi faire exploser les hiérarchies habituelles de l'information : l'équipe de *Libération* traitait en priorité les sujets négligés par ses confrères, comme les luttes sociales ; simultanément, elle négligeait les thèmes qui obsédaient et obsèdent encore les éditorialistes parisien-ne-s, comme le commentaire politicien. Ainsi, l'économie ne disposait pas d'une rubrique autonome : elle était traitée à travers le « social », où tout le monde voulait travailler. Renverser le monde de la presse quotidienne, c'était enfin renverser l'économie de la presse : pendant près de dix ans, *Libération* sera une entreprise autogérée.

À cette époque, les journalistes réfléchissent beaucoup au rôle social de leur métier.

Dans les années soixante et soixante-dix, les grèves menées par les journalistes contre la mainmise des propriétaires de journaux se succèdent. Même la rédaction du *Figaro* cesse le travail pendant quinze jours en mai 1969 ! Parallèlement, des mobilisations de longue haleine se structurent. Par exemple, des journalistes soucieux-euses de barrer la route aux industriels se regroupent au sein des sociétés de rédacteurs. Ces sociétés s'inspirent de l'expérience des journalistes du *Monde* en 1951 : ensemble, ils avaient acquis une partie du capital du journal afin de peser sur les décisions vitales de l'entreprise. À la veille de Mai 1968, le mouvement implique près d'un cinquième des journalistes professionnel-le-s. Il revendique une minorité de blocage dans le capital des journaux. Mais surtout, il exige pour les entreprises de presse un statut de sociétés à but non lucratif. Il s'agit rien de moins que de soustraire la presse à son fonctionnement de marché.
Le porte-parole des sociétés de rédacteurs, Jean Schwoebel, publie un livre *La Presse, le pouvoir et l'argent*, en 1968. Le vénérable Schwoebel explique : « Il faut bien comprendre que la liberté de la presse qu'invoquent si souvent tant de directeurs de journaux, dans les colloques, congrès et banquets auxquels ils participent, c'est en réalité la liberté de mener leurs affaires à leur guise ». À présent que le parti de la presse et celui de l'argent ont opéré leur fusion, ce genre d'analyse vous vaut à coup sûr une réputation d'ennemi de la démocratie. Mais en 1968, ce discours paraît banal, voire timide.

La question est pourtant fondamentale.

En interrogeant la propriété des journaux, les journalistes en lutte remettent en question la définition même de l'information : est-ce un service dû au public ou une marchandise aux contours définis par l'offre et la demande ? Le livre-manifeste de Schwoebel répond sans détour : « L'information est une sorte de service d'intérêt public ».
Cette question est tellement présente que moins d'un an avant que des militants d'extrême gauche ne lancent le journal *Libération*, le programme commun de gouvernement PCF-PS signé en 1972 constatait même : « Il existe une contradiction entre le caractère public de l'information et le caractère de plus en plus privé de la propriété des moyens d'information. [...] Tant qu'un petit nombre de groupes financiers pourra contrôler les moyens d'expression comme les moyens de production, on ne saurait parler valablement de la liberté de la presse. Il faut donc soustraire l'information à la domination de l'argent. » Ce genre de propos n'est plus tenu par les porte-parole de gauche, qui passent leur temps à parader devant des animateurs producteurs milliardaires.

Libération

GABIN EST MORT
GISCARD EST DANS LA MERDE
LE BEAUJOLAIS EST BON
LA FRANCE CONTINUE

ON A VENDU LES RELIQUES DE GABIN.

JE VIENS D'ENLEVER AUX ENCHÈRES LE KÉPI DE LA BAUSERA

L'AUTRE JOUR J'AI RÉUSSI À AVOIR LE KÉPI DE PÉTAIN

DITES, C'EST POUR QUAND, LA VENTE À CHAMBEY ?

SOMMAIRE

Peu à peu, les intentions de départ vont se transformer dans ce que Serge July, fondateur et actuel directeur du journal, va appeler la ligne libérale libertaire ?

Le parcours de *Libération* passé de Sartre à Rothschild éclaire autre chose qu'une série de conversions individuelles, à commencer par celle de ses chefs – Serge July, par exemple, passé du col Mao au Rotary, selon le mot de Guy ■■■

À ÉCOUTER

Vous pouvez retrouver sur le site internet d'Offensive l'interview de Mehdi Bâ, co-auteur de l'Almanach critique des médias publié aux Arènes en 2005. **http://offensive.samizdat.net**

■■■ Hocquenghem[1]. C'est l'histoire d'une conversion collective. Entre la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, l'auberge des luttes sociales qu'était *Libération* est devenu l'expression organique d'un embourgeoisement, le journal-mouvement du conservatisme branché. Les journalistes et leurs lecteurs-trices ont avancé d'un même pas sur le chemin du vieillissement social.
Ces membres des classes moyennes intellectuelles qui furent plus ou moins marginaux ont peu à peu obtenu des emplois stables, sauté une tranche d'imposition sur le revenu, fait des enfants, contracté des emprunts immobiliers, etc.
Une enquête de lectorat de 1982, réalisée pour les besoins de la publicité, montre que six lecteurs-trices de *Libération* sur dix sont passé-e-s par l'université (c'est beaucoup plus que la moyenne) et qu'un quart d'entre elles-eux se classent dans la catégorie «affaires et cadres supérieurs» (trois fois plus que la moyenne française!). Orthodoxie économique, excentricité culturelle et progressisme sur les questions de société, ce sont les fondamentaux de la ligne rédactionnelle du nouveau *Libération* qui paraît en mai 1981. En effet, le journal a essuyé une violente crise interne au début de l'année 1981. Une partie de l'équipe a quitté la rédaction et la parution s'est interrompue. La nouvelle formule de *Libération* va connaître un succès foudroyant: entre 1981 et 1988, sa diffusion quotidienne passe de 53 000 à 195 000 exemplaires. Avec sa ligne «libérale-libertaire», *Libération* a procuré à son public un sas d'acclimatation idéologique particulièrement douillet. Un peu comme dans un salon d'essayage, les lecteurs-trices pouvaient enfiler les costumes-cravates de la pensée de marché tout en restant à l'abri d'un rideau d'audaces artistiques, de «transgressions» sexuelles plus ou moins éventées et de bonne conscience de gauche. Le *Libération* des années quatre-vingt réunit dans un même journal l'apologie de la rigueur économique et les dernières tendances musicales; la célébration du libre-échange et les soirées déjantées dans les catacombes parisiennes.

1. Hocquenghem Guy, «Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary Club», Éd. Agone, 2003.

2. «Les années Libé», film de Michel Kaptur, France 2, 2 juin 1993.

3. Serge Halimi, «Les Nouveaux Chiens de garde», édition actualisée et augmentée, Éd. Raisons d'Agir, 2005.

«Libération» va aussi amener «la gauche» à se redéfinir?

Oui, et à se redéfinir précisément autour ce cet axe «libéral-libertaire», mâtiné d'humanitaire. En janvier 1985, *Libération* publie un long dossier intitulé «Être de gauche, c'est quoi?» (28.1.1985). Les questions du sondage qui fournissait la réponse méritent d'être citées *in extenso*: «À votre avis, est-ce qu'on est de gauche... 1. avant tout parce qu'on veut lutter contre le capitalisme et construire le socialisme? ... ou 2. avant tout parce qu'on croit à certaines valeurs (comme la justice, la générosité, la fraternité)?». Il n'y avait pas de troisième choix. Impossible en somme d'être simultanément anticapitaliste et généreux! Une moitié des sondé-e-s ayant logiquement opté pour la seconde proposition, *Libération* concluait que «la gauche de demain doit être plus libérale sur le plan économique et plus dégagée du modèle communiste»!

Son évolution est un bon moyen de comprendre les changements des médias.

C'est un peu le séismographe de la presse quotidienne française. Quotidien national le plus récent, il fut aussi le plus sensible aux transformations qui affectent le champ journalistique: l'emprise croissante de la télévision, de la presse magazine et des logiques multimédias. Il a été dans les premiers à s'allier avec la télé: avec TF1 pour couvrir le dossier décisif de «La drague sur la Côte d'Azur» en 1982, mais aussi avec France 2, pour lancer en février 1984 l'opération de pédagogie libérale baptisée «Vive la crise!». La télévision parle de *Libération*, et les journalistes de *Libération* parlent à la télévision. Jean-Marie Bartel, ancien rédacteur, se souvient: «J'ai vu apparaître la télévision comme l'interlocuteur muet – enfin, bruyant – pour faire la une. C'est-à-dire que dans le bureau de Serge [July], les années passant, eh bien, on ne faisait la une qu'à huit heures et demie»[2].
Mais l'histoire de *Libération* raconte aussi la transformation d'un groupe politique en entreprise de presse. Dans les années soixante-dix, c'était une entreprise autogérée. Les salaires y étaient égaux, le capital

1re grève à Libération

JAMAIS Libération n'avait été aussi longtemps absent des kiosques du fait d'un mouvement social. Après quatre jours de grève fin 2005, les salarié-e-s se sont soudain senti-e-s très proches des grévistes que les éditorialistes de **Libération** calomnient régulièrement. Et au délégué du Syndicat national des journalistes d'expliquer: «On découvre tout à coup ce qu'on raconte dans nos reportages sur les salariés d'Hewlett-Packard. Là, on les comprend. On apprend qu'il y a un actionnaire qui est en train de tailler dans le vif, simplement parce qu'il ne veut pas perdre de l'argent». Bizarrement, avant d'être eux et elles-mêmes les victimes d'un actionnaire, les journalistes de **Libération** ne comprenaient pas le sort des salarié-e-s licencié-e-s? Heureusement, «cette crise sans précédent montre l'urgence de réfléchir à un autre journal, plus en phase avec la société, plus ouvert à ses lecteurs aussi». Vu le profil des lecteurs-trices, les mouvements sociaux ne risquent pas de trouver un relais fiable dans l'ex-canard gauchiste d'ici longtemps.

était aux mains des salarié-e-s et l'assemblée générale constituait l'instance décisionnelle. Bien entendu, la publicité était proscrite des colonnes. En 1973, Jean-Paul Sartre, premier directeur du journal, déclarait : « Nous avons refusé de devenir une entreprise industrielle et commerciale » (17.12.1973). Entre 1981 et 1983, ces quatre piliers ont été mis à bas. Et de 1983 à 1996, 80 % du capital initialement détenu par les salarié-e-s est passé aux mains d'investisseurs extérieurs.

D'ailleurs, l'introduction de la publicité dans « Libération » est assez emblématique.

La publicité est introduite dans les pages de *Libération* en février 1982. C'est une rupture. Pas moins de dix ans auparavant, le manifeste du journal proclamait : « Il n'y aura pas de publicité car les annonceurs, en finançant la presse, la dirigent et la censurent ». Mais July présente cette compromission comme un acte de subversion. *Libération* ne se normalise pas, c'est « la publicité qui se normalis[e] définitivement en entrant dans *Libération* ». Non, *Libération* ne change pas, c'est « la publicité [qui] a changé » (*Libération*, 12.2.1982). Le jour où Libération accueille sa première page de réclame, July exhorte les industriels : « Soyez inventifs. Nous aimerions [...] que les annonceurs prennent avec nous le risque de la création, des audaces et des provocations » (16.2.1982). En acceptant la publicité dans ses colonnes, *Libération* accepte le principe de l'information-marchandise. Il ne s'agit plus seulement de vendre un journal à ses lecteurs et lectrices mais, désormais, de vendre celles et ceux-ci aux annonceurs publicitaires. Le tout en conservant l'image d'un journal provocateur et subversif !

Au-delà de cet ouvrage sur Libé, en quoi penses-tu qu'il est vraiment nécessaire d'avoir une critique des médias aujourd'hui ?

D'abord parce qu'ils ne le font pas eux-mêmes. Les journalistes n'informent pas ou peu sur le journalisme et sur les contraintes que le capitalisme fait peser sur lui. Ce ne sont pourtant pas les sujets d'enquête qui manquent ! Mais vous ne verrez pas au journal de 20 heures de sujets consacrés à l'obsession des journaux télévisés pour les faits divers ou à la mainmise d'un quarteron d'industriels milliardaires sur les médias français ; vous n'entendrez pas sur France Inter de reportage sur les ménages effectués par les animateurs de radio ; Europe 1 ne précisera pas que son directeur, Jean-Pierre Elkabbach, qui ne cesse de dénoncer sur cette antenne les « privilèges » des grévistes, est aussi le conseiller spécial pour la stratégie médias du groupe Lagardère[3].

Enfin, *Libération* ne porte pas à la connaissance de ses lecteurs-trices les propos de son nouvel actionnaire de référence, Édouard de Rothschild, expliquant que c'est « un peu une vue utopique de vouloir différencier rédaction et actionnaire » (France 2, 30.9.2005).Si le journal *PLPL* ou l'association Acrimed (et, plus épisodiquement, Le *Monde diplomatique* et *CQFD*) n'assuraient pas ce travail de critique, la presse jouirait d'une sorte d'amnistie permanente. Et la désinformation du jour ferait oublier celle de la veille. Le déchaînement d'invectives qu'on a observé à l'occasion de la grève des traminots de Marseille, puis de celle des conducteurs de RER, ne doit pas être oublié : il a sans doute pesé dans l'issue malheureuse de ces luttes. Quand la presse confirme son rôle de gardienne de l'ordre social, la critique des médias s'impose comme un impératif à ceux qui veulent changer le monde. Car les médias dressent un triple obstacle devant toute tentative de transformation de la société. Adossées à des groupes industriels ou financiers, les entreprises de presse ont intérêt à la perpétuation du régime économique ; issus pour beaucoup des classes possédantes et solidaires de ce milieu, les contremaîtres de l'information officient comme autant de relais d'opinion des puissants. Enfin, la grande presse charpente la bataille d'idées autour de problématiques accessoires (faits divers crapoteux, showbiz) et, simultanément, oblitère des questions essentielles (politique internationale, conditions de travail des salariés, luttes sociales).

Penses-tu que cette critique avance ?

Fort heureusement, la conscience collective de la médiocrité de l'information ne cesse de croître. Lors du dernier référendum, l'expérience concrète de chacun a pesé plus lourd que le babillage systématiquement réactionnaire des éditorialistes. Beaucoup de militants constatent qu'un travail de fond, patient, opiniâtre, est infiniment plus efficace que le théâtre des apparences médiatique. Mais tout le monde n'a pas cette lucidité : une partie des intellectuel-e-s, des artistes, des universitaires et des responsables politiques, associatifs et syndicaux est au contraire convaincue de l'impossibilité d'agir en dehors des médias qui les chouchoutent – et qui assurent la promotion de leurs livres, de leur personne ou de leurs spectacles. ■

« Soyez inventifs. Nous aimerions [...] que les annonceurs prennent avec nous le risque de la création, des audaces et des provocations »

Le Plan B

LE JOURNAL PLPL s'arrête et laisse place au journal **Le Plan B**, qui combattra toujours le Parti de la presse et de l'argent. Chaque numéro comportera aussi une enquête sociale et des reportages. **Fakir**, journal d'Amiens s'associe à la démarche. Contrairement à **PLPL**, qui était fait bénévolement, Le **Plan B** reposera sur une structure permanente. Une fois publié, chacun pourra dire que Valéry Giscard d'Estaing a menti en déclarant : « Le plan B n'existait pas et on attend toujours sa publication ».
Pour soutenir le projet écrivez à : PLPL, BP 70072, F-13192 Marseille Cedex 20 et mettez vos chèques à l'ordre de La Sardonie Libre.

À VISITER

Le site de l'Acrimed : **http://www.acrimed.org**
Acrimed est née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes. Son but : remplir les fonctions d'un observatoire des médias. On y trouve une information quotidienne sur la presse en France.

NOUVEAUTÉS

Normand Baillargeon
Lux, coll. «Instinct de liberté», 2005, 338 p.

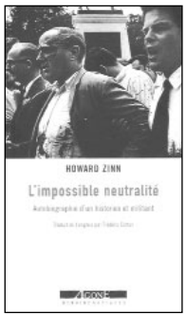
PETIT COURS D'AUTODÉFENSE INTELLECTUELLE

L'AUTEUR propose une initiation à la pensée critique dans une langue claire et accessible. D'abord, il présente les outils de la pensée critique que sont le langage et les mathématiques et leurs possibles détournements, mettant en garde le lecteur contre les paralogismes courants utilisés dans l'art de la fourberie mentale. Avec les mathématiques, il s'agit simplement de «compter pour ne pas s'en laisser conter» pour faire face à la dictature de la preuve chiffrée des experts aux ordres. Il s'intéresse ensuite à la justification des croyances à travers l'expérience personnelle et la science empirique et expérimentale, pour terminer par un chapitre roboratif sur les médias où il résume le modèle propagandiste des médias, proposé par Noam Chomsky et Edward Herman. Illustré par Charb, ce livre constitue une boîte à outils pour exercer son esprit critique face à tous les pouvoirs.

Fred Morisse
Editions L'Insomniaque
2005, 187 p.

ZUP !
PETITES HISTOIRES DES GRANDS ENSEMBLES

FRED MORISSE a grandi à Meaux, dans les grands ensembles de la région parisienne. Au travers d'une série de nouvelles, il nous raconte à la manière d'un Jean-Pierre levaray avec **Putain d'usine** son quotidien dans un quartier populaire. Par là même, il confisque la parole aux médias et autres sociologues pour raconter l'histoire de sa bande de potes à la fin du dernier millénaire.



Howard Zinn
Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton
Agone, coll. «Mémoires sociales», 2006, 374 p.

L'IMPOSSIBLE NEUTRALITÉ (AUTOBIOGRAPHIE D'UN HISTORIEN ET MILITANT)

DANS CE LIVRE, l'historien américain présente son autobiographie autour des deux thèmes qui ont marqué son itinéraire d'adulte : d'abord le mouvement pour les droits civiques des Noirs du Sud des États-Unis à la fin des années cinquante et au cours des années soixante, avec sa participation au Student Nonviolent Coordinating Committee ; ensuite celui de la guerre, avec sa participation à la Seconde Guerre mondiale et son opposition à la guerre du Vietnam – cette «victoire des êtres humains contre la puissance technologique». Il revient enfin sur son enfance à l'époque du New Deal, marquée par un éveil de sa conscience de classe, et son militantisme à l'université et ses conséquences comme défenseur inlassable de l'action directe non violente et de la désobéissance civile. Une vraie leçon d'histoire, sans fausse objectivité, qui est aussi une leçon d'optimisme pour nos temps difficiles !

Masanobu Fukuoka
Éditions Guy Trédaniel
2005, 202 p.

LA RÉVOLUTION D'UN BRIN DE PAILLE
UNE INTRODUCTION À L'AGRICULTURE SAUVAGE

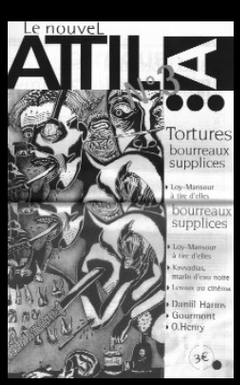
RÉÉDITION d'un passionnant petit ouvrage datant de 1978. Véritable plaidoyer pour un retour à un travail simple et de proximité avec la terre, il met à mal le réductionnisme scientifique appliqué à l'agriculture et pose les bases d'une méthode «naturelle» de culture des céréales, légumineuses, fruits et légumes. Sur une autre voie que l'agriculture plus ou moins productiviste et scientifisée, quatre principes, entre autres, sont mis au jour : pas de labour, pas de fertilisant chimique ou de compost préparé, pas de désherbage mécanique ou à l'aide d'herbicide, mais introduction et contrôle des mauvaises utiles et, finalement, pas de dépense en quelconque produit chimique. Tout cela dans le but d'économiser nos efforts, tout en favorisant l'amélioration de la qualité du sol travaillé et le respect des équilibres complexes de l'environnement cultivé.

Collectif
Carobella Ex-Natura
2005, 255 p.

POLITIQUES MIGRATOIRES, GRANDES ET PETITES MANŒUVRES

CET OUVRAGE a au moins deux mérites. Il comble le manque d'ouvrages qui paraissent sur le sujet de l'immigration, alors que ce phénomène mobilise énormément les luttes sociales auxquelles nous participons. Ensuite, il laisse la parole aux gens de terrain qui bossent avec les immigrants. À travers des expériences diverses (Sangatte, Roms, etc.), on arrive à saisir les multiples facettes du contrôle migratoire. Mais tous les auteurs ont en tout cas cette même perspective en commun : revendiquer la liberté de circulation.

REVUES



LE NOUVEL ATTILA
à parution aléatoire, http://lenouvelattila.site.voila.fr

FACE À une industrie du livre touchée par la consommation de masse, il n'existe que très peu de tribunes critiques alternatives. Et encore moins de revues qui s'attachent à mettre en avant des auteurs méconnus.
Le Nouvel Attila, au rythme de deux livraisons par an depuis 2004, veut «bouleverser le pré carré des feuilles de chou littéraires». Composé d'une vingtaine de pages dans un format tabloïd, chaque numéro comporte de nombreuses illustrations (photos et dessins) en noir et blanc.
La horde de rédacteurs passionnés chevauche loin de la steppe aride où règnent les marchands de livres.
Direction : «les lisières et faubourgs de la littérature».
Au sommaire, trois parties (critique, créatique et trafic) éveillent notre curiosité.
Il s'agit de créer une transversalité culturelle entre les époques et les genres.
Sans s'arrêter à une tribune, qui peut vite devenir figée, l'équipe du **Nouvel Attila** manifeste son intérêt pour le débat et les rencontres. Sont organisées, dans les bars et librairies de certaines villes (pour l'instant Paris et Genève), des lectures et des exhumations de pans entiers de la littérature. Progressivement, par le biais d'un prix littéraire, seront mis à disposition les trouvailles des ces chercheurs insatiables.
En attendant, le troisième numéro comporte une thématique centrale autour de la torture, abondamment illustré par des dessins de Noémie Barsolle, Anne van der Linden et Stéphane Blanquet.

George Orwell
Éditions Ivrea et Encyclopédie des Nuisances, 2005.

GEORGE ORWELL, ESSAIS CHOISIS EN DEUX VOLUMES

DANS LE VENTRE DE LA BALEINE ET AUTRES ESSAIS (1931-1943) TELS ÉTAIENT NOS PLAISIRS ET AUTRES ESSAIS (1944-1949)

LES ESSAIS choisis alternent entre critiques littéraires, articles politiques et récits autobiographiques. Dans un style volontairement clair et précis, les engagements pris sont à la fois pleinement assumés et finement argumentés. L'époque est celle du totalitarisme de la guerre. L'auteur s'en prend à ses ennemis habituels : la démocratie anglaise, la dictature communiste et ses soutiens, ainsi qu'à la censure et à son langage. Ces deux volumes complètent d'une manière impeccable l'oeuvre d'Orwell.

Noam Chomsky et Michel Foucault
Aden, 2006, 196 p.

SUR LA NATURE HUMAINE

EN 1971, Michel Foucault et Noam Chomsky débattent à la télévision néerlandaise de questions sur lesquelles ils se rejoignent. Ce débat entre deux grands intellectuels engagés confronte à la fois questions philosophiques et politiques. On y voit abordées successivement les questions de l'innéisme, de la nature humaine, de sa construction par le pouvoir, tout autant que celles, plus directement politiques, de la résistance, de l'anarchisme, de la révolution, de la justice, des classes sociales, etc. Un texte limpide et concis qui immortalise un grand moment.

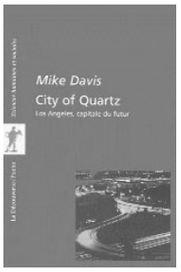
Anne Steiner et Loïc Debray
L'échappée
2006, 256 p.

RAF

GUÉRILLA URBAINE EN EUROPE OCCIDENTALE

EN 1972, alors que la jeunesse occidentale poursuit sa mobilisation contre la guerre du Vietnam, des bombes explosent aux quartiers généraux américains de Francfort et Heidelberg. Des soldats sont tués et des ordinateurs chargés d'assurer une partie de la logistique de l'armée américaine au Vietnam sont détruits. Pour la première fois, un groupe de lutte armée, la RAF, affirme qu'il ne représente que lui-même, qu'il est sujet révolutionnaire. Il attaque l'impérialisme au cœur même des métropoles, en Allemagne Fédérale. D'autres attentats suivront, contre des juges, des policiers, un groupe de presse. En 1977, le groupe s'attaque au «chef» du patronat allemand, un ancien SS chargé de hautes responsabilités sous le troisième Reich.
Cet ouvrage accorde une place déterminante aux écrits de la RAF et aux enjeux qu'ils sous-tendent. Les entretiens menés avec d'anciens militants, sympathisants et avocats permettent de retracer des itinéraires et de montrer l'importance des rencontres et du contexte pour l'émergence d'un groupe porteur d'une pratique aussi radicale.
[extrait du 4e de couverture]

INCONTOURNABLE



CITY OF QUARTZ LOS ANGELES, CAPITALE DU FUTUR

Mike Davis • La Découverte • 1998 • 392 p.

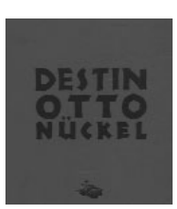
L'auteur montre dans cette œuvre référence comment l'histoire de Los Angeles est intimement liée à celle du capital. Une ville sortie de nulle part, développée uniquement par et pour des spéculateurs fonciers. Avec sa politique d'open shop (répression massive de toute contestation ouvrière), elle a réussi à attirer les industriels. L'auteur nous parle des jeux de pouvoir qui façonnent la ville : des groupes d'habitants de quartiers résidentiels, de l'influence du «Los Angeles Times», des intérêts industriels, etc. Le capitalisme local influe sur l'aménagement de la ville, avec la privatisation de l'espace public, la disparition de quartiers commerçants animés, l'étalement des banlieues résidentielles à outrance, etc. Si l'on imagine surtout Hollywood et son panel de «stars», on oublie souvent que LA comporte une classe extrêmement pauvre et miséreuse. Sur fond de haine raciale, puis de politiques sécuritaires, les quartiers ont été largement isolés les uns des autres, marquants de véritables frontières de classe. Le soleil ne brille pas pour tout le monde à LA.

BANDE DÉSSINÉE

DESTIN

Otto Nückel, Editions IMHO, 136 p.

EN REPUBLIANT Destin, les éditions IMHO nous font découvrir le travail graphique et narratif d'un artiste expressionniste allemand tombé dans l'oubli. Dans les années trente, Otto Nückel avait choisi de raconter la vie d'une femme du peuple peu à peu écrasée par les banales et sombres aventures qui traversent son quotidien. Et c'est sans paroles, en gravures sur métal, que Destin déploie les terreurs muettes d'une allemande anonyme.

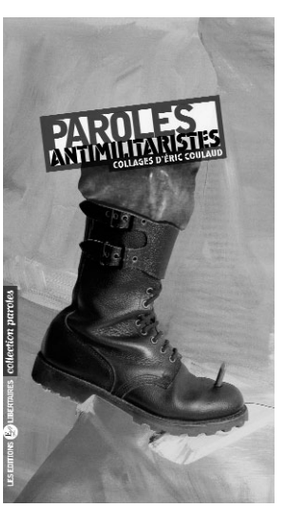


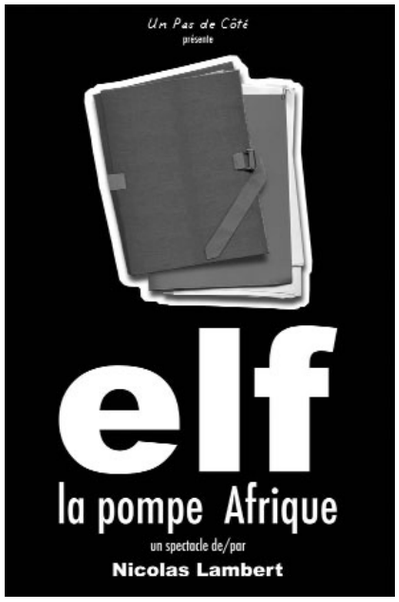
LIVRE ILLUSTRÉ

PAROLES ANTIMILITARISTES

Collages d'Eric Coulaud,
Editions Libertaires, 2005, 64 p.

LA COLLECTION Paroles propose une sélection de citations sur un thème qu'un artiste vient illustrer par des œuvres originales. Le deuxième titre de cette collection des Éditions libertaires a pour thème l'antimilitarisme. Les collages d'Éric Coulaud, d'une grande force, dénoncent la bétise militaire qu'elle soit celle de la «der des ders» ou celle des récentes guerres prétendument «propres». Ils constituent autant d'appels à l'insoumission et aiguisent encore un peu plus notre volonté de construire un futur débarrassé des armées et de leur cortège de valeurs virilistes. Les citations vont de la célèbre chanson «Le déserteur» de Boris Vian à des textes plus étonnants comme celui de Georges Clémenceau (première époque !) : «Le rôle social imparti au soldat est la servitude, c'est le dernier terme de l'asservissement machiné de la création humaine».





LA FRANÇAFRIQUE SUR LES PLANCHES

Après avoir assisté au procès mettant en cause Loïk Le Floch-Prigent, Alfred Sirven et quelques autres en 2003, le comédien Nicolas Lambert a voulu faire partager la comédie à laquelle il a assisté. Elf, la pompe Afrique est donc une pièce de « théâtre documentaire », et du meilleur. Seul en scène pendant plus de deux heures, le comédien nous livre un concentré captivant, quoique toujours pathétique et révoltant, de l'affaire. En virtuose, il habite tous les rôles, « croquant » accusés, juge et procureurs avec précision et un sens aigu de la mise en scène. Les répliques sont authentiques, le cynisme et la mauvaise foi aussi. Ce spectacle limpide d'une honnêteté exemplaire éclaire un épisode édifiant de la Françafrique. Car au cœur de cette farce immonde, se dessine le cadavre d'une République corrompue jusqu'à la moelle. Même si l'on rit beaucoup (plutôt jaune), on finit par éprouver la nausée. Mais aussi une certaine gratitude envers Nicolas Lambert qui prouve que le théâtre peut encore nous donner des armes pour y voir plus clair et nous aider à lutter. Leila

Elf, la pompe Afrique, de et par **Nicolas Lambert**. Tournée : en mars, à Pau, Granville, Audincourt, Paris 11e… ; en avril, à Strasbourg, Bordeaux… ; en mai, à Castelnaudary, Aubervilliers, Bain-de-Bretagne, Quimper, Montpellier… ; en juin, à Toulouse. À Paris : intermèdes musicaux avec **Seydina Insa Wade** ou **Nicolas Bacchus**. Infos : **www.unpasdecote.org**

Le texte de la pièce vient d'être publié aux éditions Tribord, avec une préface de François-Xavier Verschave et en annexe la « Déclaration de Paris sur les paradis fiscaux et judiciaires ». En sus, un CD avec un extrait de l'émission « Là-bas si j'y suis » et un morceau du collectif radio Fréquences Éphémères.

FOLKLORE DE LA ZONE MONDIALE

« FORMEZ DES GROUPES de rock libres », lançait François, le chanteur des **Bérurier Noir**, en clôturant l'Olympia de 1989. Quinze ans plus tard, alors que les Bérus se sont reformées et ont sorti deux dvd « Même pas mort » et, plus récemment, « L'Opéra des loups », l'idée a fait son chemin et le groupe a, finalement, crée son propre label : **Folklore de la Zone Mondiale**, FZM, pour les intimes.

Yann Derais (04

Musicalement très divers, le catalogue présente à la fois des groupes issus de la mouvance punk (**Ethnopaire**) mais aussi, et c'est peut-être là, le plus étonnant, des groupes relevant d'autres univers, plus axés vers l'électro (**Cellule X**, **Barbirooza**) ou le rap (**Hydra** qui mêle rap et musique orientale : somptueux). Pour Loran, guitariste des Bérus, très investi dans le label, « FZM est un laboratoire d'idées », un creuset où l'on peut retrouver de tout, aussi bien en matière musicale qu'en matière picturale puisque le label va sortir également des comics et édite, sur certains albums, comme c'est le cas sur celui d'**Ethnopaire**, des films, ici sous la forme de court-métrages ou de clips. Chaque album est un peu un ovni, une parcelle d'un univers parfois très particulier.

Plus généralement, la création de ce label pose une question plus large : comment diffuser de la musique sans en passer par une major aujourd'hui ? Comment toucher la diffusion chez les grands distributeurs de disques ? Enfin, est-il possible d'autogérer la musique dans le système actuel ? La réponse n'est pas toujours aisé dans un système perverti par la publicité et par les marges imposées par les majors. D'aucuns auront eu leur façon de répondre, comme Marsu qui a créé, il y a plusieurs années déjà, **Crash Disques**, relevant d'une véritable politique d'indépendant. D'autres se sont brûlé les ailes pendant que d'autres, encore, proposent la diffusion de leur groupe, en vendant les disques via Internet uniquement, une façon de contrôler la filière, du producteur au consommateur, somme toute. **Folklore de la Zone Mondiale** propose deux alternatives : une vente sur le Web ou, pour les groupes qui le souhaitent une diffusion en magasin, via la distribution de FZM par Wagram, grosse structure indépendante. À l'heure où **Les Ogres de Barback** ont, eux aussi, ouvert leur label, **Irfan**, à d'autres groupes en leur proposant leur parrainage, la question de la liberté musicale se pose plus que jamais. Les Ogres ont déjà savamment étudié la question et ont expérimenté également l'autogestion de concerts avec notamment, leur chapiteau **Latcho Drom** avec lequel ils ont tourné en France mais aussi en Europe. À l'heure du formatage télévisuel et des poubelles publicitaires que sont la Star Academy ou La Nouvelle Star, l'alternative est peut-être là, quelque part, en zone franche, en zone mondiale. **Flo**

Post-scriptum : Bérurier Noir n'est, décidément, même pas mort et sortira un nouvel album au moi de mai, une sortie très attendue, ce n'est rien de le dire !

www.fzm.fr
http://crashdisques.propagande.org/
http://irfanlelabel.free.fr/

RETOUR SUR...

LE CIRQUE ARCHAOS

DANS LES ANNÉES soixante-dix en France, le cirque a séduit une flopée d'artistes attirés par le nomadisme, le rapport direct avec le public et le mode de vie communautaire. Les fondateurs d'Archaos font partie de cette génération qui s'est emparé du cirque pour en faire un art contemporain, engagé politiquement et socialement. Guy Carrara et Pierrot Bidon se sont rencontrés au Cirque Bidon, une troupe née en 1975 qui promenait roulottes, cheval et poules savantes sur les routes. Onze ans plus tard, le tandem lance un cirque d'un nouveau genre : les motos, les voitures et les machines en tous genres ont remplacé les animaux, les paillettes ont disparu au profit du look punk, l'orchestre est devenu rock n'roll, le trapèze côtoie la tronçonneuse... Les spectacles de ce « cirque de caractère » traitent de la guerre, de l'exploitation et du fracas du monde. Ce qui compte pour ces « circassiens » modernes, c'est l'autonomie et la dérision : « Tout est réellement très important, mais on en a vraiment rien à foutre ». **Le Chapiteau de corde** (1987) – en référence à leur chapiteau mis à nu comme un squelette – relève de l'esthétique industrielle : des exclus de la société de consommation se livrent à des combats de meuleuses et de fers à souder, repoussent les attaques de camions fous... Dans **Bouinax** (1988), une bande d'ouvriers désœuvrés s'oppose aux acrobates aériens et aux jongleurs, au son du hard-rock, des marteaux piqueurs et des brosses à dents électriques. **Métal Clown** (1991) qui retrace l'invasion des conquistadores et l'histoire de l'esclavage, se joue sous un tunnel, les gradins étant disposés de part et d'autre d'une route goudronnée où circulent semi-remorques et camions. **Game Over 1** (1994) dénonce sous forme de fable futuriste les technologies de l'image et l'hypnose totalitaire. Archaos remporte l'adhésion des jeunes et de la critique, montrant qu'il est possible d'allier avant-garde et spectacle populaire. La troupe qui a compté jusqu'à quatorze nationalités grossit pour atteindre 120 personnes en 1990. Cinq ans plus tard, les fondateurs se séparent. Guy Carrara conserve le nom, mais sa compagnie qui joue désormais en salles n'aura pas la force ni l'originalité de l'Archaos des origines.
Leila

À LIRE
Archaos, Ian Patrick, éd. Albin-Michel (1990)

L'HOMOSEXUALITÉ À L'ÉCRAN

LA TOLÉRANCE est un privilège des dominants. Notre société est hétérosexiste et homophobe. Les normes en vigueur quadrillent et délimitent précisément l'espace du permis lors de la construction sexuelle et identitaire à l'adolescence.
Après de nombreuses années de luttes LGBT (lesbiennes, gaies, bi et trans), des films grand public (comme le récent **Secret de Brokeback Mountain**, de Ang Lee) commencent à apparaître et posent la question de la (non-)naturalité de l'hétérosexualité et de la complexité des désirs. Mais au moment où certains verrous réactionnaires sautent, la machinerie capitaliste se propose d'intégrer parfaitement celles et ceux qui jadis remettaient l'ordre social en question. Il est certes primordial que toutes et tous aient les mêmes droits (en matière de sexualité comme ailleurs), mais la communauté homosexuelle est aujourd'hui aussi théorisée en termes de segment (juteux) de marché.
Alors que les mouvements homosexuels (et aussi souvent féministes) des années soixante-dix pensaient leur condition comme un instrument de subversion politique et sociale face à l'ordre établi de la famille patriarcale, le couple intégré et sa normativité consumériste ont aujourd'hui parfois pris le dessus et posent l'homosexualité uniquement en termes d'intégration sociale.
Guillaume Carnino

FHAR
Film documentaire français de **Carole Roussopoulos**, 1971, 25 min
Quelques grands moments du Front homosexuel d'action révolutionnaire, dont Françoise d'Eaubonne et Guy Hocquenghem furent d'importantes figures. Si les lesbiennes furent invisibilisées puis rapidement évincées du mouvement, les débats filmés par Roussopoulos conservent à la fois humour et fraîcheur révolutionnaire, et témoignent de la véritable volonté subversive et non-intégrationniste des membres du premier Fhar. Excellent.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
Film anglais de **Stephen Frears**, 1985, 93 min
Un film à la fois tendre et dur qui met en scène homophobie et racisme pour mieux s'en détacher. Poignant et maîtrisé.

LES ROSEAUX SAUVAGES
Film français d'**André Téchiné**, 1994, 110 min
Dans le Sud-Ouest français, pendant la guerre d'Algérie, trois garçons et une fille voient leurs destins amicaux, politiques et amoureux s'entremêler. Un grand film qui pose la question du rapport aux désirs, qu'ils soient assumés ou non.

LE BAL DES CHATTES SAUVAGES
Film documentaire suisse de **Veronika Minder**, 2005, 87 min
Cinq interviews illustrées par des images d'archives mettent en perspective à la fois le vécu et la condition des lesbiennes en Europe de l'Ouest ces soixante-dix dernières années. Le montage chronologique fait émerger une difficile question, à la croisée d'un vécu parfois douloureux et d'une évolution plus récente : subversion politique ou intégration sociale ?

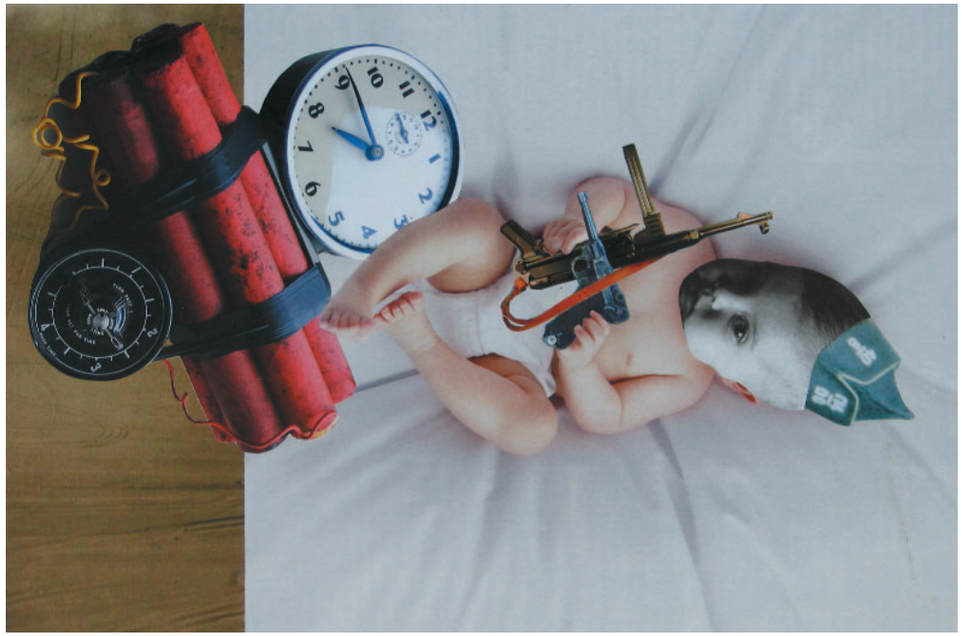
OMELETTE
Film français de **Rémi Lange**, 1993, 78 min
Œuvre très personnelle initialement réalisée sans structure de production, **Omelette** pose la question du rapport aux proches et met en scène un coming out filmé de l'intérieur.

SŒUR INNOCENTA, PRIEZ POUR NOUS
Film documentaire français de **C. Fourest** & **F. Venner**, 2000, 65 min
Guillaume (Sœur Innocenta) revient sur ses années de militantisme d'extrême droite, sur le déclic qui l'a poussé à assumer ses désirs homosexuels et sur son combat actuel au sein des Sœurs de la perpétuelle indulgence (mouvement de militants homos se travestissant en nonnes).

PORTRAIT

QUAND LES LESBIENNES SE FONT DU CINÉMA
FESTIVAL DU FILM LESBIEN À PARIS

CRÉÉ EN 1989, nourri par un sentiment d'invisibilisation au sein même du Festival international de films de femmes de Créteil et une volonté farouche d'indépendance, le festival du film lesbien ne cesse de croître depuis. Chaque hiver, cinq jours se déroulent dans la plus intégrale non-mixité, et permettent à de nombreux films de trouver un public aussi cosmopolite qu'averti. Une session mixte d'été permet aux « retardataires » d'aller découvrir les pépites sélectionnées plus tôt dans l'année. L'équipe, entièrement bénévole, doit sa longévité à un passage de relais permanent et à la transmission des compétences. Si l'organisation est non hiérarchique, les tâches sont divisées et prises en charge par des commissions qui se retrouvent tous les mois pour faire le point. Par ailleurs, le festival est entièrement autofinancé.
Le **Best of Mixte**, qui présente une sélection des films du mois d'octobre, et qui est ouvert à tout public, aura lieu en juin 2006, au MK2 Hautefeuille (75006 Paris).
Le prochain festival **Quand les lesbiennes se font du cinéma** aura lieu du 27 octobre au 31 octobre 2006, au Trianon (75018 Paris).

Cineffable, 4, square Alice, 93100 Montreuil,
06 60 81 48 36 http://cineffable.free.fr

Collages d'Eric Coulaud parus dans « Paroles antimiliratistes », Éditions libertaires (voir page 43)